

Bruno Astarian, Robert Ferro  
Le ménage à trois de la lutte des classes  
Classe moyenne salariée, prolétariat et capital  
L'asymétrie 2019

|   |         |
|---|---------|
| Présentation : vessies et lanternes   | page 2  |
| Ch 1 Pour une théorie de la classe moyenne salariée                           | page 4  |
| Ch 2 Le mouvement contre la loi Travail en France (2016)                      | page 7  |
| Ch 3 La « commune » de Oaxaca   | page 10 |
| Ch 4 Iran 2009, faux printemps  | page 14 |
| Ch 5 La révolte des tentes en Israël  | page 15 |
| Ch 6 Tunisie 2011 : entre révolte fiscale et droit au développement           | page 19 |
| annexe 1 : Les chômeurs diplômés  | page 28 |
| annexe 2 : L'émigration tunisienne avant et après la « révolution de jasmin » | page 29 |
| Ch 7 Egypte 2011-2013 : splendeurs et misères du dégatisme                    | page 29 |
| Ch 8 Pour une théorie de l'interclassisme                                     | page 45 |
| annexe : Emeutes en France 2005 et en Angleterre 2011                         | page 54 |
| Ch 9 Le ménage à trois dans la crise qui vient                                | page 56 |
| Epilogue : Classes moyennes et théorie communiste                             | page 65 |

L'objet de ce livre est le rapport social capitaliste tel qu'il se présente aujourd'hui dans les pays développés et émergents : à savoir comme un rapport à trois et non pas à deux classes, la troisième étant la *classe moyenne salariée (en abrégé CMS)*, très souvent méconnue par la théorie communiste.

On verra qu'en réalité la CMS doit être définie par sa fonction organique dans le mode de production capitaliste (en abrégé MPC) et qu'elle joue un rôle spécifique et indispensable en tant que classe du travail intellectuel et de l'encadrement dans la valorisation et la reproduction du capital. Ce rôle implique que la CMS est là pour durer aussi longtemps que durera le mode de production capitaliste (MPC), y compris dans la crise qui verra éventuellement le dépassement du MPC.

Le mouvement ouvrier traditionnel avait un ensemble d'institutions qui intégraient les membres des classes moyennes se ralliant au prolétariat par adhésion politique. C'était la façon pour les théoriciens (généralement d'origine petite-bourgeoise) d'assurer qu'ils appartenaient au prolétariat, par alliance en quelque sorte. Aujourd'hui, il n'y a plus d'institutions prolétariennes, et la théorie n'a pas (ou très peu) de contact avec les luttes quotidiennes.

Nous pensons (...) que la CMS constitue un objet théorique propre, que de l'avoir négligé jusqu'ici a été la source de confusions dommageables dans l'analyse et l'évaluation de nombreuses luttes actuelles (Oaxaca 2006, Tunisie, Egypte 2011, France 2010 et 2016, etc.) Et nous verrons qu'une meilleure compréhension de la CMS permet de mieux éclairer la question du prolétariat elle-même.

*The proof of the pudding is in the eating*, dit un proverbe anglais, ("La preuve du pudding, c'est de le manger»). La preuve de la classe moyenne, ce sont ses luttes. Ce sont elles qui nous ont amenés à examiner pour elle-même la question de la CMS. (...) Car le prolétariat s'y associe fréquemment, parfois de façon massive (Tunisie et Egypte 2011), parfois de façon plus limitée (Oaxaca 2006, Venezuela 2014-2018, France 2016). (...) Elles sont parfois d'une grande violence et, tout « petit-bourgeois » qu'ils sont, les manifestants y font preuve d'une audace et d'un courage remarquables pour défendre leur cause. Enfin, il arrive qu'elles soient victorieuses, comme lorsqu'elles obtiennent la chute de Ben Ali ou de Moubarak.

Tableau : les classes moyennes dans la population active en France (en milliers)

|                             | 1962 | 1999 | 2014  |
|-----------------------------|------|------|-------|
| Classe moyenne indépendante | 5025 | 1969 | 2039  |
| CMS                         | 2703 | 7983 | 10735 |

On voit que le déclin de la classe moyenne indépendante est plus que compensé par l'essor de nouvelles professions salariées (enseignants, cadres, techniciens, administratifs de

tous ordres, etc.) Une telle évolution n'est pas limitée à la France. Elle a eu lieu dans tous les pays.

Dans la mesure où la part de sursalaire qui se trouve dans les revenus de la CMS est prise dans le pool général de la plus-value sociale, l'intérêt objectif de la CMS est que ce pool soit alimenté le plus possible. Ce qui revient à dire que l'intérêt de la CMS est que l'exploitation du travail se maintienne et se renforce. Et c'est ce qui permet de comprendre toutes les ambiguïtés de l'interclassisme.

Tandis que la CMS lutte pour son sursalaire, c'est-à-dire en faveur de l'exploitation du travail, le prolétariat s'efforce dans ses luttes quotidiennes de limiter cette exploitation. Cependant, malgré la contradiction apparente de leurs intérêts « objectifs », le prolétariat et la CMS luttent souvent côte à côte contre un ennemi commun. On l'a vu en Tunisie et en Egypte en particulier. (...) l'interclassisme consiste donc en ce que deux classes, aux intérêts objectivement contraires, s'associent dans la lutte.

Les faits que nous avons observés semblent mener à la conclusion suivante : pour qu'une lutte de la CMS débouche sur un résultat positif (quoi que l'on pense de celui-ci), il faut que le prolétariat y soit associé, et de façon massive. Il faut qu'il apparaisse en tant que classe défendant ses propres intérêts.

Beaucoup de camarades pensent que, compte tenu du désordre général provoqué par les manifestations, émeutes, etc. de la lutte interclassiste, le prolétariat pourrait en profiter pour commencer une révolution. Par exemple, les trois semaines volcaniques qui ont secoué l'Egypte en janvier-février 2011 auraient eu un potentiel révolutionnaire. Or il est exclu qu'une lutte interclassiste puisse se développer en un mouvement révolutionnaire par généralisation et/ou approfondissement de sa propre dynamique. Et ce non pas parce que la classe moyenne dirigerait et manipulerait le prolétariat pour le détourner de ses objectifs propres, mais parce que la nature même de l'interclassisme implique que le prolétariat lutte à l'intérieur des compatibilités du capital, qu'il lutte pour une amélioration des conditions de son exploitation, et non en rupture avec celles-ci.

Les limites des luttes dans l'interclassisme tiennent (...° fondamentalement à ce que les deux classes concernées s'adressent à l'Etat bien plus qu'elles n'attaquent le capital. (...). Certes, on ne peut exclure que, dans le tourbillon d'un mouvement à l'égyptienne (plusieurs semaines d'émeutes, de manifestations monstres, d'occupations de places – toutes activités pas spécialement révolutionnaires), une rupture intervienne qui fasse passer la lutte du prolétariat à un autre niveau, qualitativement différent. Une telle rupture n'a encore jamais eu lieu. Nous avons dit qu'elle ne se fera pas par transcendance du processus interclassiste. Ce n'est pas en faisant plus manifestations plus massives dans plus d'endroits que l'on fera passer un mouvement du stade revendicatif au stade révolutionnaire.

Dès lors que le prolétariat cesse de s'adresser à l'Etat pour négocier, et s'attaque au capital dans une activité de crise insurrectionnelle, il n'est plus question d'organiser des manifestations monstres ou d'occuper des places.

La classe moyenne partage avec le mouvement ouvrier traditionnel le recours aux barricades, aux manifestations énormes, etc. D'où la confusion, y compris chez certains « révolutionnaires » : quand militants et activistes observent de telles manifestations de masse, ou des barricades, ils pensent voir un potentiel de révolution communiste. Ils se trompent.

On peut être sûr qu'une initiative du prolétariat comportant un réel potentiel de dépassement se reconnaîtra d'emblée à certaines de ses caractéristiques (prise de possession des moyens de production, mobilité et dispersion territoriale, engagement massif du prolétariat productif, extension géographique immédiatement internationale, armement). De telles caractéristiques peuvent apparaître indépendamment d'un mouvement de la classe moyenne ou, comme nous l'avons dit, en rupture avec un tel mouvement. Mais, dans tous les cas, on distinguera les lanternes qui éclaireront les bals communistes des vessies de l'interclassisme.

## Chapitre 1

---

### Pour une théorie de la classe moyenne salariée

Au milieu des années 1970, Baudelot, Establet et Malemort (*La petite Bourgeoisie en France*, éd. Maspero, 1974), trois auteurs marxistes traditionnels à l'époque, ont traité la question de la CMS de façon plus empirique que théorique. (...) Comment comprendre la hiérarchie des salaires de l'ouvrier à l'ingénieur ? Le capital paie-t-il plus cher ce dernier parce que la production de sa force de travail est plus onéreuse que celle de l'ouvrier ? Baudelot, Establet et Malemort (BEM dans ce qui suit) répondent oui et non. Pour eux, la hiérarchie des salaires n'est pas entièrement justifiée par les écarts de valeur entre les différentes forces de travail. Le capital paie la force de travail de l'ingénieur à sa valeur (le coût de sa reproduction), mais il ajoute un supplément, qu'ils analysent comme une *rétrocession* de plus-value.

BEM étaient opposés à l'emploi des termes *classes moyennes*. Nous y sommes favorables au contraire, notamment parce que BEM ont fait une erreur dans l'analyse des trois fractions qu'ils ont trouvées dans la « petite bourgeoisie ». En effet, ils considèrent que la fraction I (petits commerçants, professions libérales) bénéficie d'une rétrocession de plus-value de la part du capital. C'est faux. La fraction I est constituée de (très) petits capitalistes, et la plus-value dont ils bénéficient leur parvient normalement par la péréquation du taux de profit à laquelle ils participent, comme tout capital commercial. En fait, ce sont eux les seuls vrais petits-bourgeois, au sens de petits capitalistes. C'est pourquoi ils sortent de notre analyse, et cela pour deux raisons. La première est que cette catégorie sociale est en déclin très net, notamment les petits commerçants (...). La deuxième est que ces petits capitalistes sont en même temps travailleurs et propriétaires, et qu'il leur revient de partager leur revenu brut entre amortissement, salaire et profit. Dans ces conditions, le mécanisme de la prétendue rétrocession de plus-value ne s'applique pas.

*Rétrocession* est le terme que BEM utilisent pour rendre compte du versement d'un surcroît de salaire aux salariés de la classe moyenne. On comprend : ces salariés ont travaillé, ont produit de la plus-value, et les capitalistes décident d'en rendre une partie. Cela suppose

en premier lieu que l'ensemble de ces travailleurs de la classe moyenne soit productif. Il n'en est rien, pas plus que dans le cas du prolétariat.

*Sursalaire* nous paraît être un terme préférable à *rétrocession*, en particulier parce qu'il concrétise que la plus-value ajoutée à la valeur de la force de travail n'apparaît pas comme telle. On ne peut pas la distinguer dans le total du salaire, et c'est la source de bien des erreurs et illusions. La plus-value n'apparaît jamais comme telle dans la société capitaliste, mais toujours sous la forme de ses fractions, comme revenus de différents types de propriété (profit, intérêt, rente). Le sursalaire va encore plus loin dans l'illusion, puisqu'il fait passer un revenu du capital pour un revenu du travail. Dans tout cela donc, le sursalaire n'est pas une rétrocession de plus-value, mais un autre usage improductif de la plus-value sociale disponible (il y en a beaucoup d'autres).

Le travail d'encadrement, enchâssé dans le travail productif de l'ingénieur, est en réalité du non-travail, activité consistant à faire travailler le travailleur, à organiser son travail pour en maximiser le rendement, etc. La propriété capitaliste, qui, en tant que propriétaire des moyens de production et exploiteuse du travail, a l'apanage de ce non-travail, en délègue une partie à l'encadrement, et lui verse un sursalaire (SS) pour s'assurer qu'il le fait malgré sa non-participation au partage des profits. (...) C'est donc le sursalaire qui associe le cadre à la gestion de l'exploitation du travail.

Nous avons montré que le passage progressif des bas salaires du prolétariat aux salaires moyens, puis élevés de l'encadrement n'est pas une simple transition statistique, mais cache un changement dans la nature même du salaire. (...) Il faut faire intervenir la notion de sursalaire. Cela se fait en analysant la façon dont le capital utilise la plus-value sociale totale. La classe moyenne salariée se définit par le fait qu'elle est destinataire d'une partie de cette plus-value sous la forme de sursalaire.

Il y a le prolétariat, défini par son statut de sans-réserves, les capitalistes, détenteurs des moyens de production, et la CMS, caractérisée en même temps par son travail (intellectuel) et par la fonction d'encadrement qu'elle exerce par délégation des capitalistes. Cette classe défend normalement ses intérêts dans ses rapports avec les autres classes. Nous voilà confrontés au ménage à trois de la lutte des classes, par opposition au schéma à deux classes.

Au fur et à mesure qu'il sépare le travail manuel et le travail intellectuel, le capital a dû s'adjoindre un personnel de plus en plus nombreux pour préparer et surveiller le travail manuel (taylorisme, fordisme). Cette évolution a engendré la classe moyenne salariée, spécialisée dans le travail intellectuel.

La valeur de la force de travail de la CMS est augmentée du sursalaire, pris dans la masse de la plus-value créée par le surtravail des prolétaires et de la CMS. Les deux grandeurs ne sont pas reconnaissables, elles se confondent dans la même masse d'argent : le salaire de la CMS. (...) La CMS est donc un être hybride. En tant qu'elle touche un salaire, elle peut être amenée à affronter le capital quand elle estime que ce salaire est trop faible. Elle peut alors se trouver associée aux revendications du prolétariat. Mais, en tant qu'elle touche un sursalaire, elle peut s'associer au capital pour renforcer la production de plus-

value par le prolétariat. Selon les circonstances et les intérêts de ses différentes couches, la CMS se trouve ainsi associée à l'une ou l'autre des deux classes fondamentales du MPC.

Une marchandise est d'une importance cruciale pour la CMS : la formation universitaire des jeunes, qui est la clé du travail intellectuel et de l'accès au niveau de l'encadrement. Renoncer à cette formation, parce qu'elle est trop onéreuse, revient à se faire exclure de la CMS. Plutôt que de subir cette déchéance, et souvent aussi plutôt que de renoncer à toute la masse de sa surconsommation, la CMS est prête à s'endetter beaucoup pour financer ces études. (...) Son sursalaire est menacé, comme le montre l'accroissement démesuré du crédit étudiant aux Etats-Unis.

Dans la mesure où, associée à l'un des deux pôles de cette contradiction, elle pèse contre l'autre pôle, la CMS contribue à accentuer l'affrontement. Ainsi, lorsqu'elle demande une augmentation de salaire, elle menace les profits du capital et pousse le capital, au même titre que le prolétariat, à s'adapter en recherchant de nouvelles sources de plus-value, ou des augmentations de productivité, etc. « Au même titre », mais pas avec la même force que le prolétariat. D'abord parce que la CMS est moins nombreuse que le prolétariat, mais ensuite et surtout parce qu'elle est moins revendicative. C'est normal, puisqu'elle dispose de réserves. Dans l'ensemble, le cours quotidien de l'affrontement entre classe moyenne et capital est plutôt calme. Car le sursalaire permet la surconsommation, et élimine en temps normal la contrainte, qui pèse sur le prolétariat, de lutter pour le nécessaire.

Inversement, quand elle agit contre le prolétariat, la CMS renforce l'exploitation de celui-ci et favorise l'augmentation des profits du capital. Par contrecoup, elle pousse le prolétariat à la résistance, voire à la révolte, et relance donc la mécanique qui approfondit continuellement la contradiction entre les deux classes fondamentales. (...) Pour faire valoir ses propositions contre-révolutionnaires, elle ira jusqu'à faire le sale boulot contre les fractions les plus incontrôlables du prolétariat, dans la mesure où ses tentatives de les isoler auront réussi.

Dans une phase de crise profonde et d'éclatement de la présupposition réciproque des classes, aucune alliance n'est donc envisageable entre la CMS et le prolétariat révolutionnaire. Ce n'est que dans les théories du programme prolétarien que le prolétariat pouvait envisager d'entraîner politiquement une fraction au moins de la classe moyenne (en partie non salariée) dans sa révolution – *et encore pas forcément jusqu'au bout*. A présent, cette perspective n'est plus de mise.

Essayons de conclure. L'apparition d'une troisième classe au sein du mode de production capitaliste ne modifie pas fondamentalement l'analyse que l'on peut en faire. La contradiction prolétariat/capital reste le moteur de l'évolution de la société capitaliste, et la CMS n'intervient que de façon auxiliaire, comme intermédiaire.

La classe moyenne est très présente dans de nombreuses luttes récentes à travers le monde, et elle en complique souvent la compréhension, notamment en incitant beaucoup de commentateurs à parler de révolution là où il n'y en a pas, ou à voir le prolétariat en première ligne alors que c'est la CMS qui mène la danse.

## Chapitre 2

### Le mouvement contre la loi Travail en France (2016)

---

Depuis les années 1990, la France a connu un certain nombre de mouvements sociaux – contre le « plan Juppé » en 1995, contre la suppression des fonds sociaux des Assédic en 1997\*1998 (mouvement des chômeurs et des précaires), contre la réforme des retraites en 2003, encore contre la réforme des retraites en 2010.

Le contenu même de ces projets de loi engageait de vastes portions du *salariat en général*, convoquées au rendez-vous des réformes selon un découpage traditionnel (secteur public/secteur privé, emploi/chômage, etc.) dont la rigidité est elle-même un héritage du compromis fordiste. Le démantèlement du compromis fordiste au niveau de l'Etat s'est accompagné d'un mouvement analogue dans les entreprises. Cependant, la résistance à ce niveau n'a jamais pris des proportions telles qu'on puisse parler de véritables mouvements à une échelle nationale. Aussi bien au niveau des privatisations et des restructurations de boîte qu'au niveau des mesures législatives (la création du CDD en 1979, la suppression de l'indexation des salaires en 1982, l'annualisation des heures supplémentaires, etc. jusqu'à l'ANI de 2013), la résistance fut toujours un fait sectoriel et local.

Peut-être la classe moyenne est-elle un peu plus concernée que le prolétariat, en raison des différences d'espérance de vie – notamment après le recul de l'âge de départ à la retraite-, de propension à la consommation de soins médicaux, etc.

Les conventions collectives dans les pays de l'OCDE (2009 : les disparités nationales sont nettes. A un pôle, on trouve des pays – les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni – où la négociation se déroule uniquement au niveau de l'entreprise, et où le taux de couverture par les conventions collectives est très bas, celles-ci n'étant pas extensibles. A l'autre pôle – en France, en Autriche, en Suède, etc.- c'est l'inverse : le taux de couverture est très élevé, et les accords de branche priment sur les accords d'entreprise, avec possibilité d'extension. Au milieu, on trouve un large éventail d'économies « coordonnées » (néolibérales avec quelques anciens éléments du fordisme), comme l'Allemagne, qui modulent de façon variable le rapport entre modalités de négociation et taux de couverture des salariés.

La France apparaît dans le tableau comme une sorte de paradis de la couverture par branches : cependant, cette image favorable est trompeuse. (...) Bien que le CDI soit encore le contrat de travail majoritaire (85% du stock d'emplois salariés), les contrats courts constituent désormais, de manière plus ou moins permanente, 85% à 87% du flux des nouvelles embauches. Ces 15% de précarité au sein du salariat constituent les marchés du travail dits secondaires, et affectent de manière croissante les 85% d'emplois stables.

En 2009, il y avait 40 entreprises françaises parmi les 500 entreprises mondiales les plus importantes par le chiffre d'affaires ; en 2013, il n'y en avait plus que 31. (...) Tel est le cadre général qui, à la mi-février 2016, pousse le gouvernement français à présenter le projet de loi de la ministre El Khomri visant à « instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs ».

Les mesures les plus controversées, la plupart amendées en cours de route, sont les suivantes :

- l'élargissement des critères qui définissent le licenciement économique : la baisse prolongée des commandes ou du chiffre d'affaires, les problèmes de trésorerie et la sauvegarde de la compétitivité vont entrer en ligne de compte, ce qui facilitera les licenciements ;
- le plafonnement des indemnités prud'homales qui, contraignant le projet initial, deviendra indicatif dans la loi approuvée par le Parlement le 21 juillet 2016 ;
- l'inversion dans la hiérarchie des normes d'accords entre les partenaires sociaux : l'accord d'entreprise va pouvoir primer sur l'accord de branche, notamment en matière de salaire, de temps de travail et de majoration des heures supplémentaires ; l'accord de branche ne s'appliquera qu'en absence d'accord d'entreprise. C'est un point sur lequel le gouvernement ne cédera pas. Les commissions paritaires n'exerceront qu'un rôle de surveillance *a posteriori* ;
- tarification des heures supplémentaires : des accords d'entreprise ou de branche pourront appliquer des majorations moins favorables que la règle, avec un taux minimal de majoration de 10%. La règle du Code du travail (+25% pour les 8 premières heures, +50% sur les suivantes) ne s'appliquera qu'à défaut d'autres accords.

C'est notamment le troisième point (l'inversion dans la hiérarchie des normes) qui a mis au centre du conflit du printemps 2016 ces objets un peu vieillots que sont le Code du travail, surchargé de dérogations et de jurisprudences, et les syndicats CGT et Force ouvrière, dont la trajectoire est depuis longtemps descendante, tandis que la CFDT monte aux élections professionnelles.

La combinaison de l'attaque contre la négociation de branche et de l'attaque contre les syndicats « non alignés » explique l'ambiguïté du mouvement contre la loi El Khomri. Ce mouvement peut être lu à la fois comme une bataille de rue et comme un conflit institutionnel – entre l'Etat et les syndicats -, se prolongeant de manière souterraine même à l'intérieur du gouvernement. Les deux aspects ont coexisté de façon variable. L'obtention d'un compromis entre l'Etat et les syndicats était l'enjeu principal du contentieux : l'un comme les autres demandaient 100 pour obtenir 50, et visaient à obtenir gain de cause par l'usure de l'adversaire.

En lieu et place des foules de 1995 et même de 2010, il y a eu une étrange fédération de segments du prolétariat et de la classe moyenne qui se sont cherchés, se sont parfois heurtés, ont convergé, pour enfin s'effriter sans jamais se confondre ou remettre en question leurs identités respectives. Le gouvernement avait bien travaillé pour construire ce fractionnement : les fonctionnaires, dont il venait de revaloriser les salaires de 1,2% après six ans de gel, n'étaient pas concernés par la loi ; les routiers, entrés en grève en mai, en sont aussitôt sortis, lorsqu'il a été décidé que la révision de la tarification des heures supplémentaires ne les concernait pas non plus ; et le Premier ministre Valls annonçait à la mi-avril ses « mesures jeunes » pour les 18-25 ans (aide à la recherche du premier emploi, augmentation des bourses pour les lycéens, etc.).

Chacun des trois acteurs principaux – la composante syndicale, les cortèges de tête, et Nuit Debout – luttait pour un but différent. La première réclamait le retrait du projet de

loi (en y croyant plus ou moins). Dans ce camp, les bureaucraties syndicales voulaient réaffirmer leur « représentativité ». Pour les deux autres camps, il s'agissait surtout de revendiquer une autre politique, même dans la forme du « refus de la politique » (qui reste à l'intérieur de ce qu'il refuse). La revendication du retrait de la loi Travail est devenue le dénominateur commun parce que la composante syndicale était la seule à pouvoir imposer un rapport de force. (...) La composante syndicale, notamment au niveau organisationnel (directions, services d'ordre), a adopté une posture de méfiance et parfois de dénonciation vis-à-vis de Nuit Debout et des cortèges de tête (les « casseurs »). Mais elle en avait également besoin, en tant qu'alliés et en tant qu'épouvantails face au gouvernement. En fin de compte, le calendrier n'a jamais été autre que syndical, et les timides tentatives du cortège de tête de se donner ses propres échéances se sont soldées par un échec.

Dans les cortèges de tête, qui ouvraient les manifestations, on trouvait la composante la plus jeune du mouvement : des étudiants, des militants autonomes et d'extrême gauche, des précaires, quelques travailleurs qui venaient de la partie syndicale des manifs (SUD Rail, CGT Tricastin, dockers du havre, etc.). Et surtout des lycéens, qui étaient les plus nombreux, engagés sur le double front des manifs et des blocages de leurs lycées. Contrairement à ce qui s'était passé lors du mouvement contre la réforme des retraites de 2010, ces lycéens venaient surtout de lycées généralistes et de centre-ville, surtout dans la région parisienne, alors que les lycées professionnels et de banlieue se sont peu mobilisés.

Les pratiques de luttes des cortèges de tête se font remarquer par les affrontements avec la police, le cassage de vitrines et autres dégradations du mobilier urbain au cours des manifestations ou en marge de celles-ci. Les pillages sont quasi-inexistants. (...) Les slogans : « Tout le monde déteste la police », « On vaut mieux que ça », « Se lever pour 1200 euros par mois c'est insultant » (notons au passage que 1200 euros par mois, c'est déjà plus que le Smic net, actuellement à 1150 euros environ). (...) On peut déduire de l'ensemble de ces éléments que ma classe moyenne, majoritaire, est à l'initiative dans les cortèges de tête.

On peut faire le même constat pour Nuit Debout. Suivant les recherches qui ont été menées à ce sujet à Paris, les quartiers les plus représentés sont ceux du nord-est de la ville, sans doute les plus pauvres, mais en voie de gentrification rapide. Environ un tiers des participants viennent des banlieues (on ne sait pas lesquelles). Cependant, 61% des participants sont diplômés, seulement un tiers environ participent aux manifestations contre la loi Travail, mais plus de la moitié ont déjà à leur actif une expérience d'engagement « citoyen, associatif ou caritatif », 22% ont déjà cotisé à un syndicat, et 17% ont milité dans un parti politique. Le chômage toucherait 20% des participants, tandis que, parmi ceux qui ont un boulot, les salariés d'exécution (ouvriers et employés) seraient 20% environ.

La pratique principale de Nuit Debout se résume à l'occupation de la place de la République, à Paris, dans ses différents aspects (débat, organisation de l'occupation elle-même, cortèges nocturnes). Les sujets des débats et des commissions y sont très éclectiques. Ils vont de l'écologie, du végétarisme, de l'emploi ou de la condition féminine à des thèmes tournant autour de la refondation du politique : démocratie participative, nouvelle Constitution, souverainisme économique. Il faut rappeler que Nuit Debout démarre à la suite de la « nuit rouge » du 31 mars, organisée par le collectif Convergence des luttes

éléments de *Fakir*, d'Attac, du Parti de gauche, du DAL), et voit la participation active de Frédéric Lordon comme d'autres souverainistes anti-UE ou anti-euro moins à gauche. (...) Il nous paraît légitime de conclure qu'ici aussi l'initiative vient de la classe moyenne. Elle se présente sous un visage moins agressif que dans les cortèges de tête, principalement en raison de l'âge moyen plus élevé de ses participants.

De telles considérations laissent supposer que la composante « syndicale » a été la plus prolétarienne du mouvement. Cette affirmation doit être assortie de quelques précautions. (...) Le 14 juin, parmi les 600 000 manifestants qui défilaient dans le Paris des « bobos », il y avait certes beaucoup de bonzes et de militants politiques, mais aussi une multitude de travailleurs venus de loin, faite de corps marqués par le travail manuel, par le travail pénible, et par un mode de vie que l'on croit disparu. Ils étaient venus dans les beaux quartiers pour un jour, pour dire – *premièrement à l'Etat* – qu'ils existent, et qu'il faut compter avec eux.

La valeur hautement symbolique attribuée au Code du travail et la gestion répressive des *manifestations* (et non du mouvement dans son ensemble) ont dramatisé le mouvement bien au-delà de sa réalité. (...) Tandis que certains secteurs ouvriers défendaient des positions plus ou moins corporatistes avec l'aide de syndicats qui pensaient surtout à défendre leurs institutions, certaines fractions de la CMS poussaient une vague offre politique, pseudo-révolutionnaire dans les cortèges de tête et mollement démocrate-radical (voire démo-populiste) sur la place de la République. Dans tous les cas, leur interlocuteur n'était pas les capitalistes, mais toujours l'Etat, auquel on réclamait des garde-fous contre le grand capital et la police.

En fin de compte, c'est pour le rôle qu'il a joué dans la recomposition du système politique que le mouvement passera à l'histoire écrite. Entre le mouvement de 2016 et le score de la France insoumise à la présidentielle de 2017 (19,58% des voix au premier tour), il y a un lien qui fait penser – en plus petit, certes – au rapport entre les Indignés et les partis Podemos en Espagne ou Siriza en Grèce. Et c'est ainsi que le vieux PS – ni assez populaire ni assez soumis aux patrons, ni à l'écoute de la rue ni assez résolu pour en finir avec elle – a fini par se faire coincer dans la tenaille Mélanchon-Macron.

### Chapitre 3

---

#### La « commune » de Oaxaca

Le 22 mai 2006, 70 000 instituteurs de l'Etat de Oaxaca se mettent en grève. Quelque 20 000 d'entre eux s'installent et campent sur le Zocalo, place centrale de la capitale de cet Etat (Oaxaca), et dans 56 rues avoisinantes. (...) Le 14 juin à l'aube, 2000 policiers chassent les occupants du Zocalo. Mais au terme d'une bataille qui fait trois morts dans leurs rangs, les occupants reprennent le contrôle du centre-ville. Le 16 juin, une manifestation monstre (300 000 personnes) demande la démission du gouverneur de l'Etat, Ulises Ruiz.

Le 17 juin est formée l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (Appo). Il s'agit d'un regroupement de 365 organisations d'enseignants, de communautés indigènes (...) « divers groupes de jeunes : universitaires, normaliens, punks, anarchos, des secteurs

traditionnellement marginalisés, exclus, voire harcelés et persécutés par les forces de l'ordre ». (...) Fin juin, les mairies de nombreuses localités environnantes sont occupées et leurs maires sont chassés. Des conseils sont élus à leur place.

Le 21 septembre, le mouvement sort de l'Etat de Oaxaca. Il lance une marche « pour la dignité des peuples de Oaxaca ». Les marcheurs se rendent à Mexico, pour porter la pétition qui demande que le sénat déclare l'ingouvernabilité de l'Etat de Oaxaca (...). Cette déclaration d'ingouvernabilité est rejetée par le sénat le 19 octobre. A Oaxaca, une grande manifestation de protestation est alors organisée. Fin septembre, le gouvernement donne entièrement satisfaction aux revendications, rajoute même un peu d'argent. Mais refuse de limoger Ruiz. (...) Le 28 octobre, le gouvernement fédéral lance un ultimatum à l'Appo pour qu'elle enlève les barricades qui protègent le centre-ville. L'Appo refuse l'ultimatum et, le lendemain, 4500 policiers détruisent les barricades et occupent le Zocalo. L'Appo se retranche alors sur la place San-Domingo, à moins d'un kilomètre de là. (...) Le 29 novembre, la dernière barricade, protégeant le campus (au carrefour dit *cinco señores*), est évacuée par ses défenseurs.

L'Etat de Oaxaca est le troisième Etat mexicain le plus pauvre. Il compte 3,5 millions d'habitants, dont environ 600 000 dans l'agglomération de Oaxaca. (...) la population dite indigène (...) représente 30% de la population totale. Elle compte seize ethnies, reconnues par la Constitution locale. Les peuples indigènes sont régis par la *communalidad*, fondée sur quatre piliers : l'assemblée, le système du service communautaire, le travail communautaire, le soutien mutuel. Ces *communalidades*, très nombreuses, fonctionnent grâce à un soutien financier des municipalités, dont un grand nombre sont gérées selon les mêmes principes. Tout ce système social est remis en question par la mondialisation. En plus des plans d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale, qui appauvrissent la population, le plan Puebla Panama (PPP) est lancé en 2001. Il s'agit d'un vaste programme d'infrastructures, notamment autoroutières et hydroélectriques, allant de Puebla (Mexique), au nord, à Panama, au sud. En ce qui concerne l'Etat de Oaxaca, le PPP prévoit en particulier un « canal sec » alliant autoroute, voie ferrée et pipelines, qui traversera d'ouest en est l'isthme de Tehuantepec, reliant ainsi l'Atlantique au Pacifique.

La logique d'ensemble du mouvement n'est pas de remettre en question le capitalisme, mais certains de ses effets. (...) On passe d'une revendication catégorielle (salaire et statut des instituteurs) à un mouvement plus large et surtout *politique*. La violence policière est en quelque sorte un condensé de la violence sociale introduite par la pénétration du capitalisme international dans la vie locale de Oaxaca et de sa région. Il se forme un front anti-Ruiz qui fédère peu à peu tous ceux qui sont menacés par les changements en cours dans le capitalisme local.

« Les enseignants jouissent d'un salaire supérieur qui s'explique par le fait qu'ils sont fonctionnaires. Les enseignants travaillant dans le secteur public gagnent plus que leurs collègues du privé et que les travailleurs similaires dans d'autres domaines. » (...) Une étude de la Banque mondiale conclut : « Le revenu réel mensuel a fortement augmenté pour les instituteurs du public. Ils ont presque doublé entre 1988 et 1994. »

Les enseignants de Oaxaca sont organisés dans la section 22 du SNTE/CNTE. Dans les années 1980, les enseignants oaxaqueniens ont été actifs dans la formation du mouvement syndical dissident CNTE (né au Chiapas). La vie de la section 22 serait-elle plus démocratique que celle du SNTE ? En fait, il n'en est rien. La section 22 est, elle aussi, une puissante bureaucratie gérée de façon népotiste par une poignée de familles. (...) La pyramide des salaires se décompose en cinq niveaux. Au sommet, on trouve 12 leaders du syndicat, qui cumulent plusieurs salaires (de l'Etat et du syndicat) et gagnent environ 170 000 pesos (soit 11 150 dollars) par mois. En deuxième position, 85 enseignants, dont la plupart appartiennent au comité exécutif de la section 22, gagnent entre 100 000 et 133 000 pesos par mois. En troisième position, 670 enseignants gagnent entre 66 000 et 88 000 pesos par mois. Au quatrième niveau, 5000 enseignants – dont beaucoup de représentants syndicaux – gagnent entre 33 000 et 66 000 pesos par mois. A la base de la pyramide, on trouve la grande masse des enseignants (84 000) qui participent aux grèves et aux manifestations : ils gagnent entre 5000 et 16 000 pesos par mois.

Les organes d'autodéfense « populaire » qui surgissent depuis quelques années dans les Etats les plus pauvres du Mexique (Guerrero, Michoacan), notamment contre les narcos, sont des milices locales auto-organisées qui embarquent certainement des prolétaires dans leurs rangs, mais contre lesquels un prolétariat insurgé devra lutter. La « commune » de Oaxaca n'a pas fait surgir de telles milices, néanmoins la violence dont elle a fait preuve exprime un contenu semblable, sur une base locale, de tous les « petits » (y compris petits-bourgeois) contre les exactions des « gros ».

Losr du congrès constituant des 10-12 novembre 2006, trois courants principaux se distinguaient après que les bureaucrates de la section 22 eurent quitté l'Appo : • Le courant magoniste, représentant le « conseil indigène populaire de Oaxaca Ricardo Magon » (...) de tendance libertaire. • Le courant marxiste-léniniste, appelant à un « pouvoir populaire ». Il constituait le gros de l'assemblée. • le courant réformiste proche du parti révolutionnaire démocratique, dont le chef était le maire de Mexico et qui surfait sur l'anti-américanisme et la défense des Indiens et des paysans. Les 1000 membres du congrès finirent par parvenir à un programme commun souscrit aussi bien par les « politiques » que par les « indigènes ».

La chronologie établie par CQFD recense 12 manifestations importantes entre le 2 juin et le 10 décembre. La plus originale est sans doute celle des 10 000 femmes (1<sup>er</sup> août) protestant contre leur relégation aux tâches ménagères. (...) Les manifestants disent : « Nous sommes là, nous sommes nombreux. Il faut reconnaître notre rôle et notre place dans la société. » Par définition, la manifestation n'est pas révolutionnaire, elle est revendicative. (...) En réalité, ce n'est que si et quand la manifestation cesse et se transforme en processus insurrectionnel qu'un tel potentiel révolutionnaire apparaît (il peut bien sûr apparaître sans manifestation aucune). Il n'y a rien eu de tel à Oaxaca.

Quelles que soient ses limites par ailleurs, le mouvement ouvrier traditionnel avait du moins le mérite de centrer sa problématique sur la *production*. Ce n'est pas le cas de la « commune » de Oaxaca, dont toute la problématique s'est concentrée sur la question du pouvoir provincial, que ce soit pour en critiquer les formes existantes ou pour en proposer de nouvelles. (...) De la sorte, il est impossible d'attribuer à la « commune » d'Oaxaca un caractère révolutionnaire communiste, ou même simplement prolétarien, sous prétexte

qu'elle aurait comporté quelques épisodes ressemblant au modèle de l'insurrection ouvrière du 19<sup>e</sup> siècle. Une telle ressemblance n'existe pas, et le modèle est de toute façon périmé.

La Commune de Paris offre-t-elle plus d'analogies avec Oaxaca ? peut-être, mais de loin. (...) Lissagaray se désole que des soldats quittent les positions défensives extérieures de Paris et disent aux officiers qui cherchent à les retenir : « C'est maintenant la guerre des barricades, *chacun dans son quartier* ». (...) Il faut noter la différence *sociale* entre Oaxaca et Paris. Paris disposait d'une masse d'insurgés prolétaires (y compris sous les drapeaux) très importante, et a pu, grâce à cette main-d'œuvre, construire des barricades beaucoup plus puissantes qu'à Oaxaca. Mais c'est surtout l'activité des deux Communes qui fait la différence. A Oaxaca, derrière les barricades du centre-ville s'élabore une occupation festive qui est plus occupée à construire des stands et à tenir des assemblées qu'à étendre son territoire ou à le réorganiser en fonction de l'avancée ennemie. (...) L'identité de la Commune de Paris est sociale : elle est l'affirmation (interclassiste) des classes laborieuses de l'industrie et de l'artisanat contre le monde rural qui soutient Thiers.

A supposer que cela arrive, l'occupation d'une place par le prolétariat ne pourrait se faire sans de multiples attaques, par ailleurs, contre la propriété capitaliste, afin de prendre en charge la reproduction immédiate des insurgés. Et il est probable qu'alors la répression étatique ne tolérerait pas des semaines ou des mois d'occupation statique.

La lutte (à Oaxaca) est restée sous direction démocratique de la classe moyenne : instituteurs, militants politiques, bureaucrates syndicaux, notables indigènes, etc. (...) Dans la multiplicité de ses composantes, la « commune » d'Oaxaca a trouvé dans la classe moyenne son porte-parole naturel. Cette parole n'a pas été imposée par la classe moyenne aux autres parties prenantes du mouvement. L'Appo n'a pas détourné le mouvement d'objectifs plus radicaux, ou simplement différents, qu'il aurait eus au fond.

On a vu plus haut que des femmes se sont révoltées contre le partage des tâches que le mouvement et leurs compagnons leur attribuaient, et qu'elles ont manifesté, parfois massivement, pour s'y opposer. Ce sont aussi des femmes qui ont occupé Canal 9. Certaines analyses insistent beaucoup sur cet aspect de la révolte. Tout comme les barricades ou la prise des bâtiments publics, l'existence d'une lutte des femmes à l'intérieur du mouvement est alors considérée comme une preuve supplémentaire de son caractère anticapitaliste. En réalité, nous avons vu qu'il n'y a pas eu d'insurrection, et que l'activité du prolétariat a été extrêmement faible dans le mouvement.

Peller pense que l'ensemble de (...)s conflits – entre hommes et femmes, et entre femmes pauvres et femmes privilégiées – contribue à expliquer le reflux de l'« insurrection ». En fait, c'est l'absence d'insurrection qui explique ces conflits, et surtout la nature des enjeux.

On n'entend pas parler d'usines en grève, d'ouvriers révoltés, de chômeurs avec des pratiques spécifiques, etc. Pourtant l'Etat de Oaxaca n'est pas complètement dépourvu de grande industrie (22% de la population active), d'entreprises d'extraction et de transformation de matières premières notamment (mines, puits de pétrole, raffineries, centrales électriques).

Dans des pans entiers de la planète, le capital prolétarise des petits paysans, des métayers et autres figures précapitalistes sans compenser cette prolétarianisation par une implantation significative de capitaux industriels sur place, et donc sans création d'emplois en nombre suffisant. Dans ces conditions, la seule perspective est souvent l'émigration, et dans ce cas les salaires des émigrés permettent la reproduction d'autres personnes restées au pays. Aujourd'hui, le volume total de ces transferts d'argent est supérieur à l'ensemble des aides publiques au développement.

Tant que ce système de transfert fonctionne, il constitue un puissant soutien au statu quo. Seule une crise majeure entraînant un assèchement des salaires des émigrés peut le déstabiliser. Une telle crise ne rendra pas impossible tout interclassisme, mais obligera le prolétariat des périphéries à se manifester en tant que tel.

## Chapitre 4

---

### Iran 2009, faux printemps

Nous abordons maintenant un premier cas de révolte où la classe moyenne salariée (CMS) se trouve pratiquement seule face à l'Etat. (...) La rage et la détermination des enfants de la classe moyenne de Téhéran (principalement) n'ont cependant pas produit de grand changement dans la société iranienne. Disons tout de suite que ces révoltés ne sont pas les mêmes qu'en 2009.

C'est le Guide suprême (Khamenei actuellement), et sa bureaucratie, qui valident les candidats qui se présentent aux élections. A l'élection présidentielle de 2009 par exemple, le Guide avait ouvertement déclaré sa préférence pour Ahmadinejad, le candidat populiste-conservateur, contre Moussavi le réformiste, également « nommé » par lui comme candidat. (...) Les partisans de Moussavi se distinguaient par le port de la couleur verte. Leur mobilisation, faisant grand usage d'internet, se concentrait surtout dans le centre de Téhéran, quartiers de prédilection de la classe moyenne. A la fin de la campagne électorale, le mouvement vert se croyait proche de la victoire.

Cependant, le soir de l'élection, deux heures à peine après la fermeture des bureaux de vote, Ahmadinejad se proclama vainqueur avec une confortable majorité (64% contre 36%). Les tenants du mouvement vert étaient convaincus qu'il y avait fraude, et cela allait donner lieu à une quinzaine de jours de protestation parfois violente. L'intensité du mouvement fut la plus grande entre le 15 et le 20 juin. (...) Le lundi 15 juin, une manifestation de plusieurs centaines de milliers, voire un million, de personnes eut lieu à Téhéran, malgré son interdiction. La violente répression fit au moins sept morts, dont un mitraillé depuis le toit d'une caserne de *bassidjis* que les manifestants encerclèrent, puis incendièrent. L'un des slogans de la manifestation était « Mardi, mardi, grève, grève ». Mais pas de grève signalée le mardi. Des manifestations eurent aussi lieu en province, dans 17 villes au moins.

Le mouvement vert a eu ceci de remarquable qu'on n'y a pas vu de revendications économiques, pas de pillages ni de destructions, hormis l'incendie que l'on vient de

mentionner. Les revendications étaient politiques, mais sans aller jusqu'à remettre en question le régime lui-même. Le mouvement vert, par exemple, voulait que l'on refasse l'élection, dans l'espoir de voir Moussavi gagner finalement. Ce dernier, ancien membre du gouvernement et ancien Premier ministre, n'était pourtant pas un enfant de chœur ! (...) La violence de la répression et l'absence de perspective du mouvement vert firent que, au final, la présidence d'Ahmadinejad n'a pas été remise en question. Et, à la fin de son mandat (2013), il fut remplacé par l'ayatollah Rohani, relativement modéré.

En 2009, le prolétariat n'est pas intervenu en tant que tel. Les appels des manifestations à la grève pour le mardi 16 juin sont restés sans réponse. Il y avait certainement des prolétaires dans les énormes manifestations des premiers jours, mais ils ne se sont pas fait remarquer. Ils ont fait masse pour la classe moyenne. Le (faux) printemps iranien ne peut pas être qualifié d'interclassiste. On remarque que les revendications du mouvement vert ne sont pas économiques. A croire que ses membres gagnaient bien leur vie. (...) Peut-être que le problème de la CMS n'était pas tant le niveau de son sursalaire que la possibilité de le dépenser plus librement, de consommer à l'occidentale (biens culturels, parabole télé, vêtements, alcools, etc.) dans un mode de vie débarrassé des entraves religieuses.

L'absence de luttes propres du prolétariat en lien avec les protestations de la CMS explique sans doute l'échec du mouvement vert sur ses revendications. Dans son rapport à l'Etat, la classe moyenne salariée n'a pas les moyens d'établir un rapport de force suffisant pour que ce dernier recule. Pour cela, il lui faut l'alliance du prolétariat, qu'elle ne va rechercher que lorsque son sursalaire est menacé. C'est là une faiblesse congénitale des luttes de la CMS seule. Les seules classes moyennes qui ont vu leur printemps aboutir à une (très relative) victoire sont celles qui ont le soutien d'importantes luttes du prolétariat, en Tunisie et en Egypte. Et, là, la conjonction des luttes de la classe moyenne et de la classe ouvrière a contraint l'Etat à reculer.

## Chapitre 5

### La révolte des tentes en Israël

---

Selon *l'Etude économique sur Israël* de l'OCDE (2016), Israël est le pays membre comptant le plus de pauvres (21% de la population israélienne vit en dessous du seuil de pauvreté) et le troisième pays membre présentant les plus grands différentiels de salaire. C'est aussi un pays où les écarts de salaire entre les hommes et les femmes sont très importants (22%), et où la population active salariée est moins nombreuse et travaille plus (40 à 45 heures par semaine) que la moyenne dans les pays occidentaux.

La participation de la main d'œuvre palestinienne à l'économie israélienne a baissé de 40% depuis 1987. Selon certaines estimations, 120 000 Palestiniens de Cisjordanie – économies formelle et informelle confondues – travailleraient de façon plus ou moins stable en Israël. Bien que la concurrence entre travailleurs existe bel et bien, ce n'est pas là la cause principale, qui réside en réalité dans l'augmentation des prix de la nourriture et du logement.

Même si Israël est un pays réputé pour ses technologies de pointe, le mécanisme de la plus-value relative y connaît de sérieuses entraves (monopoles, tarifs douaniers, régime foncier, banques, transports). Cela contribue à expliquer que les salaires réels restent relativement bas.

De même que dans les autres aires centrales de l'accumulation, la CMS est nombreuse en Israël. En raison de l'importance de ses membres high-tech, c'est le pays du monde qui a proportionnellement le plus d'ingénieurs. La classe moyenne du secteur public est importante aussi. Elle est traditionnellement liée au parti travailliste – marginalisé du point de vue politique, mais encore bien installé dans les monopoles traditionnellement liés à l'Etat et au « syndicat » Histadrout. Les guillemets sont ici de rigueur, car ce dernier est surtout un fournisseur d'assurances sociales et autres services, regroupant salariés et non-salariés (clergé, professions libérales, pharmaciens, etc.). Au cours des années 1950 et 1960, le parti travailliste et la Histadrout ont joué un rôle clé dans la création de la CMS israélienne, y compris au niveau du logement, combinant un vaste parc de logements sociaux avec une sorte d'actionnariat locatif visant à favoriser les habitants les plus anciennement installés.

On sait que l'ouverture de l'économie israélienne au cycle mondial à partir des années 1980 s'est faite en douceur : les réformes n'ont pas rencontré de résistance significative. Les aléas du conflit israélo-palestinien et les autres guerres peuvent expliquer, au moins en partie, ce manque de résistance. Mais surtout, comme on vient de le voir, cette ouverture est restée dans des limites certaines. (...) La CMS pouvait voir son avenir avec optimisme. Pendant les années 1980-1990, son niveau de vie s'est considérablement amélioré, et la privatisation de l'enseignement et d'une partie des entreprises d'Etat ne l'a pas spécialement troublée. Mais la bulle immobilière qui s'est développée depuis 2008-2009 a changé la donne. Les enfants de la CMS ont commencé à rencontrer de sérieuses difficultés pour se loger au même niveau de confort que leurs parents.

La « révolte des tentes » de 2011 montre que la CMS est susceptible de se mobiliser sur la question du prix du logement lorsque la poursuite de la gentrification la menace trop : les gentrificateurs se font gentrifier.

Le mouvement est précédé, au printemps 2011, par des campagnes de sensibilisation contre la vie chère se déroulant principalement sur internet. Le 14 juillet, Daphni Leef, une jeune vidéaste free-lance qui avait dû quitter son appartement à la suite d'une rénovation qui avait fait grimper son loyer, s'installe avec sa tente sur le très chic boulevard Rothschild, dans le centre-ville de Tel-Aviv. Malgré ses 25 ans, Leef, qui vient d'une bonne famille, avait déjà une petite renommée, puisqu'elle avait fait mine de refuser la conscription (en réalité, elle sera réformée pour raisons médicales). (...) Des amis aussi bien que des inconnus la rejoignent et s'installent avec elle sur les espaces verts au bord du boulevard.

Très rapidement, d'autres campements surgissent, ailleurs dans la ville et en dehors de Tel-Aviv. Le lendemain soir, 60 campements existent déjà dans les villes les plus importantes du pays. Le 16 juillet, le syndicat des étudiants, mené par Itzik Shmuli, s'associe au mouvement (...) Boulevard Rothschild, on passe de 50 à 400 tentes en deux semaines.

Des manifestations sont organisées, et la population est appelée à les rejoindre. Les grandes manifestations – une demi-douzaine en tout – ont généralement lieu chaque semaine le samedi soir, de façon que « tout le monde » puisse participer. La progression du nombre de manifestants est constante au cours du premier mois : 20 000 personnes samedi 23 juillet à Tel-Aviv (...) 300 000 le 6 août. (...) l'initiative quotidienne revient aux étudiants.

Le 26 juillet, Netanyahu présente ses propositions pour négocier le retour à la normale : il promet un programme public prévoyant la construction de 50 000 nouveaux appartements, une réduction de 50% sur le prix des baux pour les entreprises construisant des logements pas chers, 10 000 nouvelles places dans des cités universitaires et 50% de réduction sur les transports publics pour les étudiants vivant en dehors des centres-villes. Les réactions sont contrastées ; le mouvement se divise en une tendance « idéaliste » (Leef et Cie), réfractaire à l'idée de négocier avec le gouvernement, et une tendance étudiante réaliste, qui est favorable à une négociation et salue les propositions de Netanyahu.

Les propositions sont (...) finalement rejetées, et le combat va se poursuivre. (...) Entre-temps, le Histadrout hésite à rejoindre le mouvement (ce qu'elle ne fera finalement pas). Désormais, au moins 25 villes connaissent des campements bien établis. (...) le soir du samedi 13 août, les manifestations les plus nombreuses sont à Beer Sheva (20 000 personnes) et à Haïfa (25 000).

Le 3 septembre, « la marche du million » (...) qui n'en est pas un 450 000 manifestants à travers le pays. Les organisateurs considèrent qu'ils ont fait la démonstration de force qu'il fallait face au gouvernement. En outre, c'est la rentrée. Il faut que les étudiants retournent en cours. Les 6 et 7 septembre, commence le démantèlement des campements.

La « révolte des tentes » fait grand cas de la « justice sociale », mais le rassemblement qu'elle recherche est si consensuel que toute revendication économique claire y est généralement rejetée, de peur de diviser. On se contente d'une nostalgie pour l'Etat providence, pour les « valeurs qui ont guidé les pères fondateurs de l'Etat juif », et d'un appel pour un nouveau sionisme qui signifierait leur retour. Seules les marches des poussettes disent à peu près clairement ce qu'elles veulent (une baisse des frais scolaires et des impôts). Pour le reste, c'est au gouvernement de déchiffrer les platitudes des porte-parole du mouvement. (...) La position incarnée par Daphni Leef ne va pas sans rappeler le slogan « Nous ne revendiquons rien ! » de Nuit Debout dans le mouvement français de 2006.

Les assemblées contestent le monopole médiatique du « *Rothschild leadership* ». Leurs participants le traitent comme une expression de la « bourgeoisie ashkenaze », et critiquent son dirigisme. (...) C'est le propre de ces mouvements qui érigent la démocratie directe e, principe absolu d'être constamment insatisfaits d'eux-mêmes, car jamais « assez » démocratiques. D'une part, quels que soient les procédés formels adoptés dans les discussions et les prises de décision afin de permettre l'expression de « tous » (temps de parole, alternance homme-femme, langage des mains remplaçant les applaudissements et le vote à main levée, etc.), l'inégalité réelle des individus dans la maîtrise de l'abstraction et de la parole ainsi que la composition effective des assemblées – tant par les présents que par les absents – ne peuvent que s'imposer en dernière instance.

Les pratiques de lutte de la « révolte des tentes » présentent nombre de ressemblances avec les mouvements d'occupation de place qui ont eu lieu dans les pays développés (Indignés en Espagne et en Grèce, Occupy aux Etats-Unis, « révolution des parapluies » à Hong Kong, Nuit Debout en France), notamment en ce qui concerne l'usage massif des réseaux sociaux, l'occupation permanente d'aires urbaines, les marches, etc. Même si la « révolte des tentes » n'est pas souvent citée, la précocité de cet épisode dans la vague de ces mouvements indique qu'elle ne s'est pas limitée à reprendre des pratiques déjà rodées : elle a contribué à les inventer.

Par leur caractère général et massif, les mouvements récents de la CMS donnent une mesure de l'attaque qu'elle subit mondialement de la part du capital – ce qui est aussi un indicateur de la raréfaction mondiale de la plus-value.

L'absence du prolétariat dans la « révolte des tentes » ne doit pas surprendre. Pour l'instant, et mis à part des grèves ponctuelles et locales, les clivages inhérents à la segmentation de la force de travail autour de facteurs ethniques, nationaux ou religieux ont limité toute initiative prolétarienne d'ampleur à des enjeux juridico-politiques (citoyenneté, antiracisme, etc.). Le mouvement de 2015 des Juifs-Ethiopiens contre le racisme institutionnel et quotidien en constitue une illustration *a posteriori*.

Outre les ashkénazes et les séfarades, les groupes les plus nombreux sont les juifs ultraorthodoxes, les immigrés russes et les Arabes. La répartition de ces groupes ethniques-nationaux à l'intérieur des différentes classes est très inégale. Les ashkénazes sont le groupe le plus important en matière de revenu et de pouvoir politique, tandis que les ultraorthodoxes, les Russes et les Arabes sont plutôt pauvres. Néanmoins, selon Rosenhek et Shalev, « la division ethnique traditionnelle au sein des juifs d'Israël est moins pertinente aujourd'hui que par le passé dans la détermination des possibilités pour des jeunes adultes d'entrer dans la classe moyenne ».

Les animateurs du mouvement seraient donc « ... les enfants de la libéralisation de l'économie isarélienne. Ils ont grandi dans des familles de la classe moyenne, voire de la classe moyenne supérieure, au cours des années 1990 et 2000, au moment où la grande partie de cette classe vivait une amélioration significative de son niveau de vie, avec des niveaux de consommation nouveaux pour Israël. (...) Arrivés depuis peu à l'âge adulte, ils se sont retrouvés dans une situation où la reproduction du train de vie de leurs parents n'était pas garantie, y compris en ce qui concerne les niveaux et les modes de consommation auxquels ils avaient eu accès pendant les années de leur formation ».

Il est probable que les manifestations monstres de la « révolte des tentes » n'ont été possibles que par l'évitement de toute prise de position sur la politique palestinienne de l'Etat, le but étant de rassembler le plus large éventail possible de personnes. (...) Certaines fractions du mouvement ont dénoncé les fortes subventions du gouvernement en faveur des colonies en Cisjordanie, prétendant que cet argent servirait mieux en soutenant le logement en Israël. Cette prise de position a plus à faire avec le confort des salariés de la CMS qu'avec une position précise sur la politique extérieure israélienne.

Conclusion. En Israël, l'importance du budget militaire et sécuritaire, le soutien économique aux colonies, la survivance d'anciens monopoles et la spéculation immobilière ont provoqué une crise du logement et de la vie chère dans la CMS. L'addition de ces ponctions a fini par éroder la partie de la plus-value sociale consacrée au sursalaire. La situation économique étant moins favorable, la concurrence à l'intérieur de la classe moyenne est devenue plus forte, les diplômés se sont dévalorisés et, pour les jeunes entrant sur le marché du travail, il est devenu plus difficile de constituer rapidement un patrimoine. La montée des prix de l'immobilier à Tel-Aviv comme dans d'autres villes du centre du pays a exacerbé ces difficultés. La « révolte des tentes » de 2011 a mobilisé la CMS de façon à peu près exclusive, et encore de façon partielle.

En fait, les campeurs de la « révolte des tentes » ne veulent de modifications ni précises ni profondes du « système ». (...) En fin de compte, « on est tenté de désigner la “révolte des tentes” en Israël comme le spécimen le plus docile de la vague mondiale actuelle » (Uri Gordon) un mouvement d'enfants gâtés. Cette révolte a été apolitique, au sens où elle a évité « tout affrontement direct avec le gouvernement de Netanyahou et tout appel à de nouvelles élections », de même que toute référence à la gauche.

Pour ce qui est de question centrale du logement, aucune amélioration n'a été observée sur le marché de l'immobilier. Cinq ans après, les prix avaient encore augmenté de 50% et les loyers de 30%. (...) Ce que le mouvement a gagné, ce sont des députés à la Knesset. Stav Shaffir siège maintenant au Parlement, plus jeune élue (travailleuse) dans l'histoire de la Knesset. Shmuli aussi a été élu. Les élections de 2013 ont aussi signalé l'essor du parti Yesh Atid (« Il y a un avenir ») qui – avec une campagne électorale s'adressant à cette CMS laïque qui travaille, paie les impôts et sert dans Tshal, et s'opposant au « parasitisme » des *haredim* – a réussi à placer 19 députés sur 120 au Parlement, devenant ainsi le premier parti d'opposition.

## Chapitre 6

---

### Tunisie 2011 : entre révolte fiscale et droit au développement

Nous abordons maintenant le cas de la Tunisie, où la « révolution de jasmin » éclate en décembre 2010. Elle ouvre la période dite des printemps arabes. Comparée aux cas que nous avons traités jusqu'à présent, elle présente la caractéristique d'être franchement interclassiste. Rappelons quelques dates : en décembre 2010, la révolte éclate à Sidi Bouzid, après le suicide par le feu de Mohamed Bouazizi. Elle se répand rapidement dans les villes avoisinantes, puis dans tout le pays jusqu'à Tunis même.

Le 14 janvier 2011, Ben Ali s'enfuit. Son Premier ministre, Mohamed Ghannouchi, le remplace provisoirement. Il reste Premier ministre de deux gouvernements successifs (14-17 janvier 2011 ; 17 janvier-27 février 2011). Il est contraint de démissionner par des manifestations massives et le deuxième sit-in de la Kasbah (place du centre de Tunis où se trouve le siège du gouvernement). La situation ne s'est jamais vraiment stabilisée depuis 2011. Les gouvernements qui se sont succédé, d'abord dominés par les islamistes d'Ennahda, puis contrôlés par les « sécularistes » de Nidaa Tounès (parti qui regroupe beaucoup d'anciens benalistas), ne sont jamais parvenus à une formule de gestion unifiant

les fractions socio-régionales antagoniques du capitalisme tunisien, Tunis et le Sahel d'un côté, l'intérieur et le Sud de l'autre. Ce blocage a provoqué de multiples émeutes, manifestations, grèves et sit-in dans tout le pays, et a finalement abouti à l'explosion de janvier 2018.

Quelques mois avant que n'éclate la « révolution de jasmin » à Sidi Bouzid (décembre 2010), plusieurs jours d'émeute ont eu lieu à Ben Gardane, ville toute proche de la frontière libyenne. Que s'est-il passé ? En août 2010, la Libye ferme sa frontière avec la Tunisie. Ce faisant, elle bloque complètement les multiples trafics de contrebande qui s'y étaient développés depuis quelques années. Il ne s'agit pas ici d'une petite délinquance occasionnelle, mais d'un véritable secteur de l'économie tunisienne, notamment depuis que les effets de la crise mondiale se sont fait sentir dans le pays.

La résolution des protagonistes de la lutte est impressionnante. Leur rage est maximale. Émeutes et manifestations massives se succèdent dans un tourbillon confus où la chute de Ben Ali n'est qu'un épisode, et où l'on trouve aussi bien des prolétaires du secteur informel que des enseignants et des avocats. Essayons de voir plus clair dans cette mêlée interclassiste.

Il se trouve que la « révolution de jasmin » a commencé à Sidi Bouzid. Elle aurait pu commencer ailleurs, mais pas n'importe où. Comme on le verra, la révolte s'est répandue très rapidement dans de nombreuses petites villes de province, parce qu'elles affectées des mêmes problèmes, principalement l'absence d'investissements depuis des années, le chômage massif, entre autres des jeunes diplômés, et la corruption.

Les nouveaux habitants amenés par l'exode rural sont le plus souvent installés de façon illégale sur des terrains appartenant à l'État ou à la ville, principaux propriétaires fonciers. Les autorités ont laissé faire, notamment parce que cela leur donnait une bonne façon de contrôler la population, par le chantage, en la menaçant d'expulsion. (...) Mais l'influence islamiste, de plus en plus sensible dans cette population, (...) a incité les autorités à monter des programmes de réhabilitation des quartiers informels (électricité, voirie, adduction d'eau, tout-à-l'égout). Des régularisations partielles de titres de propriété ont également eu lieu.

Sidi Bouzid était l'une des villes de Tunisie où le réseau de cellules du RCD était le plus dense. Les représentants locaux du RCD obtenaient l'allégeance des habitants en intervenant auprès de l'administration de la ville pour qu'elle assure plus ou moins son rôle dans l'aménagement des quartiers illégaux malgré le manque constant de crédits. (...) Et puis le nombre d'adhérents au RCD était devenu trop grand pour que toutes les demandes transmises à l'administration de la ville puissent être satisfaites.

Dans le gouvernorat, on compte 5000 demandeurs d'emploi enregistrés, dont 3300 diplômés de l'enseignement supérieur (soit 66%). Cela ne tient pas compte des non-enregistrés, qui sont nombreux, comme on le verra. Le manque d'emplois dans les diplômés est un problème particulièrement aigu en Tunisie. Il y avait 122 000 étudiants en 1997, et 336 000 en 2007. Le taux de chômage des jeunes diplômés est passé de 4% en 1994 à 23%

en 2010. Cela dit, Mohamed Bouazizi n'était pas diplômé, pas même bachelier, contrairement à ce qui a été dit partout.

Après avoir perdu son emploi dans l'exploitation de son oncle, Mohamed Bouazizi était devenu vendeur ambulant de fruits et légumes. Son histoire est alors bien connue. Il est victime du racket de la police qui veut lui infliger une amende pour absence de licence. On lui confisque ses marchandises et sa balance. C'est la deuxième spoliation dont il est victime. Il se serait gifler par une policière (elle nie). On imagine l'humiliation... mais on ne sait pas ce qu'il a éventuellement dit à la policière avant qu'elle ne le gifle. Il va ensuite se plaindre au gouvernorat, où sa démarche est ignorée. Il finit par s'immoler par le feu.

Le jour même, une cinquantaine de membres de la famille se rassemblent devant le gouvernorat. Ils furent rejoints par d'autres marchands ambulants et des habitants de leur quartier (Ennour ouest) et des quartiers voisins (Ennour Est, El Khadra), ainsi que pas de syndicalistes, des militants politiques, des avocats. Les trois quartiers cités sont défavorisés. En fin d'après-midi, il y avait 600 personnes sur la place. Le lendemain, un rassemblement se forme à nouveau. La police chargea violemment en début d'après-midi. Elle poursuivit les manifestants dans leurs quartiers, et tira des lacrymos dans leurs logements. Des scénarios analogues se déroulèrent les 19, 20 et 21 décembre, alimentés par la violence de la répression. Cette fois-ci les manifestants attaquèrent le siège du RCD.

« Ce n'est qu'à partir du 10 janvier 2011 que la contestation populaire a pris de l'ampleur et a gagné les villes du Sud (Kébili, Gabès, Médenine), puis celles du Centre (Sfax, Kairouan et Sousse) et, enfin, les gouvernorats du Nord, notamment le Grand Tunis. C'est dans la capitale que le nombre de morts a été le plus élevé (89 morts, auxquels s'ajoutent 574 blessés). Dans la Tunisie du Nord, d'autres villes furent concernées, parmi lesquelles les chefs-lieux des gouvernorats de Bizerte, Nabeul et Zaghuan » (Mourad Ben Jelloul).

La biographie de Mohamed Bouazizi (...) n'est pas celle d'un diplômé réduit à la misère prolétarienne, puisqu'il n'était pas diplômé d'une part, et que d'autre part sa famille avait du bien. Si l'oncle Salah a perdu sa terre, il semble qu'il a récupéré au moins une partie de son capital. (...) Fin décembre 2010 (...) il y avait probablement aussi des prolétaires proprement dits, mais on ne voit pas d'éléments (discours, pratiques) qui décèleraient une action de leur part en tant que classe.

Des chômeurs diplômés qui s'affirment comme tels s'affirment tout d'abord *comme diplômés*. Surtout pour ceux de plus humble origine, il s'agit d'achever une promotion sociale, c'est-à-dire de faire valoir les diplômes, dans l'espoir ou la conviction que ces morceaux de papier *doivent* bien signifier quelque chose, et que leur signification doit aussi se traduire dans un certain train de vie, même dans un pays pauvre (trouver plus facilement un emploi par rapport au titulaire d'un CAP, gagner plus, etc.) C'est une problématique propre à la classe moyenne salariée (CMS).

Que voit-on durant ces journées de décembre 2010 ? On voit une population exploser violemment contre les abus de la police, affronter durement celle-ci ainsi que d'autres incarnations de l'Etat. Et, en même temps, la part diplômée de cette population cherche en masse à se faire embaucher par l'Etat. Si on rapproche ce moment de la lutte de

la revendication du droit au développement (...), on doit se demander si les gens se sont battus contre le capital ou pour le salariat.

Dans le contexte actuel du mode de production capitaliste, on appelle interclassisme la lutte conjointe du prolétariat et de la classe moyenne contre le capital. Compte tenu des intérêts contradictoires de ces deux classes, la menace communiste est nulle. L'objectif d'une lutte interclassiste associant le prolétariat à une classe moyenne (salariée ou non) n'est pas de faire disparaître le rapport social capitaliste, mais de l'aménager d'une façon qui aboutisse à un rééquilibrage des rapports entre les classes en présence. C'est de l'Etat que la lutte attend un tel aménagement.

L'élite économique tunisienne dont nous parlons ici est principalement basée à Tunis et sur la côte est (le Sahel). Or son contrôle des rouages de l'Etat est contesté par les hommes d'affaires émergents provenant des provinces intérieures et du Sud. Une bonne part d'entre eux fait fructifier ses capitaux dans le secteur informel, en particulier la contrebande et les trafics associés. (...) Quand le parti islamiste Ennahda a gagné les élections à l'Assemblée constituante (fin 2011), il a dominé le gouvernement alors constitué, et une entente s'est naturellement formée entre les islamistes et les capitalistes provinciaux de l'informel. Les premiers ont besoin d'une base économique et sociale ; les deuxièmes, de relais dans l'administration centrale. En haut de l'échelle, Ennahda s'est employé à verrouiller le plus de positions possibles dans l'administration, ce qui a aussitôt provoqué les protestations de l'ancienne élite. En bas de l'échelle, les militants islamistes ont naturellement rejoint les jeunes manifestants.

La chute de Ben Ali bouleverse les équilibres établis. Il y avait auparavant un accord tacite entre les capitalistes de l'informel et Ben Ali. Celui-ci leur laissait leurs trafics tout en les rackettant « avec modération ». En contrepartie, les trafiquants de la frontière participaient à la surveillance de celle-ci, notamment en empêchant le passage des produits dangereux : armes, drogue et djihadistes. Cet équilibre va se rompre avec l'arrivée de la démocratie, qui offre aux capitalistes de l'informel une occasion, en même temps qu'elle les confronte à une menace. D'une part, ainsi qu'on l'a dit, ils tentent de faire valoir leur force économique au sommet de l'Etat, et soutiennent donc des révoltes anti-Tunis, pro-développement des provinces intérieures. D'autre part, on constate que maintenant les produits dangereux entrent facilement dans le pays. C'est le signe que l'accord tacite entre contrebandiers et douaniers ne fonctionne plus.

Dans certains cas, ce sont les trois classes (capitaliste, moyenne, prolétaire) du secteur informel qui sont en lutte contre les bédouins (avant janvier 2011) et leurs héritiers (depuis).

A Sidi Bouzid, la pression fiscale du racket a objectivement franchi un seuil, à savoir celui de la rentabilité du secteur informel. Ce dernier engendrait des bénéfices, dont différentes instances étatiques prélevaient une part par la corruption et le racket. A trop vouloir prélever, ces instances ont tué la poule aux œufs d'or : les commerçants, petits et gros, se sont insurgés. Les gros ont aidé les petits sans trop se mouiller.

La contrebande avec l'Algérie, proche d'environ 50 km, est une vieille tradition à Kasserine. (...) Le principal produit faisant l'objet de trafic est le carburant. La contrebande de la région de Kasserine couvrirait 25% des besoins du pays en essence. Comme dans le cas de la frontière libyenne, ce trafic est en même temps illégal et toléré. Il demande le même type de savoir-faire que sur les routes de Ben Gardane.

Il s'agit moins de remplir les caisses de l'Etat que d'enrichir des fonctionnaires sous-payés et les *crony capitalists* qui sont dans l'entourage du pouvoir. Le rapport entre le secteur informel et le capitalisme légal ne s'arrête cependant pas à cette taxation informelle. Mille relations capillaires unissent les deux économies en un seul et même ensemble. Par exemple, les banques de Kasserine prêtent de l'argent aux contrebandiers en toute connaissance de cause, pour qu'ils puissent s'acheter leurs voitures.

De façon générale, les grands et petits trafics de Ben Gardane et d'ailleurs permettent de maintenir les prix de détail à un niveau acceptable. Les petits ateliers des banlieues et bidonvilles réparent, récupèrent et sous-traitent pour d'autres entrepreneurs. Ils fabriquent des biens de consommation bon marché, ou des pièces pour d'autres capitalistes, etc. L'équilibre ainsi obtenu est précaire. Il peut se rompre sous l'effet de la concurrence des capitaux plus modernes du secteur formel, aidés par l'Etat pour s'emparer par exemple du secteur de la boulangerie, artisanat/informel pour une bonne part. Il suffit pour cela que l'Etat émette une norme que le secteur informel ne pourra pas respecter, ou bien crée un monopole de l'importation de farine qui défavorisera le secteur informel.

Le secteur informel comprend sa propre structure de classe. Il y a des patrons gros et petits, au capital parfois minime mais réel, et parfois suffisamment important pour payer des études à l'étranger à leurs enfants, comme nous l'avons vu. Ils emploient une main d'œuvre plus ou moins intermittente, payée plus ou moins régulièrement, et de toute façon très peu. Cette main d'œuvre constitue un prolétariat bien spécifique, tandis que les petits patrons forment une bourgeoisie de la misère, capable cependant de recueillir des miettes de la plus-value sociale, soit directement dans la production, soit indirectement dans des opérations commerciales.

Dans tous les cas, le prolétariat du secteur informel ne semble pas s'être attaqué à ses propres capitalistes. Il ne trouve son ennemi que dans la police, qui protège les commerces formels et les bâtiments publics, et surtout rackette les trafics. (...) Dans la réalité, les mouvements de masse qui ont caractérisé la « révolution de jasmin » englobaient souvent dans le même tourbillon classe moyenne et prolétariats formel et informel (... sans oublier les capitalistes informels). Au vu de ce qui s'est passé dans le secteur formel, on peut supposer que c'est surtout le secteur informel qui a alimenté les innombrables manifestations, sit-in, batailles de rue, qui ont continué après la chute de Ben Ali. Mais, comme on va le voir, cette chute a aussi relancé les grèves.

Pour parler d'interclassisme, il faut que l'on puisse observer le prolétariat (ici formel) et la classe moyenne (salariée ou non) lutter côte à côte. Les grèves ont éclaté surtout après la chute de Ben Ali (14 janvier 2011), mais elles sont restées dispersées et sans objectif commun.

Dans le secteur textile (400 entreprises françaises et 2000 tunisiennes), les patrons estiment que « les syndicats ont joué un rôle positif dans les entreprises. Même les salariés sont souvent restés dans les usines pour éviter les pillages ». C'est le président du Cercle Euro-Méditerranée des dirigeants du textile-habillement qui le dit. (...) Ce qu'on peut lire en général ne permet pas de faire une analyse de classe en distinguant le rôle de la classe moyenne de celui du prolétariat (pour ce qui nous intéresse ici). D'autre part, il est difficile de savoir exactement qui faisait grève *avant* la chute de Ben Ali (14 janvier 2011). Probablement le port de Radès et les douanes, ce qui a bloqué l'activité de nombreuses autres entreprises pas forcément en lutte. Ce qui est clair, c'est que de nombreuses grèves ont éclaté *après* la chute de Ben Ali. Un article de l'AFP résume ainsi la situation jusqu'à la mi-février : « Du nord au sud, le pays est devenu une grande manifestation durant les deux dernières semaines : grèves soudaines, grèves sauvages, manifestations quotidiennes des employés et des chômeurs qui crient des revendications étouffées depuis plus d'un quart de siècle. Chaque jour, la télévision nationale diffuse des images venant de province et montrant les cris de misère, de détresse et de colère. » Le 25 février 2011, l'agence Reuters signale que le personnel de ménage des hôtels refuse de nettoyer les chambres s'il n'a pas une augmentation de salaire. De leur côté, les travailleurs des télécoms menacent de faire grève contre un projet de privatisation. Les travailleurs des aéroports bloquent les vols internationaux. D'autres sources indiquent que les employés de mairie revendiquent une amélioration de leurs conditions.

Un type bien particulier de grève revient souvent dans les sources : la grève générale locale. Par exemple : en 2016, il y eut de telles grèves notamment dans l'île de Kerkennah, à Sened (près de Gafsa), à Menzel Bouzaïane. Ces grèves générales locales sont très explicitement des protestations contre le chômage et pour le droit au développement. Elles sont souvent assorties de marches pour la dignité, de grèves de la faim, voire de menaces de suicides collectifs. Dans une grève générale de ce type, il s'agit de faire une opération « ville morte ». Les salariés (le plus souvent des fonctionnaires), les commerçants et les chômeurs se retrouvent et manifestent dans le but d'attirer l'attention de l'Etat sur le sous-développement de la région. DE telles grèves sont typiquement interclassistes. Leur but est de rassembler toute la population locale.

Concluons en disant que les grèves ouvrières semblent avoir joué un rôle secondaire dans la chute de Ben Ali, mais pas dans celle de Ghannouchi. Il faut aussi considérer que la classe ouvrière tunisienne est intervenue dans le mouvement en participant aux multiples manifestations, voire aux émeutes, qui ont trouvé leur origine non pas dans les usines, mais dans les quartiers où prédomine l'économie informelle.

Beaucoup des grèves générales qui ont eu lieu dans diverses villes du pays se sont faites à l'initiative des sections locales de l'Union générale des travailleurs tunisiens. L'UGTT est une bureaucratie forte, bien implantée dans le pays, et de longue date. Elle dispose de 150 bureaux répartis sur tout le territoire, ce qui lui a permis de rivaliser avec le parti unique, tant sous Bourguiba que sous Ben Ali.

Au niveau national, voire régional, les bureaucrates sont notoirement compromis avec Ben Ali, et ont mis longtemps à se mettre en mouvement. Le 11 janvier, l'UGTT fédérale « donne le droit » aux structures syndicales régionales d'organiser des mouvements

militants, à la date de leur choix, en protestation contre la répression. Le 12 janvier, elle « autorise » les grèves générales locales à Sfax, à Tozeur, à Kairouan, en solidarité avec les émeutes survenues dans plusieurs régions du pays. Et elle appelle à une grève générale nationale de deux heures (de 9 heures à 11 heures) pour le 14. De même, les grèves générales qui ont lieu plus tard à Sfax (26 janvier) et à Sidi Bouzid (27 janvier) sont des décisions locales que la confédération « autorise » par la force des choses. (...) Il est évident que les bureaucraties locales de l'UGTT sont fortement sous l'influence de la classe moyenne (ce qui les différencie du sommet de la confédération, qui fréquentait plutôt les *crony capitalists* béalistes). Chaque fois qu'un commentateur veut parler du rôle prééminent de l'UGTT, il cite les enseignants. Les postiers et le personnel hospitalier sont aussi évoqués, mais moins souvent et sans précisions.

Quel crédit peut-on accorder à l'affirmation d'Omri selon laquelle la grève générale (de deux heures) à Tunis est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et fait fuir Ben Ali ? Ce jour-là (14 janvier), une manifestation massive (70 000, 100 000 personnes ?) se déroulait sur l'avenue Bourguiba pendant que Ben Ali se préparait à fuir. Sans doute, mais c'est aussi le moment où l'armée change de camp et protège les manifestants contre la police. De plus, Omri ne cite pas les émeutes qui ont éclaté dans la banlieue de Tunis dès le 10 janvier. Le 11, à Ettadhamen, immense banlieue misérable à la lisière de la capitale, des heurts ont lieu avec la police, et des commerces et des banques sont saccagés et pillés. Le 12 janvier, l'armée impose le couvre-feu. Mais il y a 8 morts dans la nuit suivante. Le 13, Ettadhamen et les autres banlieues du même type (Douar Hicher, Mnihla) voient des émeutes et des pillages (notamment d'enseignants français de supermarchés appartenant au clan Ben Ali). Le même jour, la station touristique de Hammamet est saccagée. Bref, même en faisant la distinction entre le sommet et la base de la bureaucratie syndicale, il faut sans doute relativiser le rôle de l'UGTT dans la chute de Ben Ali. Si les militaires ont fini par lâcher Ben Ali, ce n'est probablement pas tant à cause des deux heures de grève de l'UGTT qu'en raison de la révolte des banlieues autour de Tunis.

Les enseignants tunisiens font partie de la classe moyenne, même les instituteurs. C'est en tout cas ce qui ressort des indications (...) sur la hiérarchie des salaires.

Les salaires en Tunisie en 2010 (en dinars tunisiens/mois, hors primes et avantages)

| poste                    | Salaires maximal |
|--------------------------|------------------|
| Ingénieur NTIC           | 2000             |
| Enseignant du supérieur  | 2000             |
| Cadre dans une banque    | 1300             |
| Enseignant du secondaire | 900              |
| Instituteur              | 600              |
| Secrétaire               | 400              |
| Policier                 | 400              |
| Ouvrier                  | 250              |

Il apparaît que les enseignants du primaire et du secondaire font partie de la classe moyenne inférieure, surtout si on tient compte de la durée annuelle du travail. Un instituteur gagne 7200 DT par an (9600 si l'on tient compte qu'il ne travaille que trente

heures par semaine), contre 3000 DT pour un ouvrier, en supposant qu'il a des congés payés (et qu'il ne travaille que quarante heures par semaine).

Le fait que les instituteurs gagnent trois fois plus qu'un ouvrier (après correction pour la durée de travail) n'enlève rien à leur combativité. Les syndicalistes de l'enseignement ont joué un rôle politique certain dans les luttes. On l'a vu à Ben Gardane. A Sidi Bouzid, ce sont des syndicalistes de l'enseignement qui ont emmené Mohamed Bouazizi à l'hôpital après qu'il s'est immolé par le feu. Mais ils agissaient là plutôt en tant que militants politiques (gauchistes souvent) qu'en tant qu'organisation syndicale.

La place de la Kasbah (...) est notamment le point d'arrivée de la « Caravane de la libération », qui, partie du centre du pays, est venue à Tunis pour « faire tomber les derniers restes de la dictature ». Procédant d'une initiative spontanée de quelques jeunes de Menzel Bouzaïane, la marche est vite rejointe par des militants syndicaux et droits-de-l'homme. Cet épisode est caractéristique de la classe moyenne : la place de la Kasbah se trouve devant le siège du gouvernement, en plein centre de Tunis. Indépendamment de la caravane, l'occupation de la place a très vite donné lieu à toutes sortes de débats au terme desquels les jeunes primo-occupants se sont fait déposséder de l'initiative et de la négociation par des forces politiques plus « mûres », notamment les avocats et l'UGTT. Dès que Ghannouchi a démissionné et a été remplacé par un autre cheval de retour (Essabsi), ces forces ont vivement poussé les jeunes à rentrer chez eux et à les laisser faire.

Les avocats aussi sont rentrés très vite dans le mouvement, avec l'approbation du bâtonnier national. Ce n'est pas rien. Il faut dire qu'ils subissaient un racket systématique de la part du clan Ben Ali. Seuls ceux qui faisaient allégeance au RCD pouvaient travailler avec les entreprises publiques ou celles de la famille Ben Ali. Les autres végétaient en s'occupant d'affaires mineures. (...) En principe, les avocats ne font pas partie de la classe moyenne *salariée*. Nous les avons cependant inclus dans notre analyse.

Le droit au développement est un slogan que l'on trouve fréquemment en Tunisie, et aussi en Algérie, comme si l'investissement du capital relevait d'une décision administrative que les autorités ne prennent pas parce qu'elles sont corrompues et détournent les fonds prévus pour ça. Cette idée, portée surtout par les jeunes diplômés, montre à quel point l'Etat apparaît régulièrement comme le « remplaçant » du capital pour ceux qui ont un besoin criant d'emplois et pas de capitalistes en face d'eux pour en fournir. Il est vrai que des masses d'argent se détournent de l'investissement productif. La spéculation, l'exportation illicite de capitaux, la corruption sont des pratiques courantes. Mais il ne faut pas confondre l'effet et la cause. Ce n'est pas la spéculation qui freine l'investissement, c'est l'absence de débouchés rentables qui pousse les capitaux vers la spéculation et la corruption.

On peut voir le droit au développement comme l'équivalent régional de ce qui se manifeste à d'autres latitudes comme condamnation de la finance en faveur de l'« économie réelle ». On sait que ce dernier thème a été porté par une vaste production littéraire, mais aussi par des luttes (Occupy, etc.).

C'est par l'endettement que l'Etat a pu payer les très nombreux salariés qu'il a embauchés au fil des années pour tenter, en vain, de calmer l'agitation, qui n'a pas cessé.

Voir par exemple ce qui s'est fait après la « révolution » à la Compagnie des phosphates de Gafsa. L'emploi dans cette entreprise est passé de 8000 à 30 000 salariés entre 2010 et 2014, malgré l'effondrement de la production en 2011. Et cette hausse de l'emploi n'a pas fait cesser, dans les années suivantes, les manifestations, barrages et sit-in pour demander des emplois dans le bassin minier. Entre 2010 et 2017, le budget de l'Etat est passé de 18,6 milliards à 34,5 milliards de DT, et les salaires y ont une part disproportionnée. L'emploi dans la fonction publique est passé de 445 000 à 690 000 salariés entre 2011 et 2017. Comme il était prévisible, l'endettement excessif a amené les institutions internationales à réclamer un plan d'austérité de plus. Il a été formulé dans la loi de finances pour 2018, qui introduit des hausses de prix et de nouvelles taxes.

C'est ce qui a provoqué la révolte de janvier 2018. Il s'agit cette fois d'un soulèvement généralisé à tout le pays. Il commence dans plusieurs villes de l'intérieur. Les quartiers pauvres entrent vite dans la bataille : à Kasserine les cités d'Ennour et de Thala, à Tunis les cités d'Ettadhanem (où un supermarché est pillé), Intilaka (pillage également), Ibn-Khaldoun. Partout, ce sont des affrontements avec la police, des pillages, des incendies. A Tebopurba, où il semble que tout a commencé le 8 janvier, les habitants organisent le 10 janvier une marche pour le droit au développement.

L'armée doit intervenir pour protéger des bâtiments publics et même des supermarchés. Le gouvernement a répondu à la révolte en augmentant un peu les aides aux familles nécessiteuses. Une goutte d'eau dans la mer. Pour cette fois, le mouvement a fini par s'essouffler, mais il est clair que ce type d'explosion est destiné à se reproduire, et que le gouvernement aura de moins en moins de marge de manœuvre pour y répondre de façon autre que répressive.

Conclusion. Malgré toute la violence qu'ils ont parfois déployée, trafiquants et contrebandiers visaient une régulation moins abusive de leur activité par l'Etat, voire à terme l'obtention d'un meilleur emploi en application de leur « droit au développement ». D'autre part, les prolétaires du trafic n'attaquent pas « leurs » capitalistes, ni le capital de ceux-ci. Ils en attaquent peut-être d'autres, quand ils s'en prennent aux entreprises du clan Ben Ali, mais est-ce alors plus que la haine du dictateur, ou le soutien d'une fraction de la classe capitaliste contre une autre ?

Dans les conditions actuelles, on voit mal les prolétaires de l'informel attaquer les patrons qui les tiennent à la gorge de mille façons (papiers, salaires impayés, liens familiaux, logement, menaces physiques, etc.) Deuxièmement, il faut mentionner les « jeunes » émeutiers des quartiers périphériques, aussi bien dans les villes de province qu'autour de Tunis. Certes, on l'a dit, la population de ces émeutes était mêlée. Mais, vu la sociologie de ces quartiers, le prolétariat en constituait certainement une bonne partie, à côté des semi-prolétaires et des membres de la classe moyenne inférieure. (...) Troisièmement, le prolétariat *formel* est intervenu dans le mouvement par les multiples grèves qu'il a menées, surtout après la chute de Ben Ali. Une explosion de revendications économiques est alors venue s'ajouter aux slogans politiques des meneurs syndicaux. La vague de grèves a affecté le secteur public comme le secteur privé.

DE façon générale, la classe moyenne est d'abord entrée dans la lutte par le secteur informel au cours des premières révoltes de Sidi Bouzid et des petites villes de la région. Mais elle a presque aussitôt été rejointe par des membres de la classe moyenne formelle. On a vu que des représentants syndicaux, des avocats, se sont bientôt ralliés à la protestation, à Sidi Bouzid, à Kasserine, etc. Leur objectif était l'établissement d'un Etat de droit. La chute du dictateur signifiait pour eux des élections libres, un gouvernement responsable, etc. Elle signifiait aussi et surtout la fin de la corruption. Au fur et à mesure que le mouvement gagnait vers la capitale, fin décembre 2010-début janvier 2011, toute la classe moyenne s'est soulevée contre ben Ali. Elle voulait que cesse la ponction excessive de plus-value par le pouvoir. Cette plus-value doit revenir à ses membres, s'ils veulent rester dans la classe moyenne. Et ils le voulaient !

Aussi longtemps qu'il s'est agi d'éliminer Ben Ali et ses rackets, les deux classes ont lutté côte à côte dans d'innombrables sit-in, manifestations et émeutes. Certains commentateurs ont vu un mouvement dont le prolétariat était partie prenante et en ont déduit que *la* révolution avait commencé. Ce genre de commentaire identifie « les jeunes » et la violence à l'action révolutionnaire du prolétariat. Nous avons essayé de montrer que ce n'est pas si simple. Non seulement les jeunes révoltés ne sont pas nécessairement des prolétaires, mais de plus la violence contre l'Etat n'est pas anticapitaliste par essence. Et même quand elle vient du prolétariat, la violence peut s'exercer dans un but réformiste ( le droit au développement par exemple).

#### Annexe 1 : Les chômeurs diplômés

Selon les chiffres officiels de l'Institut tunisien de la statistique, les chômeurs diplômés étaient 31 400 en 2000 ; leur nombre passe à 128 100 en 2008 (sur 522 300 chômeurs officiels). (...) le phénomène n'est pas propre à la Tunisie. La CMS mondiale fait de grands efforts pour envoyer ses enfants à l'université, même dans des filières peu prometteuses en matière d'emploi et de rémunération. (...) C'est que les études restent une condition nécessaire, sinon suffisante, pour obtenir un emploi *salarie* dans l'encadrement capitaliste. Cette condition est contraignante au point de pousser les familles à s'endetter, partout dans le monde. Même en Tunisie, où la pratique est peu répandue, le total des crédits pour études a été multiplié par plus de quatre entre 2003 et 2010 (de 174 000 à 800 000 DT). Si, partout dans le monde, la population estudiantine a explosé, c'est que la classe moyenne salariée est en train de remplacer la classe moyenne « patrimoniale » (commerçants, artisans, paysans). Les professions libérales, à la fois « patrimoniales » et diplômées, survivent au milieu des deux dans la mesure où la salarisation investit aussi ces professions sans les faire disparaître.

De l'autre côté, il dépend des gouvernements d'agrandir ou pas les universités, de les rendre plus ou moins sélectives. Il semble que, dans la plupart des pays, ils ont laissé la démographie étudiante croître au-delà des besoins. Il s'agit sans doute de masquer le chômage des jeunes, ne serait-ce que pour un temps, et tout particulièrement celui des jeunes de *la classe moyenne*. (...) Autrement dit, l'excédent de diplômés par rapport aux besoins de l'économie est d'origine politique.

On retiendra surtout de cette analyse que le problème des chômeurs diplômés est surévalué dans les commentaires. En effet, les diplômés appartiennent en grande majorité à la classe moyenne, et à ce titre sont plus visibles et plus vocaux que les chômeurs du prolétariat.

#### Annexe 2 : L'émigration tunisienne avant et après la « révolution de jasmin »

La baisse de l'émigration au cours des dernières années du régime Ben Ali s'explique par la fonction qui lui a été conférée par les pays de destination de l'émigration tunisienne. En gros, ces Etats -principalement la France et l'Italie – ont sous-traité à l'Etat benaliste la tâche d'endiguer les flux migratoires en provenance de la Tunisie dans le cadre d'accords bilatéraux. (...) la chute des dictateurs aussi bien en Tunisie qu'en Libye a eu comme résultat de faire craquer le contrôle des frontières. L'émigration, principalement illégale, a explosé.

Une certaine « normalisation » survient avec le gouvernement Essebsi (février-décembre 2011), qui rassure la France sur la continuité de l'accord de 2008, puis signe un nouvel accord bilatéral avec l'Italie (5 avril 2011). (...) Quoi qu'il en soit, les gouvernements successifs ont fait la double preuve de leur incapacité à lutter contre le chômage et à empêcher l'émigration clandestine.

Au cours des années 2000-2008, le profil type de l'émigré tunisien semble à première vue plutôt traditionnel (type OS marocain ou algérien des années 1960). (...) Les émigrés tunisiens en Italie, dont l'émigration est récente, sont en majorité des ouvriers, le plus souvent sans qualification. Par contre, on constate l'amélioration de la situation. Professionnelle des émigrés en France, en Allemagne, où environ le tiers des migrants occupent un emploi qualifié. Les émigrés cadres tiennent une place importante en France (14,8%) et dans certains pays européens (15,8%).

Au début des années 2000, 55% d'entre eux sont du niveau du secondaire ou du supérieur, et 15% ont un diplôme universitaire. (...) Les chiffres montrent que ce sont les régions du Sud et de l'intérieur du pays qui ont fourni les principaux contingents de migrants.

## Chapitre 7

---

### Egypte 2011-2013 : splendeurs et misères du dédagisme

Nous verrons que le cas de l'Egypte présente quelques analogies avec celui de la Tunisie, dont la première est d'être un exemple d'interclasse franc, manifeste. Mais il y a aussi des différences : l'histoire économique et sociale du pays, sa taille, la composition du prolétariat et des classes moyennes, les clivages internes à la classe capitaliste, etc. L'issue des luttes n'a pas été la même non plus. Surtout, l'Egypte fournit des indications utiles sur ce que nous appelons la rupture de l'interclassisme, lorsque la classe moyenne salariée en lutte s'est dédagée de son association avec le prolétariat pour se ranger derrière les militaires.

Au moment de la chute de Moubarak, on peut considérer que la classe capitaliste égyptienne est fractionnée de la façon suivante :

- D'une part, il existe une division entre secteur public et secteur privé. Ce dernier représente 67% du PIB et emploie 70% de la population active (secteurs formel et informel confondus), mais, dans le total des emplois, 45% sont dans de très petites entreprises (1 à 4 salariés). En même temps, quelques groupes importants se sont formés, entre autres grâce aux privatisations, dans divers secteurs comme l'acier, les importations automobiles, les produits laitiers, etc. Ces groupes, souvent contrôlés par des familles puissantes, forment un milieu très influent autour du gouvernement Moubarak. Dans ce secteur privé formé de capitalistes importants, il y a un sous-groupe « ultralibéral » mené par Gamal Moubarak, fils cadet de Hosni, promis à la succession et cherchant à accélérer fortement les privatisations et le virage libre-échangiste de l'économie. Cette tendance ne va pas sans contrarier l'armée, qui est elle-même un opérateur économique massif. Les intérêts économiques de l'armée pèsent entre 10% et 25% du PIB, selon les estimations.
- A côté des grandes entreprises nationales, il y a bien sûr toute une série de filiales de grandes firmes multinationales (FMN). Citons British Petroleum, qui, avec des entreprises associées, produisait environ 40% du gaz et du pétrole du pays. ENI est également très présent dans le secteur de l'énergie. Citons aussi carrefour, implanté en Egypte depuis les années 2000 dans le secteur des télécoms, Orange et la société égyptienne Orascom dominant le marché.
- On trouve aussi dans le secteur privé des entreprises appartenant à des membres de la confrérie des Frères musulmans. Ceux-ci ne sont que tolérés par le gouvernement Moubarak. C'est la raison pour laquelle le développement de ces entreprises est souvent entravé par la crainte ou l'expérience de la répression. L'important responsable frériste (et homme d'affaires multimillionnaire) Khairat al-Chater - emprisonné de 1992 à 1993, de 1995 à 2000, de 2001 à 2002, de 2007 à 2011 – peut en témoigner. Beaucoup d'entreprises des Frères musulmans sont donc cantonnées dans le secteur informel ou évoluent dans des secteurs qui ne demandent pas de trop grandes immobilisations de capital, comme le commerce de détail ou l'import-export.
- Le secteur public, héritage du nassérisme, est encore important malgré la libéralisation progressive de l'économie depuis le début de l'*infitah* (« ouverture ») dans les années 1970. En 2004, c'est-à-dire avant la relance des privatisations par le gouvernement, il compte 176 grandes entreprises dans divers secteurs employant 401 000 salariés, avec une masse salariale annuelle de 4,5 milliards de livres égyptiennes (730 millions de dollars). On peut citer en particulier les Filatures et Tissages de Mahalla, la Société du canal de Suez, les quatre principales banques.

Le premier programme de privatisations remonte à 1991, avec la loi dite 203. Il est élaboré dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel que l'Egypte signe avec le Fonds monétaire international en échange de prêts, et il vise à séparer un certain nombre d'entreprises publiques de l'Etat en confiant leur contrôle à des holdings censées les gérer de manière plus rentable. (...) le premier dégraissage qui s'était fait entre 1991 et 2004 concernait les entreprises publiques les plus fragiles, déjà en faillite ou lourdement déficitaires. Il se solde dans la plupart des cas par une privatisation totale, et une réduction du personnel pouvant aller jusqu'à 75%. Les effectifs employés par ces entreprises passent de 7% à 2,5% de la population active. La deuxième vague, commencée en 2004, se concentre d'abord sur le secteur bancaire, lui aussi nettement retardataire, car sa privatisation était déjà prévue en 1998. En 2006, 60% du secteur bancaire est encore aux mains de l'Etat.

La conversion. De l'armée égyptienne en véritable fraction capitaliste remonte à l'époque de Sadate. L'infitah marginalisait l'armée comme acteur immédiatement politique. Ce que les militaires ont accepté, en échange d'une plus grande liberté comme acteur économique et de la promesse que leurs entreprises resteraient à l'abri de l'ouverture. Le plus ancien groupe d'entreprises contrôlé par l'armée, ce sont les usines d'armements, technologies et infrastructures militaires, qui relèvent du ministère de la Production militaire. L'armée contrôle aussi l'organisation arabe pour l'industrialisation (OAI). (...) L'OAI contrôle au moins douze usines produisant principalement des armements.

Mais le rôle de l'armée est loin de se limiter à cela. (...) Elle s'est donc tournée, selon différentes modalités (participations, joint-ventures, partenariats public-privé, etc.) vers toutes sortes de branches et de secteurs – de l'agroalimentaire au tourisme, en passant par les énergies renouvelables. Contrairement à la production d'armements totalement contrôlée par l'armée et peu tournée vers l'exportation, cette diffusion tentaculaire de l'investissement en tenue kaki est en grande partie intégrée au cycle mondial du capital : elle va de pair avec les investissements directs de grands groupes occidentaux, asiatiques et du Golfe dans l'économie égyptienne, et souvent leur ouvre la voie.

Les moubarakistes « néolibéraux », l'armée et (toute proportion gardée) les Frères musulmans sont trois fractions et trois options capitalistes s'affrontant sur le façonnage concret de la libéralisation (quelles priorités, quels partenaires commerciaux, quels partenaires géopolitiques, etc.) et sur la répartition de ses fruits. Mais la maison n'est pas assez grande pour tout le monde, et la crise mondiale de 2008 va rendre la coexistence difficile.

Dans *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (Actes Sud, 2013, pp. 24-62) Gilbert Achcar considère l'impact de la crise de 2008 sur l'Égypte comme négligeable. Il centre son explication du déclenchement des printemps arabes sur le sous-investissement chronique, et antérieur à la crise, qui affecte l'ensemble de la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord) depuis la mise en échec des projets de développement national et autocentré.

Fin 2010, rien ne paraît troubler le train-train du régime en place. (...) le seul problème auquel Moubarak semble confronté est celui de sa succession : d'une part, il y a son fils Gamal, à la tête du courant « ultralibéral » du Parti national démocratique (PND), le parti du président, et expression. D'une nouvelle élite affairiste (dont Ahmed Ezz, patron de Ezz Steel et ancien secrétaire général du parti) ; d'autre part, il y a Omar Souleiman, général et chef des renseignements généraux. L'alternative est entre la mise en place d'un pouvoir dynastique « à la syrienne », mais sans légitimation auprès de l'armée, et une mainmise militaire plus accentuée sur le pouvoir étatique.

Tout commence le 25 janvier, « Jour de la colère », selon l'appel à manifester. Cet appel vient de la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Saïd », devenue très populaire. Elle a été créée à la suite du décès de Khaled Saïd, un cyberactiviste battu à mort par la police pour avoir dénoncé sur internet le trafic de drogue de deux policiers. L'animateur de la page est Wael Ghonim, représentant commercial de Google pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, basé à Dubaï, qui venait tout juste de rentrer en Égypte. C'est sur cette

page que, le 14 janvier 2011, il appelle à un 25 janvier de « révolution contre la torture, la corruption, le chômage et l'injustice ». Enlevé par la police le 27, Ghonim réapparaîtra le 7 février en héros.

Le 25 janvier, au Caire, plusieurs manifestations convergent vers la place Tahrir en venant de différents quartiers. Participent notamment : les jeunes convoqués par Facebook, les supporters de deux clubs de foot, des habitants du quartier populaire de Shibra, des habitants des classe moyenne de Boulaq, Imaba, Bab al-Khalq, des parlementaires et des universitaires, les jeunes du Nouveau Parti Wafd (libéral et séculariste). La police se disperse pour contrer chaque cortège, alors qu'elle bloquait initialement la place Tahrir. Du coup 15 000 manifestants parviennent à occuper Tahrir. Ils en sont expulsés le lendemain. Les 26 et 27 janvier, les manifestations reprennent partout. Des commissariats sont attaqués, et le siège du PND est incendié. Tahrir est reprise, et va rester occupée pendant un certain temps.

Le 29 janvier, dans le chaos qui continue, 20 000 prisonniers « s'échappent » de dix-huit prisons et de dizaines de commissariats. C'est la police qui a ouvert les portes, dans le but d'ajouter le désordre et la délinquance au chaos, mais pas seulement. Une partie au moins de ces prisonniers sera recrutée par la police pour attaquer Tahrir. Le même jour, Moubarak nomme Omar Souleiman à un poste de vice-président (...) Il s'agit vraisemblablement d'une concession pour garder le soutien de l'armée ou d'une contrainte de sa part.

Le 30 janvier, un calme relatif règne dans les villes. L'armée installe des *checkpoints* un peu partout. Il y a peu de monde sur la place Tahrir. Mohamed Hussein Tantawi (maréchal et ministre de la Défense sous Moubarak, puis chef du Conseil supérieur des forces armées (CSFA) après la chute de celui-ci) s'y rend, et fait des déclarations conciliantes, affichant publiquement son refus d'obéir aux ordres du gouvernement de tirer à balles réelles. Les jours suivants, les manifestations reprennent dans de nombreuses villes.

Le 2 février, à Tahrir, a lieu la fameuse « bataille des chameaux ». la place, couverte d'une manifestation massive, est attaquée par des pro-Moubarak (flics en civil, pègre) à dos de chameau ou de cheval. Ils font au moins un mort et de nombreux blessés, mais les manifestants arrivent à garder le contrôle de la place, grâce notamment à l'intervention de Des ultras du foot. En réaction, des commissariats et des bureaux du PND sont attaqués, souvent avec pillage et incendie. La « bataille des chameaux » est un événement charnière, puisque d'une part il accélère la formation de comités de quartier, et que d'autre part il approfondit la divergence entre la police et l'armée. Celle-ci joue la carte de la proximité avec la population.

Le samedi 5 février, l'armée essaie de resserrer son cordon autour de Tahrir. Elle sépare une partie des occupants (devant le musée) du reste par une ligne de soldats. Elle demande aux manifestants de démonter leurs barricades, en vain. Son but est de libérer la place pour que le trafic puisse reprendre le lendemain, dimanche, jour prévu pour la réouverture des banques et de la Bourse. Or, ce jour-là, on compte de nouveau un million de manifestants sur et autour de Tahrir.

En dehors de Tahrir et des avenues avoisinantes, Le Caire reprend un semblant de normalité, avec de gros embouteillages. Mais à Suez les travailleurs du textile entrent en grève pour des augmentations de salaire. Le même jour, alors que Tahrir demande depuis quelques jours le départ de Moubarak, le vice-président Souleiman ouvre des pourparlers avec les partis d'opposition, y compris les Frères musulmans. Ces derniers, comme les autres partis, acceptent de négocier avec le gouvernement. Ils se démarquent ainsi de la position jusqu'au-boutiste de Tahrir.

A l'appel de la coalition de Tahrir, un million de manifestants sur et autour de Tahrir se rassemblent encore le 8 février 2011 (« Jour de l'amour de l'Égypte »). Des centaines de journalistes se retrouvent au siège cairote d'*Al-Ahram* pour revendiquer la liberté de la presse. Mais on remarque surtout que la classe ouvrière entre dans la danse. En effet, à partir de ce jour commence une importante vague de grèves dans tout le pays. Elle ne baissera pas au moment de la chute de Moubarak (le 11 février), mais au contraire redoublera durant tout le mois de février. A Suez, les travailleurs de cinq filiales de la Suez Canal Authority (SCA) entrent en grève pour une augmentation de salaire, pour la parité avec les salaires directs de la SCA, et pour de meilleures conditions de travail. Six mille d'entre eux font un sit-in devant le siège de la SCA, et s'engagent à rester là jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Pourtant, le trafic sur le canal n'est pas affecté, et *ne le sera jamais de 2011 à 2013*.

Le 10 février, la place Tahrir est toujours couverte de monde. On assiste à une manifestation d'avocats en robe noire, ainsi qu'à une autre de médecins en blouse blanche. Les deux convergent sur Tahrir. Cependant, les grèves s'étendent. Dans un discours à la nation, Moubarak annonce qu'il abandonne le commandement de l'armée et donne la grande partie de ses pouvoirs au vice-président Souleiman tout en restant en poste jusqu'à l'élection présidentielle de septembre 2011. A Tahrir, les gens sont furieux et partent en manifestation vers l'immeuble de la radiotélévision et vers le palais présidentiel. Le lendemain, 11 février 2011, deuxième « Jour du départ », d'énormes manifestations reprennent à Tahrir et ailleurs, et convergent vers le palais présidentiel. Mais Moubarak a été exfiltré en avion dès le matin, direction Charm el-Cheikh. Souleiman parle à la télévision et annonce que Moubarak a abandonné le pouvoir et que le CSFA va prendre le relais. La foule célèbre la victoire sur Tahrir et partout... mais les grèves continuent.

Durant ces semaines de manifestations, de batailles de rue, de débats, une partie de la population n'a pas travaillé, soit pour aller manifester, soit parce qu'elle était empêchée de travailler par les manifestations. On peut admettre que la composition sociale des manifestants était mêlée, prolétaires et classe moyenne. (...) Dans la vague de grèves commencée dès avant la chute de Moubarak, il n'est pas possible de distinguer les grèves du secteur privé de celles du secteur public. Mais, en règle générale, ces grèves sont principalement économiques, ce qui n'exclut pas (...) des revendications pour la liberté syndicale ou contre les dirigeants corrompus.

« Il n'y avait donc rien de surprenant à ce que la scène politique se polarise, en positif ou en négatif, autour du CSFA et des "Frères ». Le mythe d'une armée "propre" et "patriotique", à rebours d'une police "sale" et "répressive", fut aussi essentiel pour

conforter le prestige des nouveaux dirigeants (Jean-Pierre Filiu, *Généraux, gangsters et jihadistes. Histoire de la contre-révolution arabe*, La Découverte, 2018, p. 207)

De leur côté, les Frères musulmans tentent de s'arranger avec l'armée. Ils pensent que s'ils arrivent à obtenir la tenue d'élections à court terme, ils en sortiront gagnants. Un membre des Frères est choisi par le CSFA pour intégrer le comité mis en place pour réaliser la révision de la Constitution. Au bout de dix jours, ce comité propose un certain nombre d'amendements qui seront soumis au référendum le 19 mars 2011. Les Frères soutiennent le oui, tandis que Tahrir et Cie veulent une Constitution entièrement nouvelle et pensant qu'il sera plus facile de l'obtenir en refusant les amendements. Le oui l'emporte (77%) avec une très forte participation au vote (60%, ce qui est beaucoup pour l'Égypte). Le résultat du référendum entérine la mainmise du CSFA sur le pouvoir dans la « transition démocratique ». Il entérine aussi la rupture entre une partie des manifestants de février et l'armée. Les doigts de la main se désunissent.

Fin mai 2011, les activistes de Tahrir lancent l'appel pour une seconde « révolution ». A l'appel de diverses organisations comme le Mouvement des jeunes du 6 avril, Kefaya, la National Association for Change (El-Baradei), etc., la place Tahrir va se remplir encore une fois. Contre l'avis de la plupart de ces organisations, la place restera occupée à peu près sans interruption jusqu'au 1<sup>er</sup> août. D'autres grandes manifestations ont lieu dans de nombreuses villes de province. Une minorité du mouvement scande des slogans contre l'armée et pour la démission du CSFA.

De mars à août 2011, les grèves ne cessent pas. Même les imams (salariés de l'État) s'y mettent, ainsi que le personnel de l'université Al-Azhar (en mai). (...) le 8 juillet, le ministre de la défense Al-Fangary menace les occupants de la place Tahrir à la télévision. Le 23 juillet, c'est la fête nationale : une grande marche vers le ministère de la Défense est attaquée par des *baltaguiyya* (pègres antimanifestation), maintenant au service du CSFA, qui font des centaines de blessés. De nouveau, le recours à des hommes de main de la part du pouvoir en place va jouer un rôle important en provoquant l'indignation des manifestants, qui ne voient plus de différence avec l'ancien régime.

De nouvelles manifestations massives ont lieu le 9 septembre, plus spécialement contre Tantawi et le CSFA. Et une nouvelle vague de grèves se forme. Les postiers demandent une augmentation de salaire et le renvoi du directeur des Postes, corrompu. Les salariés de la High Dam Electrical and Industrial Company manifestent devant le siège du Conseil des ministres pour des augmentations de salaire. Des grèves éclatent aussi dans la chimie, les pêcheries, le textile et l'automobile. (...) Les enseignants font grève (pour la première fois depuis 1951) et bloquent la rentrée scolaire pour obtenir une augmentation de salaire de 900%. Le taux de participation à la grève est très élevé.

A l'automne 2011, les élections législatives se préparent. On remarque une forte compétition entre Frères et salafistes d'Al-Nour. Mais l'agitation sociale se poursuit dans la capitale. Les ultras du foot y tiennent le dessus en raison du rôle d'autodéfense qu'ils assument.

Par un processus complexe en deux temps, les législatives se tiennent le 28 novembre 2011 et le 11 janvier 2012. Résultat du premier tour : victoire des Frères musulmans (37%), élan remarquable du parti Al-Nour (24%). Quelques jours après, le CSFA limoge le Premier ministre Charaf et le remplace par Kamal al-Ganzouri (Premier ministre sous Moubarak de 1996 à 1999). Le deuxième scrutin va confirmer, à peu de chose près, le résultat initial : taux de participation de 54% ; le PLJ, 37% ; le Bloc islamique (conduit par le parti Al-Nour), 25% ; 235 députés fréristes sur 498 ; Saad el-Katami, secrétaire général du PLJ, est élu président de la Chambre ; les islamistes contrôlent plus de 70% du Parlement.

Les 23 et 24 mai a lieu le premier tour de l'élection présidentielle. Le taux de participation baisse à 46%. Résultats : Morsi obtient 24,8% des voix ; Chafik 23,6 %, Sabbahi 20,7 % ; Foutouh 17,5 % ; Moussa 11,1 %. Aucune alliance ne se met en place entre tous ces candidats, ce qui amène un deuxième tour entre Morsi et Chafik. Le 14 juin, la Haute Cour constitutionnelle – composée d'anciens hommes de confiance de Moubarak – frappe d'inconstitutionnalité la loi électorale en vigueur lors des législatives de novembre 2011-janvier 2012 et invalide le Parlement qui en est issu. La commission constitutionnelle des Frères est également dissoute. Le coup de force est clairement une manœuvre pour favoriser Chafik. (...) La décision de la Haute Cour constitutionnelle entraîne une baisse très nette du taux de participation (35%). Morsi l'emporte avec 51,7% (13,2 millions de votes).

Selon J.-P. Filiu, en juin 2012 les militaires égyptiens « furent tentés (...) par une “suspension” du processus électoral comparable à celle imposée par leurs homologues algériens en janvier 1992. Mais ils étaient (...) plus conscients que quiconque de l'état de délabrement de l'économie du pays et ils étaient sans doute soulagés de laisser un gouvernement civil payer le prix politique de réformes inéluctablement douloureuses. (...) Rester en retrait pendant que les Frères musulmans essayaient toutes les critiques était à la fois habile et efficace ».

Le nouveau gouvernement permet aux patrons d'engager des vigiles, parfois armés. Malgré la répression, les grèves augmentent. Deux semaines après sa prise de fonction, Morsi est confronté à la grève des ouvriers du textile de Mahalla, contre la suppression de trois primes annuelles.

Les 15 et 22 décembre se déroule le référendum sur la nouvelle Constitution inspirée de la charia. Elle est adoptée avec 63,8% des voix, mais le taux de participation au vote a nettement diminué (32%). La « victoire » des Frères musulmans est fragile, mais alimente leur entêtement.

Au Caire, le Club des officiers de la marine commence à héberger des réunions plus ou moins secrètes entre généraux et opposants politiques. L'accord (implicite ou explicite) qui en ressort est l'engagement des premiers à intervenir pour écarter Morsi et ses Frères du pouvoir si les deuxièmes sont à même de réunir assez de monde dans les rues. L'avocat d'Ahmed Ezz, le grand capitaliste de l'acier (emprisonné à ce moment-là), participe à ces réunions. (...) Parallèlement aux réunions entre généraux et chefs politiques, les RG s'impliquent aussi. Selon J.-P. Filiu, ils repèrent des militants anti-Morsi disposés à collaborer avec les services de sécurité. La première rencontre entre les RG et ces militants a lieu à la mi-mars. Un mois et demi plus tard, le mouvement Tamarrod (« rébellion ») voit le jour.

Parmi leurs soutiens financiers, on trouve de nombreux grands capitalistes locaux, y compris l'homme le plus riche d'Égypte, le magnat copte Naguib Sawiris (groupe Orascom : construction, hôtels, télécoms, etc.). Le mouvement se structure essentiellement autour d'une campagne pétitionnaire, selon l'idée que si le nombre de signatures recueillies est supérieur au nombre de suffrages pro-Morsi lors de la présidentielle alors le résultat du vote serait invalidé. Au-delà de cette conception fantaisiste du système représentatif, la collecte des signatures se fait avec des modalités assez douteuses, et s'accompagne d'une campagne médiatique impressionnante sur laquelle même des opposants au gouvernement de Morsi émettent des réserves.

Entre-temps, en avril 2013, la répression antigreve franchit un cap : le gouvernement a recours à l'armée pour briser la grève de 70 000 travailleurs des chemins de fer, avec réquisition des conducteurs et encadrement militaire des services.

Une bonne partie des hauts fonctionnaires et la police elle-même appuient désormais la campagne. D'après J.-P. Filiu, « l'implication des services de sécurité était de moins en moins discrète, au point d'embarrasser les opposants les plus sincères ». Finalement, les militants annoncent avoir atteint 15 millions de signatures – chiffre supérieur au nombre de votes pro-Morsi aux élections – et lancent l'appel pour une grande manifestation le 30 juin 2013 (anniversaire de l'investiture de Morsi). (...) le 29 juin, le nombre (de toute façon invérifiable) de signatures atteint les 22 millions. Le 30 juin, des manifestations gigantesques ont lieu, accompagnées de chorégraphies de l'armée de l'air (drapeaux de l'Égypte et nuages en forme de cœur !).

Le 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'état-major de l'armée publie une déclaration dans laquelle il donne quarante-huit heures au gouvernement pour répondre favorablement « aux demandes du peuple » (plus prosaïquement : pour accepter des élections anticipées). (...) Le 3 juillet, une délégation de Tamarrod – dont certains de ses fondateurs - est reçue par Al-Sissi. (...) Histoire de confirmer sa victoire sur les Frères musulmans, Al-Sissi lance, le 24 juillet, un appel pour une grande manifestation « contre le terrorisme ». Le 26 juillet, des millions de personnes répondent à l'appel d'Al-Sissi. De nouveaux affrontements avec des militants fréristes font des dizaines de morts.

Tout se passe principalement au Caire. Des représailles islamistes, notamment à l'égard des Coptes, ont lieu dans tout le pays (25 églises attaquées dans dix provinces les 14-15 août), stigmatisant – entre autres – le ralliement du capitaine Sawiris à Tamarrod. Au cours du mois suivant, 2000 individus sont arrêtés pour simple appartenance aux Frères musulmans. A la fin de septembre, l'organisation est déclarée illégale. Cela permet à l'Etat de se saisir de son patrimoine physique et financier.

Fin décembre 2013, le comité d'enquête sur les biens des Frères musulmans a répertorié 1142 unités (sièges, associations ONG), institutions caritatives, écoles, centres médicaux, caisses de soutien aux prisonniers, etc.) liées directement ou indirectement aux Frères musulmans à travers le pays. L'Etat va s'en saisir soit pour les incorporer aux ministères, soit pour les fermer et en récupérer les fonds. Selon certaines estimations, l'ensemble de ces saisies rapporte à l'Etat plus d'un milliard de dollars. Cela s'ajoute aux

saisies qui frappent individuellement certains politiques et hommes d'affaires fréristes, dont Al-Chater lui-même (condamné à la perpétuité en 2015, ses biens seront saisis en 2016).

Contrairement au référendum de décembre 2012, les salafistes d'Al-Nour soutiennent maintenant l'armée. (...) Au total, environ 2500 civils sont morts et 17 000 ont été blessés dans les huit premiers mois après le putsch (et entre 22 000 et 41 000 prisonniers politiques sont incarcérés).

Les 26 et 27 mai 2014 se tient le scrutin présidentiel. Le nassériste Sabbahi est le seul adversaire d'Al-Sassi. Plébiscite (certainement frauduleux) en faveur de ce dernier, avec 97% des voix. Il bat le score de Moubarak en 2005 (88,6%). C'est la cerise sur le gâteau.

Quelles sont les forces sociales qui ont joué dans cette succession tourmentée de luttes et d'affrontements féroces ? (...) Il faut souligner que tout au long de la montée de la vague de grèves les revendications sont essentiellement économiques : les demandes d'augmentation de salaire, les réclamations pour arriérés de salaire ou de prime sont largement plus fréquentes que les revendications « politiques » comme le renvoi d'un directeur corrompu ou, à un autre niveau, la rupture des rapports diplomatiques et commerciaux avec Israël. Les images de la place Tahrir font penser à une brusque explosion, mais la montée des grèves était commencée bien avant janvier 2011. Et elles ont continué bien après les journées « révolutionnaires » qui ont balayé Moubarak. L'industrie textile a été au centre de ce mouvement.

« Enraciné dans des réseaux informels et locaux des villes et des banlieues industrielles, le mouvement des travailleurs n'a pas de direction nationale, pas d'organisation, pas de programme. Il n'a que rarement appelé à la démocratisation et au changement de régime politique. » ((Joel Beinin, « Workers 'protest in Egypt : neo-liberalism and class struggle in 21th century", Social Movement Studies, vol 8, novembre 2009, p. 451)

Deuxièmement, la forte présence de main d'œuvre féminine. Il s'agit souvent de jeunes femmes (moins de 25 ans), célibataires, employées surtout dans la production de tissus et de prêt-à-porter, dans des postes non ou peu qualifiés et mal payés. Elles représentent 35% de la main d'œuvre dans ce secteur et sont souvent à la tête des grèves dans les entreprises publiques (Mahalla), mais parfois aussi dans le secteur privé.

Troisièmement, le conflit avec le syndicat unique et officiel. Une seule bureaucratie, l'Etuf, détient le monopole de l'organisation et des activités syndicales. L'Etuf est composée de 23 syndicats de branche. Chaque grève, pour être approuvée, doit être votée par les deux tiers du comité exécutif national de branche, et ensuite validée par le secrétariat national interbranches. Autrement dit, il est très difficile d'avoir le soutien de l'Etuf et de faire grève dans des conditions légales. Cela entraîne toutes sortes de conflits entre les travailleurs et le syndicat. (...) dans une usine de Kafr el-Dawar (Alexandrie), il est arrivé que les grévistes séquestrent des responsables syndicaux pour avoir le soutien du syndicat.

Regretter l'absence de politisation des grèves à travers le crible de ses propres buts (faire tomber Moubarak ou Ahmadinejad, ou...). Pour nous, ce n'est pas un manque ou une faiblesse : d'une part c'est le signe que la classe ouvrière lutte en tant que classe, avec des

objectifs propres, et d'autre part cela confirme que cette classe n'est plus porteuse d'un programme politique d'affirmation de soi à l'échelle de la société.

De façon générale, les privatisations et autres restructurations promues par le gouvernement, notamment depuis 2004, ont engendré une baisse du niveau de vie du prolétariat, ainsi qu'une détérioration de ses conditions de travail. Il est probable que cette baisse a touché la CMS aussi, mais elle n'a pas réagi d'emblée *économiquement*. Pour elle, la défense du niveau de vie passait tout d'abord par une réforme *politique*. C'est normal, surtout dans le secteur public. Il s'agit pour la CMS de faire confirmer par le gouvernement la place qu'elle occupe dans la hiérarchie sociale, et qui justifie son sursalaire.

Au niveau économique, c'est donc le prolétariat qui a réagi de la façon la plus vigoureuse, et cela bien avant 2011. Cependant, s'il y a eu interclassisme, c'est que l'action du prolétariat pour ses objectifs propres comportait aussi un rapport politique à l'Etat : quand ils dépassaient les revendications immédiates économiques, les salariés des entreprises ex-publiques ont souvent appelé à une renationalisation de leur entreprise ; ou encore les salariés demandaient que des dirigeants corrompus soient limogés, que les syndicats indépendants soient reconnus au même titre que ceux de l'Etuf (ce qui n'a jamais été obtenu) ou que l'Etuf soit simplement dissoute. La revendication fréquente d'un salaire minimum légal relève aussi du domaine politique.

Concluons : les grèves qui, à partir de février 2011, contribuent fortement à la chute de Moubarak sont en réalité un épisode dans une série pluriannuelle de grèves ouvrières. La « victoire » du mouvement de février 2011 n'arrête nullement la vague gréviste. Bien au contraire, elle la libère. A partir de février, la lutte du prolétariat égyptien se fait en liaison avec celle de la CMS, sans que les résultats obtenus s'en trouvent durablement améliorés au plan économique. Là où des augmentations salariales sont obtenues, on peut imaginer que l'inflation les érode rapidement. Au plan politique (droit du travail, salaire minimum, liberté syndicale, etc.), les avancées sont très faibles, pour ne pas dire nulles. D'où le fait que les grèves ne s'arrêtent pas.

Au cours de la période 2011-2013, la classe moyenne salariée s'est manifestée sous de multiples formes. Il y a d'abord ce que les commentateurs ont désigné comme la jeunesse « éduquée », « laïque » ou « révolutionnaire », celle qui a initié et pris en charge l'organisation logistique de l'occupation de la place Tahrir. Cette fraction de la classe moyenne, qui a son propre noyau militant, était déjà engagée dans la contestation du régime de Moubarak depuis plusieurs années, et essayait parfois de gagner la classe ouvrière à sa cause. Cela avait eu comme principal résultat d'attirer plus d'ennuis aux ouvriers, sans qu'un mouvement plus général ne se déclenche (si ce n'est sur internet).

Il faut encore mentionner dans l'activité (si l'on peut dire) de la place Tahrir les nombreux épisodes de harcèlement, voire de viols collectifs, qui ont eu lieu. (...) Il aurait été pour le moins étonnant que Tahrir s'avère être une île heureuse, alors que l'Égypte se range parmi les pires pays du monde en matière d'égalité homme-femme, d'incidence du viol, de misère sexuelle en général.

Le premier semestre de 2011 est le moment du plus grand élan pour ce segment de la classe moyenne, majoritairement laïque et « branché », qui a lancé le mouvement d'occupation des places. A partir de l'été 2011, la place semble s'islamiser de plus en plus. (...) Cependant, il n'est pas besoin d'agents recruteurs pour que l'on trouve une certaine masse de gens déjà sensibles à un certain islamisme des pauvres. Ils sont venus dans les rues et sur les places avec la montée en puissance du mouvement. Par ailleurs, on voit aussi qu'une minorité de « la jeunesse » de Tahrir, auparavant « laïque » et « révolutionnaire », s'islamise elle-même.

A partir de l'automne 2011, les temps forts du mouvement sont davantage marqués par des batailles de rue contre les forces de l'ordre. Ces batailles, comme celle de la rue Mohammed-Mahmoud, font intervenir des segments sociaux hétérogènes : des militants d'orientation démocratique et laïque, mais aussi – et de manière croissante – des salafistes, ainsi que d'amples portions du prolétariat inactif et des travailleurs du secteur informel (prolétaires ou classe moyenne). La composante salafiste populaire(...) y prend un élan considérable, d'une part parce qu'elle se trouve souvent en première ligne, mais aussi parce que ses mots d'ordre sont plus radicaux.

Ce qui est curieux, c'est que l'islamisation de la lutte semble se passer exclusivement dans la rue. Nous n'avons pas trouvé dans nos sources de récits faisant état de « gardes rouges » islamistes allant encourager les grèves dans les ateliers ou imposer la fermeture des commerces, ni de polices de mœurs auto-organisées empêchant les femmes d'entrer dans des lieux de travail, ni par ailleurs d'affrontements aux allures confessionnelles entre travailleurs sur ou autour des lieux de travail, par exemple entre travailleurs musulmans et coptes. (...) Les mouvements de grève et les protestations de rue semblent évoluer dans deux mondes distincts et parallèles, même si des passerelles entre les deux ont certainement existé.

La place Tahrir est restée le symbole de la « révolution ». Les énormes manifestations qui s'y sont tenues ont regroupé des prolétaires (peu) et des membres de la classe moyenne (beaucoup). En dehors des grands rassemblements et des centres-villes, l'interclassisme a reçu une impulsion plus souterraine et disséminée à partir des problèmes de logement, et s'est nourri d'une multitude d'actions locales.

Dans un quartier informel de Gizeh (banlieue du Caire), la construction a été de 4,5 fois plus importante en 2011 et 2012 que de 2003 à 2011. A Alexandrie, environ 9500 nouveaux bâtiments ont été construits entre janvier 2011 et juin 2012 – contre 12 350 entre janvier 2006 et décembre 2010. (...) Les revendications locales qui surgissent en même temps que ces quartiers (pour des réseaux électrique et hydraulique, pour la collecte des déchets ; etc.) sont portés par l'ensemble des habitants, prolétaires et classes moyennes confondus. Leur base matérielle, ce sont tout autant les besoins immédiats de la population que la tentative de (re) constituer des patrimoines. Une simple adduction d'eau fait en effet monter le prix des logements. Cette dimension de lutte locale liée à l'habitat a renforcé l'association entre les deux classes.

Mais c'est dans la lutte propre du prolétariat et dans les grèves multiples qui ont eu lieu que la classe moyenne a trouvé son véritable allié, celui qui affaiblissait de façon

décisive l'ennemi commun, qu'il s'agisse de Moubarak, des militaires ou de Morsi. La classe moyenne espérait que la chute de Moubarak s'accompagnerait d'une démocratisation pacifique et rapide de l'Etat égyptien. Mais la suite des événements a montré que les choses n'étaient pas aussi simples.

Fondée en 1928 dans le cadre de la monarchie égyptienne sous domination coloniale britannique, la mouvance des Frères musulmans a été utilisée par Nasser puis déclarée hors-la-loi et persécutée. Le mouvement a repris au début des années 1970 sous l'impulsion d'un pacte tacite dans le cadre de l'*infitah*, permettant d'un côté le retour d'une partie des capitalistes de la confrérie qui avaient fui le pays, et donnant de l'autre une plus grande liberté d'action à une nouvelle génération de militants basés principalement à la faculté de médecine de l'université du Caire.

La confrérie est officiellement illégale, mais tolérée par Sadate, qui l'utilise contre la gauche nassériste et voit d'un bon œil l'islamisation des mœurs, et par Moubarak. Elle s'est développée pendant longtemps de manière semi-clandestine, par la conquête des syndicats professionnels (avocats, médecins pharmaciens, etc.) et de certaines universités, ainsi que par la mise en place d'une multitude d'associations de tout genre (caritatives, culturelles, etc.).

L'ouverture relative de l'économie dans la période post-nassérienne, parallèlement à son rapprochement avec l'eldorado pétrolier saoudien, installe une petite fraction pieuse au sein de la classe capitaliste égyptienne. Cette fraction est engagée principalement dans l'import-export, les PME et l'économie informelle. (...) Si la mobilité des capitaux à travers les branches n'était pas entravée, les capitalistes fréristes pourraient, par exemple, acheter aux enchères des entreprises publiques à privatiser, gagner des appels d'offres qui leur sont pratiquement interdits et, en général, investir dans des secteurs où ils ne peuvent pas pénétrer. Mais, dans ce cas, la répartition plus égalitaire de la masse de la plus-value sociale entre les différents capitaux déboucherait sur des taux de profit trop bas pour tout le monde. La seule solution, pour les capitalistes fréristes, serait donc de prendre la place des *crony capitalists*, et de pratiquer à leur tour, pour protéger leurs positions, cette même corruption contre laquelle ils protestent.

En 2005, les Frères musulmans participent aux législatives. Ils n'y sont pas autorisés, mais les candidats se présentent sur d'autres listes ou dans d'autres partis. Ils arrivent ainsi à placer 20% de députés au Parlement, malgré la répression policière et la fraude électorale. En 2007, un procès contre un certain nombre d'hommes d'affaires fréristes débouche sur plusieurs condamnations pour corruption et autres délits financiers. (...) c'est donc dans un état de considérable affaiblissement que les Frères musulmans se présentent sur la scène à la veille du soulèvement anti-Moubarak.

Les Frères musulmans se sont retrouvés face à un autre concurrent mieux, positionné, mieux armé, trop puissant pour eux : les militaires. C'est aussi qu'ils ont été à peu près toujours à la remorque des événements, et que leurs succès provisoires étaient en fait très fragiles. (...) En janvier-février 2011, ils ne sont pas à l'initiative du mouvement et ne le rejoignent qu'en cours de route, de façon hésitante. Ils ne s'adressent que très peu à la « jeunesse » contestataire comme possible bassin de votes. La seule victoire nette est celle

des premières élections législatives de l'après-Moubarak, tandis que le score qui permet à Morsi de passer au deuxième tour de la présidentielle et enfin de la gagner est en vérité médiocre. Pendant ses douze mois de gouvernement, l'exécutif de Morsi se fait surtout remarquer par son incapacité à relancer l'économie du pays et à faire cesser les grèves et les manifestations. (...) Ils tentent surtout de placer leurs hommes dans tous les rouages de l'Etat, ce qui provoque une hostilité certaine. Face à celle-ci, l'absence d'une base sociale « populaire » stable dans les grandes villes et dans le milieu urbain en général a été un facteur décisif de fragilité.

Une étude du début des années 2000 souligne que les soins dispensés par les centres médicaux de la confrérie s'adressent principalement à la classe moyenne. (...) Au-delà de la bourgeoisie pieuse et de la classe moyenne indépendante, c'est principalement dans la population rurale que les Frères musulmans ont pu – pendant un temps – asseoir leur ascension.

En Egypte, environ la moitié de la population vit encore à la campagne. Les paysans (petits propriétaires, locataires, semi-prolétaires, etc.) représentent une partie relativement importante de la population active, formelle (3,6 millions de personnes) et informelle. Nasser et même Sadate avaient dû composer avec eux de diverses façons. La réforme agraire de 1952 avait introduit de multiples mesures en leur faveur : confiscation et redistribution des terres des latifundistes, limitation dans la centralisation de la propriété foncière agricole, protection des fermiers insolvables contre les grands propriétaires, etc. Les bénéficiaires de la redistribution des terres devenaient des locataires de l'Etat, auquel ils payaient un petit loyer. Avant 1952, moins de 3% de la population était propriétaire de 55% au moins des terres cultivables, tandis que 87% des paysans étaient complètement dépourvus de terre. Les mesures nasséristes ont eu le remarquable effet de créer une foule de petits paysans attachés à de petits lopins (souvent inférieurs à deux hectares), travaillant dans des conditions archaïques.

Restées pendant longtemps à l'abri de l'*infitah*, ces mesures n'ont été abrogées qu'au cours des années 1990, avec la loi dite n° 96, qui rétablissait les droits des anciens propriétaires et leur conférait le pouvoir de fixer les loyers. Depuis, les loyers n'ont fait que croître, passant de 100 livres égyptiennes par acre (montant inscrit dans la loi de 1952 et resté inchangé pendant quarante ans) à 3000 livres en 2005 (moyenne nationale). (...) Les attaques qu'elle subit depuis le milieu des années 1990 ont poussé la paysannerie vers les Frères musulmans.

Conclusion : le bilan des Frères musulmans comme acteur du printemps égyptien doit être largement relativisé. Cette appréciation n concerne pas l'ensemble de l'islam politique : on verra qu'il en a été autrement pour les salafistes. Elle ne suggère pas non plus que l'islamisation des mœurs se soit arrêtée, ni que le prolétariat y serait par nature étranger ou hostile. Cependant, il faut voir que cette islamisation n'entraîne que de façon très limitée une adhésion prolétarienne aux partis islamistes et que, de façon générale, les orientations et prises de position des différentes classes et fractions de classe n'obéissent pas à des motifs confessionnels – ce qui devrait être une banalité, mais il est bon de le rappeler.

Il est vrai que les classes moyennes (salariée ou indépendante) ont soutenu la confrérie. Au-delà des professions libérales, qui ont un bastion frériste, la CMS a parfois soutenu la confrérie aussi. Pour ne donner qu'un exemple, Wael Ghonim a appelé explicitement à voter pour Morsi lors de la présidentielle. Mais la CMS est aussi massivement descendue dans la rue pour le contester. Même au niveau des classes moyennes, l'option islamiste réaliste incarnée par les Frères s'est révélée insatisfaisante et sans avenir, prise qu'elle était le démocratisme dur de la plupart des activistes de Tahrir et l'islamisme dur du salafisme populaire.

La Prédication salafiste est la principale association salafiste égyptienne. Tolérée par Moubarak comme un moindre mal par rapport aux Frères musulmans, elle était peu politisée avant sa chute. En juin 2011, lorsque le parti Al-Nour est fondé, la Prédication salafiste le reconnaît comme son émanation politique. Cependant, il faudra à la Prédication un an et demi de luttes et de manœuvres pour s'assurer le contrôle direct d'Al-Nour. Le parti a obtenu le résultat inattendu de 25% des suffrages aux législatives de fin 2011. Ce résultat n'est pas la conséquence d'une forte présence militante d'Al-Nour dans les manifestations contre le CSFA durant la phase de transition vers le nouveau Parlement. La Prédication salafiste aussi bien qu'Al-Nour ont de façon générale une ligne assez quiétiste.

La nouvelle direction du parti visait à gagner la bienveillance des militaires au moment où se préparerait la chute des Frères musulmans. Cela fera d'Al-Nour, à terme, le seul grand parti islamiste. On peut ajouter que le programme politique du parti s'est modéré au fil des mois : application graduelle de la charia, pas d'interdiction de l'alcool, pas d'interdiction du maillot de bain féminin, etc. (...) L'audience et l'étendue de cette nébuleuse que nous appellerons *salafisme populaire* sont considérables, et se sont manifestées au grand jour avec la candidature indépendante de Hazem Abou Ismaïl à l'élection présidentielle.

Mais, le 14 avril 2012, la candidature d'Abou Ismaïl à la présidentielle est rejetée. Le prétexte vient d'une loi qui interdit aux candidats d'avoir des proches binationaux ou étrangers. (...) le leader ayant été mis hors jeu, la mouvance se disperse en un archipel de partis et groupuscules pour tous les goûts, qui ont tous en commun de maintenir, d'une manière ou d'une autre, la référence à la « révolution », au bas peuple, voire à la « doctrine » d'Abou Ismaïl.

A partir de l'été 2012, un groupe particulier de cet archipel va incarner cette dimension : Al-Ahrar « les libres »). Al-Ahrar se veut « un mouvement de jeunesse rassemblant tous les types de jeunes épris de liberté, au sens total et entier (...), leur propre liberté, celle de leur pays et de leur terre, cette liberté dont ils trouvent l'incarnation dans la voie de l'Islam authentique », un mouvement « indépendant de toute organisation, parti, groupe religieux ou politique » qui « soutiendra les opprimés quelle que soit leur appartenance religieuse, politique ou intellectuelle ». Al-Ahrar compte parmi ses adhérents de nombreux ultras du foot et beaucoup d'étudiants. (...) C'est le seul mouvement qui va ouvertement rejeter la nouvelle Constitution de décembre 2012 et se montrer méfiant vis-à-vis de la campagne Tamarrod.

Pour conclure sur cette nébuleuse salafiste, il est probable que sa base sociale mélange des prolétaires à toutes sortes de classes moyennes (salariée et indépendante, inférieure et supérieure).

Conclusion provisoire. En ce qui concerne la classe ouvrière, les grèves reprennent vigueur dans les premiers jours de février 2011. Elles ont joué un rôle essentiel dans la chute de Moubarak. Mais là n'était pas leur motif premier, puisque le mouvement gréviste avait commencé bien avant, sur la base de revendications économiques provoqués par la relance néolibérale du gouvernement Nazif, à partir de 2004. D'ailleurs, la chute de Moubarak ne fait nullement cesser les grèves, bien au contraire. L'entrée en action de la CMS en janvier 2011 a permis à la classe ouvrière en même temps de renforcer ses luttes économiques en raison de l'affaiblissement du pouvoir et d'appuyer ses revendications politiques (libertés civiques et syndicales, droit du travail, etc.) sur le vaste mouvement démocratique de la classe moyenne. Il faut cependant remarquer que la classe ouvrière n'apparaît pas en tant que telle dans le mouvement des places.

De son côté, la classe moyenne se manifeste d'abord par un mouvement d'occupation des places à visée politique. Ses revendications sont essentiellement démocratiques. La chute du régime moubarakiste, loin de régler la question, engage la classe moyenne dans un processus de longue durée, au cours duquel les revendications initiales de la place Tahrir vont de plus en plus apparaître en décalage avec la situation politique et sociale du pays (dégradation de l'économie, difficultés budgétaires, paralysie institutionnelle, etc.). Cela va déboucher sur des affrontements violents, mais finalement vains pour ce qui concerne les revendications démocratiques... ou salafistes. L'accès des Frères musulmans au gouvernement, advenu par défaut et sous tutelle militaire, a entraîné une scission progressive dans la CMS entre une option frontiste consistant à collaborer avec des hommes de l'ancien régime (et l'armée), et une option jusqu'au-boutiste représentée principalement par le salafisme populaire, dont une partie seulement va s'engager dans la défense de Morsi et des Frères après le coup d'Etat.

Ni l'imitation de ce qui se passait en Tunisie ni le facteur internet ne sont des explications satisfaisantes de l'explosion de janvier-février 2011. Il est difficile d'admettre que la population égyptienne se soit lancée dans un mouvement aussi massif simplement sous l'influence d'images vues à la télévision ou sur internet. Quant à l'éclosion et la propagation du mouvement grâce aux réseaux sociaux, il faudrait d'abord expliquer pourquoi cela aurait fonctionné en 2011, et pas les années précédentes.

Il ressort de notre analyse que la période de 1991 à 2011 est marquée par un développement considérable du secteur privé. Ce développement constitue le substrat matériel de l'ascension des Frères musulmans – portée par les PME, des capitalistes informels et quelques magnats du commerce international -, mais aussi celui de la montée en puissance de l'armée en tant qu'opérateur économique. C'est aussi la base du courant ultralibéral représenté par Gamal Moubarak, dont le rôle dans les privatisations suscite la méfiance des militaires. Les luttes ouvrières ont le même substrat. Elles tentent de résister, le plus souvent dans les entreprises publiques, à l'ouverture de l'économie, ou bien d'obtenir la renationalisation des entreprises privatisées.

Si la mayonnaise entre la classe ouvrière et la classe moyenne a pris en janvier-février 2011, alors qu'elle n'avait pas pris les années précédentes, c'est qu'entre-temps un ralentissement décisif de l'accumulation mondiale de capital s'était produit, et qu'il s'est transmis de façon aiguë à l'Egypte.

La communauté de lutte de la classe ouvrière et de la classe moyenne a été reconduite, avec ses hauts et ses bas, contre les gouvernements – de transition ou sortis des urnes – qui ont succédé à Moubarak, jusqu'au début de juillet 2013. (...) La campagne massive de Tamarrod, lancée sur internet, pour demander la démission. De Morsi constitue le point d'explosion de cette communauté de lutte. Tamarrod obtient un soutien très large auprès de la classe moyenne – y compris parmi les acteurs qui étaient restés plutôt discrets, tels que les représentants des communautés religieuses islamiques (Al-Azhar) et coptes. (...) Le 3 juillet, Morsi est destitué. Il s'ensuit une répression brutale à l'égard des Frères d'un côté, des grèves de l'autre.

Est-il légitime de voir dans l'issue de la campagne Tamarrod, c'est-à-dire dans le coup d'Etat des militaires, un retournement de la classe moyenne contre le prolétariat ? la réponse est oui. (...) Parce qu' (...) on a vu tant de gens participer sans trop d'états d'âme aux rassemblements organisés par l'armée « contre le terrorisme »... et livrer le prolétariat gréviste à la répression. (...) Certes, la répression intracapitaliste, à l'égard des Frères, a été très forte aussi (27 juillet 2013 : 72 manifestants pro-Morsi tués ; 180 morts dans les mois suivants, pour la plupart des militants pro-Morsi). Mais la répression anti-Morsi n'allège en rien celle contre les prolétaires.

Pour résumer, on peut dire que la classe moyenne a, dans sa grande majorité, soutenu les militaires pour qu'ils éliminent les Frères et qu'ils remettent la classe ouvrière au travail. Le premier objectif a été atteint, mais pas le second, au sens où les luttes ouvrières n'ont pas durablement cessé. (...) Les « révolutionnaires » demandaient que les hommes d'affaires qui entouraient Moubarak soient écartés, et très souvent jugés pour corruption. En 2012, 6000 d'entre eux seraient passés en jugement. (...) En réalité, les militaires ont profité de la conjoncture pour régler des comptes au cas par cas et réaffirmer leur puissance économique. Cela a fait de l'ombre, *momentanément*, au clan Gamal Moubarak.

Malgré quelques déclarations retentissantes, le gouvernement des Frères musulmans n'a pas été agressif contre la capitaliste filous et els fonctionnaires corrompus. Les Frères ont voulu profiter de leur présence au pouvoir pour développer leurs affaires, et sortir des niches (formelles ou informelles) où ils étaient cantonnés. En même temps, ils ont cherché à se rapprocher des milieux d'affaires moubarakistes, y compris coptes, y compris militaires. (...) Le gouvernement Morsi n'a pas non plus modifié la politique économique extérieure de ses prédécesseurs : ouverture douanière, négociation avec le FMI et emprunts aux pétromonarchies.

L'Etat et la société égyptienne dépendent de façon de plus en plus exclusive du crédit et des aides octroyées principalement par le FMI, les Etats-Unis et les pétromonarchies. Rappelons que dans la région Mena, l'Egypte vient en second, après Israël, dans les aides américaines : avant la chute de Moubarak, le montant des subventions américaines à l'Egypte s'élevait à 1,7 milliard de dollars par an, dont 1,3 milliard à l'armée. Le versement de

cette enveloppe annuelle remonte aux accords de Camp David avec Israël (1978) et au traité de paix signé à Washington l'année suivante. L'aide n'a été suspendue qu'en octobre 2013 comme mesure de rétorsion face à l' « été de sang », mais déjà elle était rétablie au printemps 2014. Entre-temps, l'Égypte avait perdu une bonne partie de l'enveloppe de 5 milliards de dollars qu'elle avait reçue du Qatar (allié des Frères) sous Morsi, mais elle la remplaçait aussitôt par 12 milliards – entre prêts, carburants et concessions – de la part de l'Arabie saoudite, du Koweït et des Emirats.

La plus-value qui finance l'Etat ne vient qu'en partie des capitaux implantés localement, et parmi ceux-ci les filiales de groupes multinationaux ne paient d'impôts que ce qu'elles veulent. Pour le reste, le financement de l'Etat se fait par l'accès à des crédits qui ne sont en rien inconditionnels.

Dans le ménage à trois de la lutte de classes, la CMS exerce une force contre le capital seulement en association avec le prolétariat. Quand elle s'en détache, elle peut bien avoir droit à quelques jours de triomphe. Elle perd néanmoins la capacité de se faire valoir contre le capital, et prépare son éventuelle ruine.

## Chapitre 8

---

### Pour une théorie de l'interclassisme

L'interclassisme que nous voulons examiner ici est uniquement celui qui consacre l'alliance de la classe moyenne salariée (CMS) et du prolétariat dans une lutte commune. Ce n'est qu'un cas historiquement particulier d'alliance de classes. Il y en a eu bien d'autres, tant dans l'histoire du mode de production capitaliste (MPC) que dans celle des modes de production antérieurs. (...) On peut citer l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie dans leurs luttes contre l'aristocratie. Alliance qui n'a pas empêché celle de la bourgeoisie avec la noblesse pour réprimer les soulèvements des serfs, paysans pauvres et prolétaires. (...) Nous nous concentrerons sur les situations de lutte ouverte et essaierons de comprendre la mécanique profonde du ménage à trois.

En ce qui concerne le *prolétariat*, les choses paraissent simples. La part de la valeur nouvelle qui correspond à son travail nécessaire constitue la masse salariale. Celle-ci inclut le salaire net et les cotisations sociales (parts patronale et salariale), donc les retraites, les indemnités de maladie, les allocations chômage, etc.

En ce qui concerne la *classe moyenne salariée*, nous avons distingué entre salaire, correspondant à la valeur de la force de travail, et sursalaire, correspondant à la « prime d'allégeance » que le capital verse à l'encadrement. (...) la CMS touche donc un salaire, qui est couvert par  $v$ , et qui correspond à son travail nécessaire. Son sursalaire, au contraire, est pris sur la masse  $pl$  de plus-value sociale qu'elle-même et le prolétariat ont produite et que le capital lui accorde pour ses services d'encadrement. Quel est le montant de cette prime ? Il dépend de deux facteurs : de la masse totale de la plus-value disponible, donc de la productivité du travail (productif) du prolétariat et de la CMS réunis ; et des rapports de force que les trois classes établissent entre elles.

Nous arrivons aux *revenus du capital*. Ils sont entièrement formés par la plus-value issue du travail productif du prolétariat et de la CMS. Leur masse dépend du rapport de force entre le capital d'un côté et le prolétariat et la CMS de l'autre. Leur forme est connue : profit, intérêt, rente (...) qui se rapportent aux trois formes fondamentales de la propriété capitaliste : le capital productif, le capital porteur d'intérêt et la propriété foncière.

La CMS n'est pas dans un rapport de force permanent, comme le prolétariat. Certes, elle discipline le travail du prolétariat et contribue donc à sa productivité, mais ce n'est pas elle qui empêche directement le surcroît de plus-value ainsi dégagée. Pour obtenir la part de sursalaire qu'elle estime mériter, la CMS compte plutôt sur le bon vouloir des patrons.

Il faut maintenant mieux marquer la différence entre la formation de capital improductif (banques, assurances, commerces, etc.) et la dépense par les capitalistes d'une part de leurs revenus pour l'achat de services comme la police ou l'armée.

Une bonne partie du financement de l'Etat vient des impôts levés sur la population dans son ensemble, notamment le prolétariat et la classe moyenne, soit directement (impôt sur le revenu) soit indirectement (taxes à la consommation et autres). Peut-on dire que cette deuxième source de financement de l'Etat est de la plus-value ? Oui, bien qu'elle semble se situer dans la poche des salariés. Le salaire correspond aux marchandises qu'il leur faut pour leur reproduction en tant que force de travail. Cependant, le prix de ces marchandises inclut généralement une taxe sur la consommation (TVA et taxes diverses). Il se peut aussi que le salarié paie des impôts sur le revenu. Les capitalistes doivent donc inclure dans les salaires de quoi payer ces marchandises nécessaires et les impôts. Il semble donc que la masse salariale contribue au financement de l'Etat, dont la source serait la plus-value et les salaires. Est-ce bien le cas ?

Pour que les salariés puissent payer leurs impôts et acheter les marchandises nécessaires au prix augmenté des taxes sur la consommation, le capital inclut dans le salaire un supplément qu'il prend sur ses propres revenus, c'est-à-dire sur la plus-value socialement disponible. Mais le niveau de vie du salarié ne s'en trouve pas augmenté. (...) Il faut donc considérer que l'impôt est, dans sa totalité, un transfert de plus-value du capital à l'Etat.

Si les capitalistes décident qu'il faut augmenter le budget de l'Etat, ils peuvent opter pour une hausse de la TVA. Or l'augmentation de la TVA augmente le prix des subsistances nécessaires au prolétariat et à la CMS. En situation d'équilibre, les salaires vont s'ajuster à la hausse, de sorte que le niveau de vie du prolétariat et de la CMS est maintenu. La hausse de la TVA se traduit alors par une baisse de la masse de plus-value disponible pour les capitalistes, au bénéfice de l'Etat qui empêche un surcroît de TVA.

Mais, à l'opposé, il suffit que le rapport de force prolétariat/capital soit défavorable au prolétariat (par exemple en cas de chômage élevé) pour que la hausse de la TVA ne se répercute pas en hausse des salaires nominaux. Supposons qu'au lieu d'augmenter, ils restent stables. Dans ce cas, la mesure équivaut à une baisse des salaires nets de taxes. Cette baisse des salaires semble permettre aux capitalistes d'augmenter leurs profits. En réalité, elle finance la hausse de la TVA. L'opération est neutre pour les capitalistes, qui

paient la même masse salariale et empochent les mêmes profits. Elle est positive pour l'Etat, qui augmente ses recettes fiscales.

Autre possibilité, très fréquente d'ailleurs : si le budget de l'Etat reste constant, c'est-à-dire si l'Etat compense la hausse d'un impôt s'appliquant aux salariés par la baisse d'un autre impôt de même type, on est en présence d'une opération neutre pour le capital dans son ensemble comme pour l'Etat. La hausse d'une forme d'impôt et la baisse d'une autre forme revient à faire porter la baisse des salaires réels sur telle catégorie de la population plutôt que sur telle autre, par exemple sur les retraités plutôt que sur les actifs.

Mais si la hausse de la TVA se convertit en baisse de l'impôt que directement les capitalistes, soit sur leurs bénéfices, soit sur leurs revenus personnels, alors ce surcroît de TVA, qui est une baisse de salaire net, équivaut (à budget de l'Etat et salaires nominaux constants) à une augmentation de la plus-value disponible. C'est un transfert fiscal d'une partie de la masse salariale vers le pool de la plus-value sociale. On voit ainsi que, jouant sur la fiscalité, l'Etat et les capitalistes peuvent augmenter le taux d'exploitation. Mais l'inverse peut arriver aussi : une baisse de la TVA, à salaire nominal constant, se traduit par une baisse de prix et une hausse des salaires réels.

Une deuxième question se pose : dans certaines de ses interventions, l'Etat semble payer une partie des salaires à la place des capitalistes. C'est le cas quand une partie des loyers est payée au bailleur par un programme social (en France, l'aide au logement). Il en va de même, par exemple, pour les aides à l'achat de voitures (prime à la casse). En fait, dans ces deux types de programme, ce qui apparaît comme une aide au consommateur est aussi une aide au propriétaire de logements ou au marchand de voitures.

Cependant, d'autres interventions de l'Etat en direction du prolétariat et de la CMS consistent effectivement à prendre en charge une partie du coût de reproduction de la classe à la place des capitalistes. On peut citer les aides alimentaires (les *food stamps* américains (...)), de santé (la CMU en France) et de soutien à la vieillesse (APA, Aspa). Mais il faut surtout citer l'accès à l'école primaire et secondaire, qui est gratuit et obligatoire dans la plupart des pays centraux. La gratuité des études supérieures est aussi, dans certains pays, une aide essentielle à la reproduction de la CMS.

Pour tous les pays où l'Etat engage des dépenses pour compléter le panier des subsistances nécessaires à la reproduction de la force de travail, on peut formuler l'équation suivante : *valeur de la force de travail sociale = masse salariale + dépenses sociales de l'Etat.*

Concluons. Une part significative du revenu des capitalistes est consacrée à l'Etat, entendu dans toutes ses formes locales, nationales et supranationales. Les budgets de toutes ces formes étatiques sont alimentés par de la plus-value. L'Etat est ainsi un frais pour le capital, mais un frais nécessaire et fonctionnel. (...) L'Etat intervient sans cesse dans le rapport entre le capital et les classes salariées. Ces interventions ont un coût pour le capital dans son ensemble, mais tous les capitaux individuels ou fractions capitalistes n'y trouvent pas le même rapport coût/avantage. Cela donne lieu à une rivalité permanente pour obtenir de l'Etat plus d'avantages que d'autres.

Nous verrons que les luttes interclassistes attendent beaucoup de l'Etat, qui cependant est souvent trop affaibli pour les arbitrer. A la perte de souveraineté de l'Etat national s'ajoute en effet le désintérêt des instances supranationales à obtenir un compromis dans les conflits sociaux (Grèce 2015, Venezuela 2018).

Pour pallier la pénurie de plus-value, pour faire des économies, les capitalistes peuvent se tourner soit contre les salariés pour faire baisser leurs salaires et sursalaires, soit contre l'Etat pour qu'il réduise ses dépenses. Cela va engendrer différents types de conflits de classe, dont éventuellement des conflits interclassistes. Tous ces conflits peuvent être concomitants, mais il nous faut les examiner séparément.

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont constituées principalement de deux grandes masses : les salaires de la fonction publique et les dépenses dites d'intervention, qui regroupent l'ensemble des transferts aux ménages et aux entreprises. En France, ces deux postes représentent environ 40% et 30% respectivement du budget central (hors collectivités locales). Sous la pression de la fraction capitaliste dominante, l'Etat est contraint de réduire ses dépenses.

Les aides aux ménages aident aussi certaines entreprises, tandis que les aides à certaines entreprises peuvent aider les ménages. La complexité des programmes économiques et sociaux de l'Etat est grande, et l'effet des mesures que prend l'Etat n'est pas toujours celui qui est escompté. Quoi qu'il en soit, dans le labyrinthe des interventions de l'Etat, la fraction dominante du capital fait son choix : les programmes sociaux ou ceux d'aide aux PME sont à réduire ou à supprimer, tandis que ceux qui sont à son avantage doivent être défendus. D'où de nombreux conflits dont la résultante est le plus souvent une dégradation des conditions de vie des salariés des deux classes.

Une grande part de l'aide de l'Etat se fait elle-même de façon interclassiste. C'est le cas des subventions aux produits de première nécessité (farine, pain, sucre, carburant, etc.) et des programmes de développement urbain ou rural dans les pays périphériques ou semi-périphériques. On pense aussi à l'aide au logement et aux allocations familiales dans les pays centraux.

Tandis que la lutte interclassiste s'oppose à l'Etat économe, le capital lutte contre l'Etat dépensier. En même temps qu'ils rognent individuellement sur les salaires et les conditions de travail de leur main d'œuvre, les capitalistes demandent collectivement à l'Etat de leur faciliter la tâche par tous les moyens dont il dispose : législation sur le salaire minimum, sur la durée du travail, réglementation du salaire indirect (cotisations sociales, retraites, etc.), masse et indemnisation du chômage, inflation, immigration. Comme nous l'avons vu, la fiscalité est un de ces moyens. L'initiative qui vise à réduire la masse salariale totale se combine à la baisse des transferts de valeur en direction des deux classes par les différents programmes sociaux.

Toute cette offensive se fait plus ou moins discrètement, jusqu'à ce que la réaction des deux classes salariées éclate dans un *conflit majeur* (caractère massif, multisectoriel, multirégional). Un tel conflit peut porter sur toutes les questions que nous venons d'évoquer : réglementation du salaire direct et indirect, fiscalité, programmes sociaux, etc.

Relevant de l'Etat, leur champ d'application couvre le plus souvent les deux classes salariées. C'est ce qui va provoquer l'émergence des luttes interclassistes actuelles.

Parmi les exemples les plus récents, on trouverait le Soudan, où la hausse des prix du pain a provoqué (fin 2018-début 2019) de violentes émeutes. L'Etat que les émeutiers soudanais attaquaient est l'Etat national, alors que ce sont des instances supranationales qui avaient imposé la politique de baisse des subventions. Les émeutiers le savaient sans doute, mais comment attaquer le FMI ou une grande banque internationale qui n' a qu'une petite succursale sur place ?

On comprend mieux maintenant pourquoi les deux classes, aux intérêts opposés, s'allient dans leur lutte contre le capital : c'est qu'elles ont momentanément un intérêt et un ennemi commun. Il n'y a pas de manipulation de la part des politiciens d'une classe, qui tiendraient un discours trompeur pour obtenir le concours de l'autre classe dans une lutte qui lui serait étrangère. Si le prolétariat s'engage aux côtés de la SMS, c'est que cette lutte correspond à des intérêts matériels *qu'il partage avec elle*, et inversement.

Un autre exemple est donné en France par le mouvement des Gilets jaunes (fin 2018-début 2019). Après avoir supporté plusieurs réformes (retraites, droit du travail, fiscalité) réduisant leur niveau de vie, les couches inférieures de la CMS, du petit capital national, et une large fraction du prolétariat ont explosé de colère pour la raison apparemment dérisoire d'une taxe de quelques centimes d'euros sur les carburants. En même temps qu'ils en demandaient le retrait, les Gilets jaunes ont aligné un grand nombre de revendications typiques des luttes interclassistes, dont la démission du président Macron et la démocratie « vraie » (référendum d'initiative citoyenne).

Pour le moment en tout cas, la lutte interclassiste ne s'attaque pas directement aux capitalistes parce que ceux-ci n'attaquent pas directement, frontalement, les salariés.

L'interclassisme d'aujourd'hui, c'est le maelström du « peuple » en révolte. Et c'est pourquoi tant de commentateurs prennent les vessies pour des lanternes, et veulent croire que la révolution a commencé quand « le peuple » démarre une lutte interclassiste, parce que dans « le peuple » il y a le prolétariat et que, s'il y a le prolétariat, il y a immédiatement, selon eux, un potentiel révolutionnaire.

Si les deux classes peuvent unir leurs luttes, c'est aussi parce que celles-ci passent par des modalités communes, qui sont celles de l'affirmation de soi de classes dépourvues de moyens de travail. Quand elles ripostent *séparément*, les deux classes recourent à des formes de lutte tout à fait similaires, et c'est pourquoi elles peuvent aussi à recourir *ensemble*. Ce sont des formes que la classe ouvrière a utilisées en premier, quand la CMS n'existait pas encore dans des proportions significatives. C'est souvent cela qui fait illusion, qui fait prendre les vessies pour des lanternes. Les grèves, manifestations et émeutes font partie des grands moments du mouvement ouvrier traditionnel, et quand la CMS s'en empare aujourd'hui, beaucoup de commentateurs nostalgiques croient venu le matin du grand soir.

Bien que la CMS n'y ait pas recours à grande échelle, la grève n'est pas inconnue de cette classe. Dans le secteur public, souvent parent pauvre de l'encadrement capitaliste, les enseignants en particulier sont assez fréquemment amenés à faire grève pour défendre leur statut face au désintérêt croissant du capital pour leur fonction. Souvent, ils sont très actifs dans les mouvements interclassistes. Les enseignants du secteur public sont victimes d'un double mouvement de dénationalisation de l'enseignement public et de dégradation de la qualité de ce qu'il en reste. On a de moins en moins besoin que les enfants du prolétariat soient bien formés et bons citoyens. D'autre part, dans une situation où la promotion sociale par l'école n'est plus soutenue par une forte croissance économique, l'échec scolaire est devenu même une nécessité, un instrument de sélection. Enfin, les enseignants ont perdu leur rôle de promoteurs de l'ancienne morale bourgeoise autoritaire au profit de torrents d'idéologie plus ou moins frivoles que les jeunes de toutes les classes reçoivent par mille canaux médiatiques.

Les enseignants et les infirmiers ont en commun le fait que leur travail encadre peu. De façon générale, ce n'est pas un travail d'encadrement : encadrer un salarié et « encadrer » un écolier ou un patient, ce n'est pas la même chose. C'est certainement la raison qui en fait souvent les segments les plus revendicatifs de la CMS du secteur public. (...) En revanche, encadrer systématiquement le travail d'un ensemble de subordonnés interdit pratiquement aux autres cadres de faire grève contre le patron qui justifie leur autorité et leur sursalaire. Il a été estimé qu'en France le temps de grève annuel des cadres du privé s'élève en moyenne à 0,8 seconde par salarié.

Toute extension du qualificatif de « grève » à des luttes de non-salariés est abusive. La ressemblance entre les formes de lutte n'est que superficielle. Les « grèves » et blocus étudiants n'ont rien à voir avec une grève de salariés, ce qui n'est pas sans rapport avec le fait qu'aucune législation sérieuse n'a jamais songé à reconnaître aux « syndicats » étudiants les mêmes prérogatives et contraintes que les vrais syndicats (déposer un préavis de grève, signer un accord, etc.). De manière analogue, les « grèves générales locales » qu'on a pu voir en Tunisie mélangeaient les lock-out de commerçants avec l'activité de grève des enseignants affiliés à l'UGTT et d'autres catégories de salariés.

Les manifestants *défilent* pour que le plus de monde possible voie comme ils sont nombreux, comme ils pèsent lourd dans la société. Si la grève donne une idée du poids économique de la catégorie concernée, la manifestation indique son poids politique. Ainsi que nous l'avons déjà remarqué à propos de la « commune » d'Oaxaca, la manifestation n'est pas révolutionnaire, elle est revendicative par nature. Politique, elle s'adresse fondamentalement à l'Etat, à quelque niveau de celui-ci que ce soit.

Dans les milieux activistes, et même communisateurs, l'émeute a souvent été chargée d'une signification immédiatement subversive, sans jamais se transformer en une insurrection proprement dite (nous allons revenir sur la terminologie). De plus, dans nos recherches sur le ménage à trois, il nous est apparu que la CMS peut se livrer à des émeutes aussi (Venezuela 2014-2018 ? Algérie depuis des années, etc.). Il convient donc, à notre avis, de lever cette ambiguïté par une définition plus stricte de l'émeute, en la distinguant de l'insurrection.

- Le terme *émeute* sera réservé à des soulèvements limités, notamment en ce qu'ils restent en dehors du procès de travail général, et ne comportent donc pas de possibilité de dépassement. L'émeute n'attaque, ne détruit, ne pille la propriété que dans la sphère de la réalisation, et ne s'intéresse qu'aux marchandises de la branche 2 (moyens de communication).
- Nous appelons insurrection un soulèvement du prolétariat de grande ampleur, comportant des caractéristiques qui déterminent la possibilité du dépassement communiste de la contradiction des classes (soulèvement du prolétariat productif, armement du prolétariat, etc.)

Par cette distinction, nous inscrivons l'émeute dans le cours quotidien de la lutte de classes, comme une forme parmi d'autres d'affirmation de classe (prolétaire ou CMS, ou les deux à la fois). Nous-mêmes n'avons pas échappé à la confusion entre les deux catégories par le passé. (...) dans *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne* (Fayard, 1966), Hobsbawm analyse les émeutes qui se déroulent dans les métropoles préindustrielles à l'époque de la domination formelle du capital sur le travail. (...) Selon Hobsbawm, ces émeutes englobaient « toutes les classes citadines indigentes », c'est-à-dire « un mélange de salariés, de petits propriétaires et de "misérables" difficiles à classer dans une catégorie précise ». « Le mécanisme de 'émeute était parfaitement compris des deux côtés et engendrait peu de problèmes politiques, à l'exception de quelques dégâts matériels (LLL) La menace de l'émeute incitait les souverains à contrôler les prix, à assurer l'emploi ou à distribuer de larges oboles... ».

DE façon générale, l'émeute peut être définie comme une révolte violente se déroulant en dehors du procès de travail social général, plaçant d'emblée ses acteurs sur le terrain de l'illégalité. Contrairement à la grève, elle comporte nécessairement un affrontement avec l'Etat et la propriété capitaliste, mais contrairement à la manifestation violente elle ne se limite pas à la bagarre avec la police ou à des violences symboliques, à des graffitis ou à quelques vitrines cassées. L'émeute est pillarde et/ou destructrice. Elle peut très rapidement se transformer en une vague durant plusieurs jours (ou nuits). Elle peut aussi comporter plusieurs foyers distribués sur le territoire. Mais elle est toujours brève et locale. Car, quelle que soit l'extension de la vague d'émeutes, les émeutiers sont toujours isolés, au double sens où les foyers de lutte ne communiquent pas (ou très peu) entre eux, et où la fraction sociale engagée reste coupée de l'immense majorité de sa classe, à l'échelle nationale et internationale.

Dans le pillage, les émeutiers attaquent essentiellement les marchandises issues de la branche 2 (production de moyens de consommation) et les bâtiments publics. (...) Autre limite caractéristique, l'émeute n'arme pas le prolétariat. Les émeutiers peuvent attaquer des banques, piller des supermarchés, détruire des bâtiments officiels, fabriquer des cocktails Molotov ou des lance-roquettes, et certains d'entre eux peuvent même réussir à se procurer des armes à feu. Mais *l'armement du prolétariat* désigne un processus différent, se déroulant à une tout autre échelle et avec d'autres modalités. (...) la base matérielle de la reproduction des émeutiers reste, directement ou indirectement, le maintien du travail et des formes sociales qui lui sont associées.

Au cours des quarante dernières années, il y a eu des émeutes sans arrêt, dans les pays périphériques comme dans les zones centrales. Elles ont violemment montré

l'approfondissement de la contradiction fondamentale entre le prolétariat et le capital (même lorsque la CMS y participait aussi). Quelles aient exprimé des revendications ou non, elles ont contraint le capital à opérer des ajustements, fussent-ils médiocres, ainsi qu'à accroître le contrôle social et la répression (ce qui a aussi un coût). Les émeutes remplissent le vide laissé par la décomposition des organisations ouvrières dans les zones centrales ainsi que l'échec des programmes de développement autocentré dans les périphéries.

Quand « les masses » des pays périphériques mettent les villes à feu et à sang à cause de la hausse du prix du pain, elles veulent que son prix revienne à son niveau antérieur. Souvent, elles obtiennent gain de cause. L'émeute est ici explicitement revendicative, puisqu'elle porte directement sur le prix d'un ou de plusieurs produits de base. Cela n'en fait pas pour autant une lutte purement économique, puisque ces prix sont généralement contrôlés et/ou subventionnés et que la lutte s'adresse à l'Etat, à qui l'émeute demande un autre arbitrage budgétaire.

Dans les pays centraux, l'affaire n'est plus complexe qu'en apparence, en raison d'une absence de revendications plus nettes et fréquentes. Les émeutes éclatent généralement à la suite d'un incident avec la police, souvent un assassinat. Les exemples sont innombrables : Los Angeles 1992, France 2005, Grande-Bretagne 2011, Ferguson 2014, etc. Cependant, les émeutes ne se tiennent jamais au seul niveau de la dénonciation des violences policières (bien que le problème existe) ou de la vengeance contre les flics. Que ce soit par la destruction ou le pillage, il y a toujours un élargissement des cibles. Par celui-ci, les émeutiers pointent du doigt « ce qui ne va pas », ce qui leur rend la vie invivable au quotidien : l'état des transports publics ou la panne de l'ascenseur social, les politiques urbaines, le racisme, et bien sûr l'indigence matérielle.

On peut (...) se demander si ceux qui détruisent sont forcément les mêmes que ceux qui utilisent les installations et services détruits. Mais admettons. Ne s'agit-il pas plutôt dans ce cas de la demande, adressée aux pouvoirs publics, d'une école qui remplirait la fonction d'ascenseur social, de transports qui vous amèneraient dans des conditions décentes à un boulot convenable, d'une police moins brutale et moins raciste ?

C'est parce que l'émeute n'attaque pas le capital en son cœur productif que la CMS peut être émeutière. Si l'émeute signe l'échec de la logique revendicative inhérente à la grève et à la manifestation, elle dit aussi que les émeutiers *ne renoncent pas* à s'affirmer et à réclamer une place dans le rapport social capitaliste.

Il semble bien que ce soit la CMS qui a inventé la manifestation statique de masse, à savoir l'occupation de place proches des lieux du pouvoir politique. Faute de pouvoir occuper et perturber les lieux du pouvoir eux-mêmes, faute aussi de pouvoir occuper les lieux de travail, l'occupation d'un espace public vient imiter la geste ouvrière des occupations d'usine tout en donnant aux manifestants la possibilité de s'asseoir et de débattre de leurs préoccupations politiques, culturelles, sexuelles, environnementales – plus rarement économiques. Même si des prolétaires peuvent participer à titre individuel aux mouvements des places, on ne les y trouve pas en tant que classe dans la mesure où le débat culturel ne les concerne pas.

Par opposition aux places, les ronds-points où se regroupaient les Gilets jaunes comportaient une plus grande part de prolétaires. (...) Le regroupement statique des ronds-points est différent de celui des places : il n'est pas massif et il ne se déroule pas dans le centre-ville, près des lieux du pouvoir. Il dit d'abord que le transport en voiture individuelle est un poste de dépense vital pour un grand nombre de ménages, que ce n'est pas un choix que l'on fait par plaisir et au mépris des préoccupations écologiques. Cela n'empêche pas le mouvement des Gilets jaunes d'aller manifester dans les centres-villes ou de se bagarrer avec la police, ni par ailleurs d'être interclassiste. Mais à la différence des occupations de places, on peut dire que sur les ronds-points le prolétariat est apparu en tant que tel.

Un communiqué de la SNCF intitulé « Exactions, pressions, intimidations : des pratiques contraires à l'esprit du service public », daté du 10 juin 2016, faisait état de « dérives qui sont inquiétantes au regard du respect dû à l'outil de travail appartenant à la collectivité nationale » et de « pratiques nouvelles (...) incompatibles avec les valeurs de l'entreprise et du service public qui nous ont été transmises par des générations de cheminots ». Le communiqué mentionne le « vol de cartes électroniques permettant le départ des rames ; (le) sectionnement des fils de commande entraînant de longues coupures d'alimentation électrique ; (des) alertes radio et appels à coupure d'urgence intempestifs depuis les téléphones de voie ; (des) blocages d'aiguille ; (des) des blocages des portes au départ. (...) (des) multiples objets de grande taille faisant obstacle sur les voies ; (le) blocage volontaire de barrières de passage à niveau (Oise) ; (un) objet incendiaire placé dans une gaine de câbles de signalisation avec couvercle de caniveau reposé (Haute-Garonne) ; (des) galettes de contrepoids caténares retirées provoquant un lourd incident caténaire (Meurthe-et-Moselle) ».

On peut faire l'hypothèse que les pratiques anti-travail sont propres au prolétariat. (...) L'antitravail tel que nous le définissons – bien que souvent associé à la figure de l'OS – ne concerne pas qu'une catégorie de personnel : aussi marginal qu'il soit, il est un indice du degré de maturation atteint par le rapport entre prolétariat et capital dans son ensemble, et du contenu que la révolution communiste va avoir à ce stade de maturation (autonégation de la classe du travail). Deuxièmement, l'antitravail ne s'identifie pas *ipso facto* au sabotage de l'outil de travail. (...) la CMS, quoi qu'elle dise par ailleurs, demeure foncièrement étrangère à l'antitravail, à la fois parce qu'elle exerce des tâches de contrôle et de discipline sur le prolétariat et parce qu'elle conserve toujours un niveau de qualification qui est sans commune mesure avec celui du prolétariat.

Conclusion : échec inéluctable des luttes interclassistes actuelles. Dans les luttes interclassistes actuelles, l'Etat est en même temps le régulateur et le paratonnerre de la lutte des classes. Dans la mesure où il faillit dans son rôle de gestionnaire de la lutte des classes, il attire sur lui la colère du prolétariat et de la CMS, les réunissant dans une lutte commune. Et dans la mesure où il est tenu pour défectueux, il est aussi invoqué comme le lieu de la solution.

L'affrontement contre l'Etat sera une composante inévitable de la révolution communiste, mais n'affronter que l'Etat (et notamment son seul appareil répressif) c'est s'engager dans un combat réformiste qui a sa légitimité, mais qui est aussi peu porteur de dépassement que les grèves revendicatives et manifestations qui accompagnent le plus

souvent la lutte interclassiste contre l'Etat. De façon générale, donc, quand les deux classes unissent leurs luttes, elles ne remettent en question ni l'Etat ni le mode de production capitaliste en général, mais la gestion particulière des rapports sociaux par un Etat particulier.

En France, le slogan « ni loi ni Travail » (2016), prétendant que la lutte était engagée contre l'Etat et contre le travail en même temps, est resté l'ornement radical d'un mouvement qui refusait la modification de certains points du droit du travail, défendant par là même le droit du travail existant, les modalités habituelles de la négociation, etc., et qui en même temps exprimait une défiance très répandue envers les orientations néolibérales du Parti socialiste au gouvernement (Nuit debout).

Sous l'effet conjoint de la raréfaction de la plus-value, de l'endettement et de la déterritorialisation du grand capital international, les Etats nationaux contemporains sont pris dans le dilemme suivant : ils ne peuvent garder leur capacité budgétaire d'intervention qu'en taxant plus fortement ceux-là même qui leur demandent de l'aide. Dès lors, à défaut d'augmenter la pression fiscale, les Etats ne peuvent qu'augmenter la répression politique et sociale. Politiquement, c'est intenable à terme. Mais, surtout, cela explique l'impossibilité d'une victoire d'une lutte interclassiste contre l'Etat dans la conjoncture mondiale actuelle.

#### Annexe : Emeutes en France 2005 et en Angleterre 2011

Les émeutes de 2005 dites des banlieues éclatèrent à la suite de deux évènements : la mort par électrocution de Zyed et Bouna (27 octobre 2005), deux jeunes de Clichy-sous-Bois ; les deux adolescents s'étaient cachés dans un poste électrique pour échapper à un contrôle de police en compagnie d'un troisième jeune, gravement blessé ; une première diffusion des affrontements entre émeutiers et police en dehors de Clichy-sous-Bois (cité des Bosquets à Clichy-Montfermeil), au cours de laquelle une grenade lacrymogène aurait été tirée par la police vers l'entrée d'une mosquée en période de ramadan 30 octobre 2005).

Les émeutes se sont alors répandues, d'abord vers d'autres petites villes de banlieue en île-de-France (Evry, Corbeil-Essonnes, Grigny, Le Blanc-Mesnil, Drancy, ; Sevran, La Courneuve, Bondy, Aulnay-sous-Bois, Tremblay-en-France, etc.), pour gagner ensuite une partie bien plus grande du territoire français et se poursuivre pendant trois semaines environ. Notamment à partir du 4 novembre, nuit après nuit les émeutes se répandent en province : en Bretagne (agglomération rennaise), en Picardie (surtout dans l'Oise), en Normandie (Rouen), dans le Nord-Pas-de-Calais, en Alsace, dans la Drôme, etc. Il y a eu officiellement 274 communes touchées par des épisodes d'émeute, et 2880 personnes furent interpellées par la police.

On connaît certaines modalités d'action des émeutes : caillassages et cocktails Molotov contre les policiers : attaques de transports publics, d'écoles, de gymnases, de bibliothèques de quartier, de concessionnaires auto et de supérettes, etc. ; destruction d'automobiles (9000 voitures incendiées), quelques pillages. La rapidité avec laquelle les émeutes se sont multipliées dans le pays est très impressionnante. Cela signale une différence significative avec d'autres épisodes à première vue semblables, comme les

émeutes des Minguettes (1981), de Vaulx-en-Velin (1990), de Toulouse-Le Miral (1998), phénomènes très médiatisés, mais forts limités dans l'espace.

On remarque que les dernières villes bastions du PCF (Montreuil, Saint Denis, Aubervilliers, Bagnolet, Stains, etc.) ont été peu touchées par les émeutes. Cela incite à penser que celles-ci ont trouvé un terrain favorable pour s'étendre surtout là où ce qu'il reste du mouvement ouvrier n'a pas pu mitiger les nouvelles politiques urbaines par son activité politique et clientéliste.

Nombre d'analyses journalistiques ont voulu voir dans les émeutes de 2005 une révolte de l'exclusion radicale. C'est une vision caricaturale qui néglige la forte stratification interne de cette partie de la population qu'on appelle « les quartiers ». De plus, en s'imaginant une masse homogène de chômeurs chroniques ou – pire – de *lumpen*, cette vision des émeutiers minimise leur présence dans l'emploi formel, même précaire :

« Le groupe social que constitue la jeunesse des cités ne se réduit pas à sa fraction la plus visible dans l'espace public, celle du noyau dur des jeunes chômeurs (certaines ZUS comptent 40% de chômeurs parmi les 15-25 ans). Il comprend aussi, d'une part, des jeunes actifs, principalement ouvriers et employés, le plus souvent employés comme intérimaires ou en CDD et d'autre part le groupe formé par des jeunes encore scolarisés, où l'on trouve aussi bien des élèves orientés dans des filières qu'ils perçoivent comme de relégation scolaire (BEP, voire bac pro, classes de STT) que des lycées d'enseignement général et des étudiant(e)s – inscrits à la fac, mais aussi en IUT ou en BTS (très rarement dans des classes préparatoires aux grandes écoles). Ajoutons qu'il existe une minorité de jeunes appartenant aux professions intermédiaires (enseignants, éducateurs, animateurs, etc.) qui continuent d'habiter chez leurs parents ou qui ont choisi de prendre un appartement dans leur cité pour continuer à y vivre ». (Stéphane Beaud et Michel Pialoux, La « racaille » et les « vrais jeunes ». « Critique d'une vision binaire du monde des cités », LienSocio n°2 novembre 2005).

L'article (...) de Beaud et Pialoux décrit les difficultés que rencontrent les jeunes prolétaires des cités dans le monde du travail, : précarité accrue, chômage récurrent, absence de perspectives d'évolution professionnelle, discrimination à l'embauche et sur les lieux de travail mêmes (sans qu'ils soient forcément tous des fils d'immigrés). Les deux sociologues en concluent :

« La désespérance sociale, autrefois réservée aux membres les plus dominés du groupe – et qui s'exprimait notamment par l'addiction aux drogues, l'adoption de conduites à risques (vols, conduite de "fous" au volant, etc.) – semble bien avoir gagné d'autres fractions du groupe des jeunes de cité – les jeunes ouvriers et les "bacheliers" – qui en étaient jusqu'alors un peu mieux protégées. Parmi ces derniers, beaucoup ont perdu patience et espoir à force de se cogner contre le mur de la discrimination et du racisme et ont peu à peu accumulé un énorme ressentiment. »

Les émeutiers ne se sont pas attaqués à *tout* ce qui les produit et les définit comme prolétaires au sens strict, en particulier pas à leur travail et à leurs conditions de logement. Ces prolétaires se sont surtout attaqués à ce qui les pousse vers une condition de sous-classe

dans l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire à ce qui les cantonne dans les emplois les plus précaires et les moins qualifiés. Ils se sont attaqués à ce qui réduit leur mobilité géographique et sociale – que ce soit l'école, l'organisation des transports publics ou la police. Il s'agissait d'une contestation globale et violente des politiques publiques (scolaires, culturelles, urbaines, répressives, etc.) dont ils font l'objet. L'idée selon laquelle les émeutiers de 2005 auraient pratiqué une sorte d' « autonégation en petit » est donc fautive, puisqu'ils n'ont pas touché au processus de production et que, dès lors, leurs destructions ciblées équivalent à des revendications implicites. Détruire l'école ne revient-il pas à revendiquer une école républicaine qui donne vraiment sa chance à chacun ?

L'incendie de voiture a aussi donné lieu aux interprétations et prises de position les plus fantaisistes, allant de la célébration à la condamnation sans appel. (...) Sans l'exalter ni lui faire la morale, on peut toutefois se demander si cette pratique contient davantage qu'une volonté d'attirer l'attention, tant des policiers (pour les piéger) que des politiques et des médias (pour qu'ils s'occupent du « problème des banlieues »). Par ces incendies de voiture (objet, il est vrai, quasi sacré), les émeutiers montrent leur capacité de nuisance et disent : « Nous sommes là, nous existons ! » Partant, ne faut-il pas considérer cette pratique comme une affirmation de soi, quoique atypique ?

La réponse des institutions à cette vague d'émeutes a été faible, mais pas inexistante. Les « plans banlieue » sont depuis quarante ans un poste de dépense obligé pour l'Etat français : création de zones d'éducation prioritaires sous Mitterrand en 1981, des zones franches urbaines en 1996, du Programme de rénovation urbaine et de solidarité en 1999 (20 milliards d'euros), du Plan national de rénovation urbaine en 2003 (46 milliards d'euros), du plan espoir Banlieue en 2008 (un milliard d'euros), etc. Macron non plus n'a pas pu éviter de faire son « plan banlieue » : malgré les incertitudes sur les chiffres, on sait qu'il y aura 10 milliards d'euros pour la rénovation urbaine. Les émeutes de 2005 n'ont pas poussé les pouvoirs publics à injecter immédiatement plus d'argent dans ces plans, mais elles marquent tout de même un tournant dans cette séquence en ce qu'elles ont dévoilé la faillite de toutes les « politiques de la ville » adoptées en France depuis les années 1980 à l'égard des villes et quartiers pauvres.

Il s'agit donc moins d'une faiblesse des ressources allouées (qui peuvent parfois être importantes) que de leur impact très limité, et des effets pervers qu'elles engendrent. Ces politiques ont été marquées de façon croissante par la « dédensification » des grands ensembles en faveur d'une mixité sociale chimérique. (...) Dans la plupart de cas, le résultat des restructurations et rénovations urbaines a été soit la fuite des couches sociales les plus défavorisées, soit la fuite des couches les plus solvables, sans installation correspondante de classes moyennes venant de l'extérieur.

## Chapitre 9

---

### Le ménage à trois dans la crise qui vient

Il est d'ores et déjà légitime de penser

- que la prochaine crise mondiale, qui déchaînera la collision entre classes et fractions de classe, accentuera notamment les fractures dans la classe capitaliste mondiale, dressant ses

fractions principales les unes contre les autres, jusqu'à la possibilité de vastes conflits armés ;

- que, dans la durée de la crise, la marche vers la guerre et/ou la guerre elle-même constitueront un motif de désarticulation majeure de la structure établie du rapport entre les classes dans les pays développés et émergents, susceptible de placer des fractions prolétariennes sur le terrain de la lutte insurrectionnelle.

Toute montée vers la crise se caractérise par une suraccumulation de capital, entraînant la baisse du taux de profit. C'est une autre façon de dire qu'il y a des capitaux et des capitalistes en trop par rapport à la masse de la plus-value socialement disponible. Cela pose la question de la production et de la répartition de la plus-value dans la période actuelle. Pourquoi n'y a-t-il pas assez de plus-value ? Comment se répartit la plus-value disponible ?

Rappelons que, après la crise sociale des années 68, le capital mondial s'est réorganisé pour favoriser une meilleure combinaison de la plus-value relative, résultant des hausses de productivité, et de la plus-value absolue, obtenue par l'allongement, densification de la journée de travail. C'est ici que sont intervenues les délocalisations et les investissements nouveaux dans les régions (comme le sud des Etats-Unis ou l'est de l'Allemagne) et pays (comme ceux de l'Asie du Sud-Est et de l'Europe orientale, ou le Mexique) à bas coûts de main-d'œuvre. Cette formule a permis une très nette baisse du prix de nombreuses marchandises de la branche 2, favorisant ainsi la production de plus-value relative dans les aires centrales. En même temps, les conditions de travail imposées dans les entreprises délocalisées et nouvelles permettaient la production de plus-value absolue. Cette « solution chinoise » a relancé la valorisation mondiale. Elle a permis notamment de faire baisser les salaires dans les zones centrales grâce aux marchandises de la branche 2 exportées massivement par des pays comme la Chine ou le Mexique.

La crise de 2008 marque à peu près la fin de cette formule de l'exploitation du travail où les deux formes de plus-value se combinent efficacement. A présent, la plus-value absolue joue un rôle de plus en plus important. Pour les capitalistes, c'est la façon la moins chère d'accroître la production de plus-value, puisqu'elle ne nécessite que très peu d'investissements. A l'opposé, la production de plus-value relative n'augmente que de façon asymptotique avec l'investissement, ce qui veut dire qu'il faut investir beaucoup pour dégager relativement peu de productivité supplémentaire.

Au Royaume-Uni, en Allemagne en France quoique à un moindre degré, en Italie ou en Espagne, (les) législations obéissent à la même logique de démantèlement de ce qui reste du compromis fordiste. Ce dernier obtenait des travailleurs des gains de productivité suffisants pour plafonner le temps de travail (autour de quarante heures) et augmenter les salaires (nominaux). A présent, la logique générale, est de flexibiliser l'emploi de la force de travail pour combler les pores de la journée sociale de travail, de libérer les heures supplémentaires des contraintes qui les rendaient plus chères auparavant, et de réduire les salaires indirects. Outre un meilleur remplissage du temps de travail, la flexibilité a notamment pour effet de favoriser un turnover élevé. A l'époque fordiste, le plein emploi rendait le turnover gênant pour les patrons. De nos jours, il est fonctionnel en ce qu'il

permet de pousser la durée et l'intensité du travail jusqu'aux limites d'épuisement des travailleurs, puis de remplacer ces derniers par d'autres grâce au chômage massif.

Face à la raréfaction de la plus-value, une première réaction des capitalistes les plus puissants est de chercher à faire individuellement plus que le profit *moyen* (devenu trop faible) en échappant à la concurrence. On assiste ainsi à une recherche systématique de surprofits, moins par une course à la productivité que par la formation de cartels, fusions-acquisitions, etc. Rappelons que, dans le schéma théorique marxien, le taux de profit moyen résulte du libre mouvement des capitaux entre les différentes branches. Les capitaux qui sont dans des branches à faible rentabilité migrent vers les branches promettant de meilleurs profits, ce qui égalise en tendance le taux de profit moyen dans toutes les branches. Or il existe actuellement de nombreuses branches où les barrières à l'entrée de capitaux nouveaux sont efficaces et empêchent les investisseurs potentiels de venir participer à leur rentabilité avantageuse. La seule masse de capital requise pour entrer dans la branche suffit parfois à empêcher les nouveaux arrivants. (...) Il y a de multiples façons dont les Gafa ont, en moins de deux décennies, verrouillé les branches de l'internet. De la même façon, les sociétés pétrolières, les banques, etc. empêchent au niveau mondial l'apparition de nouveaux concurrents. D'autres blocages du même type existent au niveau national.

Le tableau est maintenant le suivant. On distingue :

- des oligopoles mondiaux, échappant à toute péréquation du taux de profit (Gafa, pétrole, aéronautique, pharmacie, etc.) ;
- des branches ouvertes, qui relèvent d'une péréquation mondiale du taux de profit (automobile, grande distribution, habillement, etc.) ;
- des oligopoles nationaux, échappant à la péréquation nationale et internationale du taux de profit (BTP, téléphone, chemins de fer, etc.) ;
- des branches ouvertes nationales, relevant en principe d'une péréquation nationale du taux de profit, mais pour lesquelles le profit moyen est diminué du pompage qu'elles subissent de la part des oligopoles nationaux ou internationaux (sous-traitance de deuxième degré tout secteur, petite restauration, petite hôtellerie, etc.).

Une autre façon qu'ont les capitalistes d'échapper à la raréfaction de la plus-value est de recourir au crédit. On assiste depuis une vingtaine d'années à un fantastique développement de l'endettement. Les Etats, les entreprises et les ménages croulent sous les dettes. Personne n'a d'idée sur la façon dont elles pourraient être remboursées. Les Etats s'endettent pour financer le déficit de leur budget, lui-même résultant d'une insuffisance de plus-value dans le pays – insuffisance que le déficit aggrave en raison du service de la dette. Les entreprises s'endettent pour mieux vendre à des clients (entreprises et particuliers) qui s'endettent pour acheter.

De quelque façon qu'on tourne les choses, la hausse de l'endettement correspond à un fléchissement dans la valorisation du capital. Il y a trop de capital à valoriser et pas assez de plus-value disponible. Une dévalorisation brutale et massive du capital en excédent est inévitable. Mais cela ne veut pas dire que les pertes se répartiront de manière égale.

Starrs prend la liste des 2000 plus grandes sociétés du monde, réparties en 25 grands secteurs, et étudie la répartition des profits entre les différents pays d'origine de ces sociétés. Comparant les résultats pour les années 2006 et 2012, il arrive à la conclusion que la domination américaine s'est renforcée après la crise de 2008. Aujourd'hui, les capitalistes américains possèdent 46% des 500 plus grandes sociétés cotées dans le monde. Ils disposent depuis la Seconde Guerre mondiale d'auxiliaires efficaces, le dollar, l'Etat américain et, dans cet Etat, l'armée.

Le capitalisme américain émet une monnaie qui sert de moyen de paiement, de mesure de valeur et de réserve de valeur partout dans le monde. La demande universelle de dollars entraîne sa surévaluation constante. De la sorte, les capitalistes américains paient les marchandises qu'ils importent moins cher que ce qu'elles valent, ce qui équivaut à un transfert régulier de valeur vers la zone américaine. Un transfert analogue a lieu à l'exportation quand un acheteur étranger est obligé d'acheter des dollars surévalués pour payer sa marchandise.

Par ailleurs, dans nombre de pays, la dette des entreprises non financières – comme la dette publique – est libellée en dollars, ce qui expose les entreprises qui font recours au crédit aux fluctuations dans le taux de change entre la devise nationale et le dollar. Pour les entreprises américaines, qui ne connaissent pas ce problème, c'est un avantage considérable.

Le rôle du dollar dans l'économie mondiale contribue à expliquer le caractère extraterritorial acquis par le droit américain. En effet, l'Etat américain peut poursuivre pénalement des entreprises étrangères contrevenant à leur législation en matière économique (droit de la concurrence, corruption, etc.), et leur infliger des amendes très lourdes, même si l'infraction a eu lieu à l'extérieur du territoire états-unien. Les Etats-Unis s'arrogent ce droit en raison du fait que les chambres de compensation qui prennent en charge les transactions bancaires se faisant en dollars sont aux Etats-Unis. Si une banque est exclue, même temporairement, du mécanisme de la compensation, elle court le risque de perdre des clients d'un pays A faisant des transactions en dollars avec un pays B. Les entreprises qui se font sanctionner se plient aussi parce que, le cas échéant, elles ne pourraient plus opérer librement sur le territoire américain, leurs avoirs seraient saisis et leurs managers aux Etats-Unis, incarcérés (cf. le cas de F. Pierucci chez Alstom énergie, de Meng Whanzou de Huawei...).

La capacité de nuisance de ce système basé sur le dollar a naturellement poussé les autres pays à chercher une façon de s'en dispenser. Diverses tentatives de commercer en euros, d'éviter les chambres de compensation américaines, de former des blocs commerciaux excluant les Etats-Unis sont à l'étude ou en cours d'expérimentation. Pour le moment cependant, on n'identifie pas de menace majeure contre la domination du dollar.

La mise en œuvre extraterritoriale du droit américain s'est sensiblement développée depuis 2008. Pour la France seulement, il semble que la première attaque a porté contre Technip et Alcatel-Lucent (respectivement 3378 millions et 137 millions de dollars d'amendes en 2010). Puis sont venus Total, BNP Paribas, Alstom, le Crédit agricole et la Société générale. Autant d'entreprises qui font partie des FMN non américaines, et qui se

trouvent soumises à une concurrence extraéconomique à laquelle ni la France ni l'UE ne sont pour l'instant capables de riposter.

De plus, l'action extérieure de l'Etat américain en faveur des FMN domiciliées aux Etats-Unis s'appuie lourdement sur son énorme appareil militaire. (Celui-ci) repose notamment sur un réseau de bases militaires s'étendant dans 36 pays au moins, contre deux pour la Chine et huit pour la Russie. Une carte mondiale des bases américaines montre une forte présence en Europe (Allemagne et Italie notamment) et en Asie (Japon et Corée du Sud en particulier), de sorte que le bloc Russie-Chine est bien entouré. (...) Les Etats-Unis dépensent environ 700 milliards de dollars pour leurs armées, contre 250 milliards environ pour la Chine en 2018.

La prochaine crise, en imposant de lourdes pertes à une fraction importante des capitalistes, pourrait remettre en question l'hégémonie américaine. Celle-ci sera défendue par l'élévation systématique des barrières douanières. En cas de riposte symétrique de la part des autres pays, il appartiendra à la force militaire de savoir qui protège son marché et qui est obligé de laisser le sien ouvert. Si les Etats-Unis ont le dessus, cela pourra aller jusqu'à la soumission des FMN non américaines au service des oligopoles américains, à la défaite et au remembrement de pays concurrents, à la vassalisation de l'Europe et notamment du noyau allemand. L'Etat américain actuel se transformerait en un super-Etat transnational et semi-privatisé qui serait à la tête d'un nouveau bloc continental.

Notre hypothèse est que la crise sera très profonde, et qu'elle bouleversera les modalités actuelles de la reproduction du capital de façon radicale, comme l'a fait par exemple la crise de 1929. (...) L'ensemble du secteur du crédit sera affecté, à commencer par ses autres maillons faibles : aux Etats-Unis, les crédits étudiants, les subprimes pour l'achat de voitures et les cartes de crédit ; en Europe et en Chine, les crédits immobiliers. Et bien sûr la dette publique d'Etats qui sont d'ores et déjà considérés comme insolubles à terme : Japon, Belgique, Grèce, Italie, Portugal, Liban, Egypte, ; Soudan... mais pas seulement.

Les Etats-Unis sont en effet les premiers concernés, avec leur dette de 75 trillions de dollars, dont 22 trillions de dette fédérale. En ce qui concerne l'Etat, la menace n'est pas tant que les créanciers réclament leur dû, mais que le débiteur se défile par un acte arbitraire comme celui de Nixon en 1971-1974 avec la suspension de la convertibilité or-dollar. A l'époque, tous les dollars amassés en dehors des Etats-Unis perdirent d'un seul coup 40% de leur valeur. Dans la crise qui vient, l'Etat américain aura tout à fait les moyens de décréter que tout ou partie des dettes qu'il a contractées ne sont plus remboursables.

A l'intérieur, les détenteurs de bons du Trésor pourraient être ruinés. Il s'agit non seulement de banques et de particuliers, mais aussi de la sécurité sociale américaine, qui est un important créancier de l'Etat américain, et déjà lourdement déficitaire. (...) Pour rembourser au moins une partie de sa dette, le gouvernement des Etats-Unis sera obligé d'augmenter la pression fiscale et l'inflation. Ce serait alors la spoliation de la classe moyenne américaine. Mais le gouvernement pourrait aussi saisir ses réserves d'or, comme il l'a fait en 1934 (Gold Reserve Act).

A l'extérieur, la Chine et le Japon sont les principaux créanciers de l'Etat fédéral, mais de nombreux autres pays détiennent des bons du Trésor américain dans leurs réserves. Un refus pur et simple de rembourser ses dettes entraînerait une crise du dollar en tant que monnaie mondiale. Un retour à l'or comme moyen de paiement dans les échanges internationaux est une hypothèse crédible. La ruée vers l'or semble avoir déjà commencé.

Dans la crise telle que nous la projetons, il n'y aura pas la possibilité de fuite généralisée dans le crédit pour les sauver, comme dans la crise de 2008. Et les entreprises s'arrêteront en masse. (...) Une masse importante de capitaux et de salariés seront mis en jachère et cesseront d'être des acheteurs pour les autres capitaux, ceux qui tournent encore. (...) La démondialisation consistera d'abord à remettre en place des obstacles à la circulation des capitaux et au mouvement des marchandises pour tenter d'orienter le partage des pertes dans la crise. (...) Les capitalistes s'efforceront de réaliser la « solution chinoise » à domicile. Ils vont réindustrialiser et employer leur propre main d'œuvre à de nouveaux salaires, plus bas qu'aujourd'hui.

La perspective de guerre doit être envisagée plus du point de vue de l'accumulation du capital que du point de vue militaire *stricto sensu*. La guerre est forcément précédée d'une course aux armements (...). Cette course est déjà commencée. (...) Si tous les pays disposent d'un CMI (complexe militaro-industriel), les préparatifs et la conduite de la guerre imposeront le regroupement territorial d'industries qui travaillent pour le CMI dans le contexte mondialisé actuel. Boeing monte ses avions avec de nombreux composants venant de partout dans le monde. Est-ce que ce sera encore possible quand un conflit militaire sera ouvert avec la Chine, ou avec tel ou tels pays d'Europe ? (...) Dans certains pays belligérants mineurs, européens par exemple, les disparités internes de développement, aggravées par le poids fiscal de l'effort de guerre, risquent de faire exploser les tendances à la balkanisation déjà actives aujourd'hui.

La crise qui vient sera *historique*. (...) le changement serait équivalent à celui que le taylorisme et le fordisme ont provoqué à leur époque. (...) Comme la baisse des salaires ne peut qu'être limitée quand elle se fait par la paupérisation absolue, une relance de la plus-value relative s'impose.

La misère du prolétariat est une condition nécessaire, mais non suffisante pour provoquer son soulèvement. Il faut de plus que la crise soit d'un format tel qu'elle déstabilise tous les circuits habituels de la reproduction de la classe (niveau de vie, donc, mais aussi conditions de la vie professionnelle, familiale, politique, syndicale, etc.). C'est précisément ce qui, selon nous, se passera dans la crise qui vient.

La production industrielle américaine a baissé de 17% pendant la récession de 2007-2009. A titre de comparaison, la chute a été de 52% pendant celle de 1929-1933, et de 33% pendant celle de 1937-1938. La crise qui vient ressemblera plutôt à celle de 1929 qu'à celle de 2008.

La radicalisation des luttes interclassistes dans la prochaine crise passera par la *scission* de la CMS. Les approches simplistes qui consistent à dire que la CMS pourrait se ranger en tant que classe derrière le prolétariat (...° remplacent par un choix politique ce

moment décisif et incontournable qu'est la scission de la CMS dans la crise. (...) la bipolarisation de la CMS se muera en scission entre sa fraction inférieure et sa fraction supérieure. Cette scission sera en quelque sorte la preuve du caractère double du salaire de la CMS, au sens où ses éléments constitutifs – valeur de la force de travail et sursalaire – tendront à se dissocier. Cependant, répétons-le : la paupérisation rapide de la couche inférieure de la CMS et la prolétarianisation d'une partie ne feront pas disparaître cette classe en la fondant dans la masse du prolétariat.

La scission de la classe moyenne consiste donc en ce que ses fractions inférieure et supérieure seront dans des camps opposés. Mais, tant que le capital existe, la CMS existe aussi. En revanche, sa scission va changer les modalités et le contenu interclassiste. Face à la profondeur de la crise, la couche inférieure de la CMS sera contrainte de lutter sur le front économique, et non plus principalement politique.

Comme il est probable que les systèmes de protection sociale hérités du fordisme s'effondreront sous l'impact de la crise, certains patrons seront amenés à en proposer la réforme, qui contrairement à la grande partie des « réformes » actuelles sera une vraie nouveauté : le revenu universel. Une partie des salariés les suivra sur ce terrain. Il fera partie de la radicalisation de l'interclassisme qu'il s'engage en faveur de telles réformes.

Dans les entreprises archaïques, en difficulté, incapables d'investir, les capitalistes se contenteront de laisser les installations sans entretien, de négliger la sécurité, tout en accélérant les rythmes de travail et en multipliant les heures supplémentaires (non payées de plus en plus souvent). Dans les entreprises plus modernes, disposant d'une capacité d'investissement permettant de profiter de la crise pour améliorer leur position concurrentielle, il faut s'attendre à l'extension des systèmes automatiques numérisés, ce qui peut être synonyme d'un travail plus propre, moins dangereux, mais aussi plus surveillé. Il sera difficile aux travailleurs qui n'auront pas été licenciés d'éviter la soumission au contrôle totalitaire que permet la numérisation.

La réduction du niveau de vie jusqu'à l'amaigrissement physique et à la baisse de l'espérance de vie s'étend parallèlement à l'approfondissement de la crise, comme on le voit déjà en Grèce, au Venezuela et même aux Etats-Unis. Il faut s'attendre à la formation de mouvements de chômeurs massifs, qui demanderont des aides ou le partage du travail, en même temps qu'ils auront des objectifs immédiats de solidarité matérielle.

Pour beaucoup des revendications que nous venons d'évoquer, et notamment celles contre la vie chère, l'interclassisme pourra aller jusqu'à s'associer avec la fraction des capitalistes modernisateurs qui tentera de réduire l'influence des oligo- et monopoles qui maintiennent les prix dans plusieurs secteurs importants et pas seulement pour les salariés. On pense notamment à l'énergie et aux services ex-publics privatisés (eau, assainissement, autoroutes, logement, etc.) (...) Cette jonction pourrait donner naissance à un courant politique réformiste fort et relativement populaire.

L'alliance du prolétariat et de la CMS inférieure dans de vastes mouvements de revendications économiques et économique-politiques sera considérée comme une montée révolutionnaire par tous ceux qui pensent qu'il suffit que le prolétariat s'affirme. Mais, dans

ce cas, il faudra que les tenants de cette illusion se ferment les yeux, comme ils le font déjà, sur d'autres aspects de ces luttes, et notamment sur le nationalisme. (...) L'aggravation brutale de la situation amènera des mesures de « police populaire », pour forcer la police et les douanes à faire leur boulot, ou pour le faire à leur place.

Sans reprendre le programme prolétarien des années 1920, l'interclassisme radicalisé produira peut-être la dernière tentative historique de refondation de la société sur la base du travail.

Dans la crise qui vient, les multiples luttes interclassistes radicalisées ne remporteront au mieux que des victoires partielles et momentanées. C'est pourquoi nous considérons comme très probable que leurs échecs entraîneront l'éclatement d'insurrections prolétariennes où la question du communisme sera posée.

Contrairement à celle des émeutes, la liste des insurrections prolétariennes n'est pas très longue. Pour le 20<sup>e</sup> siècle, il faut notamment citer certains épisodes de la révolution allemande de 1918-1921 (novembre 1918 à Kiel, janvier 1919 à Berlin, mars 1920 dans la Ruhr) et du *biennio rosso* italien de 1919-1920 (fin juin 1920 à Ancône), la révolution hongroise de 1918-1919, l'insurrection des Asturies de 1934, celle de Barcelone de 1936. (...) L'insurrection de la Ruhr de mars 1920 comporte la formation d'une armée rouge de 50 000 à 100 000 hommes qui n'a pu fonctionner sans la saisie de matériels, véhicules, vivres. A Barcelone, les ouvriers anarchistes ont d'abord réquisitionné deux camions, puis se sont emparés d'autres équipements, armes et bâtiments dans les combats.

En s'attaquant aux moyens de production, l'insurrection indique que l'affrontement de classes se place au cœur du rapport social capitaliste : le monopole de la propriété capitaliste sur les conditions de la reproduction matérielle des prolétaires. C'est là une différence avec l'émeute (...). La saisie – voire la destruction – de moyens de production (matières premières, machines, pièces détachées, véhicules, etc.) exclut que la socialisation fondamentale des prolétaires insurgés se maintienne comme rapport salarial.

Les modalités de l'exploitation (les salaires, les conditions de travail, les prix) ne sont pas ouvertes à la discussion. Ce qui est en jeu, c'est la forme fondamentale de la subordination du travail au capital, à savoir la séparation du travailleur d'avec les moyens de travail. (...) L'insurrection pose la question sociale à sa racine et non pas au niveau de la position du curseur qui partage la journée de travail (rapport travail nécessaire/surtravail). (...) L'insurrection ouvre la possibilité d'une transformation communiste du rapport social.

Les attaques peuvent porter également sur la propriété de l'Etat. Mais alors il faut souligner que ce dernier n'est plus ciblé en tant que régulateur du rapport de classe qui a failli à sa mission, mais en tant que bras armé de la contre-révolution et en tant que propriétaire de biens dont, par définition, le prolétariat est séparé. (...) Les insurgés qui arrêtent le travail ne font pas grève sur le tas, mais quittent les lieux de travail – pour se battre, pour se rencontrer, *pour ne pas travailler*. Eventuellement, après être sortis des lieux de travail pour porter la lutte au niveau de la société dans son ensemble, les insurgés peuvent être amenés à retourner sur les lieux de travail pour remettre en marche une production limitée.

Toutes les insurrections historiques montrent comment les prolétaires ont rassemblé des armes au cours même de leur soulèvement (pillages d'armureries, mais surtout attaques de casernes, fraternisation avec l'armée). Un élément décisif pour la saisie d'armements et d'équipements par l'insurrection est la décomposition des forces de répression. Sans elle, les prolétaires n'ont aucune chance de remporter les victoires partielles qui leur permettent de renforcer progressivement leur armement. Ces victoires sont dues au refus de l'armée et de la police de sa battre, c'est-à-dire aux désertions et aux mutineries.

Les prolétaires du « tiers-monde à domicile » ne resteront pas passifs devant les possibilités que leur ouvrira la faillite des capitaux archaïques qui les emploient. On peut prévoir que leur réaction sera aussi rageuse et destructrice que peut l'être celle de leurs cousins les *sweatshops* d'Asie. Ils en profiteront aussi pour sortir de leurs ghettos et s'emparer d'immeubles vides où vivre plus décemment, pour piller des usines ou des entrepôts proches, etc. Quoi qu'il en soit, c'est sur la base de pratiques concrètes, développant un même contenu d'attaque de la propriété capitaliste, qu'une jonction entre prolétaires des zones les plus industrialisées et ceux des zones sous-développées pourra se faire.

Il est à prévoir que les réseaux sociaux ne seront pas disponibles. Il faudra que les différents foyers insurrectionnels locaux recourent à des moyens moins sophistiqués pour communiquer entre eux, en s'emparant des moyens de transport, en bricolant de la téléphonie, etc. Soulignons que l'unification du prolétariat n'est pas une donnée communicationnelle. Pas plus qu'une organisation politique centrale les réseaux sociaux ne sont le facteur qui déclenchera une insurrection généralisée du prolétariat.

Face à une insurrection prolétarienne, il semble clair que la partie supérieure de la classe moyenne s'engagera résolument aux côtés du capital pour défendre son bien, éventuellement dans des mouvements ultrarégionalistes. (...) La couche moyenne de la CMS se partagera entre les couches supérieure et inférieure. Réduite comme peau de chagrin, elle perdra son influence politique et sociale. Quant à la partie inférieure de la CMS, celle qui n'est pas prolétarisée, mais fortement paupérisée, elle tentera de promouvoir des solutions de type autogestionnaire, nationaliste, éventuellement en liaison avec le prolétariat réformiste. Ce faisant, elle sacrifiera d'autres fractions de la CMS sur l'autel de la prolétarianisation, et tentera de ramener le prolétariat insurgé à la négociation, soit de façon politique, soit en s'associant à la répression.

Il faut cependant noter cette particularité des conditions de l'insurrection moderne : les fonctions du travail intellectuel prennent maintenant place dans le salariat, et non plus à l'extérieur. La prolétarianisation d'une partie de cette classe peut, dans l'insurrection, apporter aux insurgés une aide utile. Car les prolétaires nouveaux qui viendront ainsi s'adjoindre au prolétariat existant seront bien prolétaires au sens de sans-réserves, mais ils se distingueront des autres par leur passé, par les connaissances que leur fonction leur aura permis d'acquérir. On connaît déjà ce type de prolétaires dans les pays centraux. Les migrants qui y arrivent aujourd'hui depuis les pays périphériques sont souvent ceux qui avaient des réserves au départ, qui avaient dans leur pays des fonctions de classe moyenne. On peut

ainsi voir d'anciens cadres, médecins... venus du bout du monde faire les serveurs ou les manutentionnaires à Londres ou à Paris.

## Epilogue

### Classes moyennes et théorie communiste

Ne faudrait-il pas reprendre l'étude de la Commune de Paris en l'analysant comme une période de luttes intenses où des pratiques insurrectionnelles et interclassistes ont alternativement existé ? N'est-ce pas le ralliement de la petite bourgeoisie au prolétariat parisien qui explique les limites de la Commune (Banque de France, etc.), bien mieux que des contingences comme l'absence de tel ou tel chef politique et militaire ? Quoi qu'il en soit, on voit bien que l'introduction au présent d'une troisième classe dans la compréhension de l'évolution du MPC rétroagit nécessairement sur la compréhension du passé.

Depuis une vingtaine d'années on a assisté à une certaine prolifération de discours critiques du capitalisme qui, tout en reprenant tel ou tel élément particulier de la théorie communiste (théorie de la valeur, théorie des crises, etc.) en rejettent une grande partie, et en particulier la théorie du prolétariat comme classe révolutionnaire. On peut citer, à titre d'exemple, la théorie critique de la valeur (*Wertkritik*) ou le postpéraïsme. Ces courants s'inscrivent dans une critique de la société capitaliste qui est marquée par le point de vue de la CMS

La théorie communiste telle que nous la concevons s'oppose à ces formes. Elle s'en distingue fondamentalement par un certain nombre de propositions fondamentales :

- le travail exploité comme seule source de valeur ; la théorie communiste ne peut se passer de réaffirmer la théorie de la valeur-travail dans sa position centrale face aux tendances qui veulent réduire la valeur à une question de symboles ou de représentation ;
- l'existence du prolétariat comme classe du travail exploité et sa capacité exclusive à être le vecteur d'une transformation de la société ;
- le caractère non pragmatique, antipolitique de l'activité théorique ; non seulement la théorie n'est pas une boîte à outils, un guide pour l'action, mais assigner un but politique à la théorie communiste équivaut à affirmer que le prolétariat a besoin de « spécialistes » de la théorie pour mener la transformation communiste de la société. Il n'en est rien : le prolétariat trouve sa capacité de mener cette transformation dans sa situation lorsqu'il se soulève. Il n'a pas besoin d'un supplément de conscience, fût-il théorique ;
- le caractère historiquement nécessaire de la production théorique communiste. La théorie communiste n'est pas le produit immédiat du prolétariat. Elle est produite en dehors de lui, mais à partir de son existence et du rapport social spécifique qu'il établit lorsqu'il se soulève. La théorie se construit comme conscience de la contradiction fondamentale du MPC et projection de son dépassement.

Aux points qui précèdent, il va falloir maintenant ajouter l'existence de la classe moyenne salariée comme véritable classe du mode de production capitaliste développé sur ses propres bases, ainsi que le nécessaire antagonisme entre classe moyenne salariée et prolétariat lorsque celui-ci s'insurgera et créera les conditions du dépassement du capital.

Octobre 2019